

Université de Montréal

**À la croisée des bouleversements systémiques :  
Analyse comparée des inégalités économiques et de la polarisation idéologique**

*Par*

**Simon St-Jacques-Renaud**

Département de Science politique, Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de Maîtrise (M.Sc.) en science politique

Août 2023

© Simon St-Jacques-Renaud, 2023

Université de Montréal

Département de Science politique, Faculté des Arts et des Sciences

---

Ce mémoire intitulé

**À la croisée des bouleversements systémiques :  
Analyse comparée des inégalités économiques et de la polarisation idéologique**

*Présenté par*

**Simon St-Jacques-Renaud**

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Pierre Martin

*Président du jury*

Alain Noël

*Directeur de recherche*

Jean Lachapelle

*Membre du jury*

## Résumé

Les inégalités économiques et la polarisation idéologique ont tendance à augmenter au sein de la majorité des démocraties avancées depuis maintenant plusieurs décennies. Ce mémoire évalue statistiquement le lien unissant ces deux variables en portant une attention particulière sur quatre théories explicatives ressortant de la littérature sur le sujet, soit (1) la théorie de l'indignation politique, (2) la théorie du conflit politique, (3) la théorie du pouvoir relatif et (4) la théorie du pluralisme polarisant. L'analyse quantitative de ces quatre approches se base par ailleurs sur la construction d'un nouvel indice de polarisation issu des données de la *Varieties of Party Identity and Organization Dataset* visant à évaluer les fluctuations idéologiques des partis politiques. Deux principales conclusions découlent de cette étude. D'abord, la polarisation idéologique des démocraties avancées semble en grande partie être due à une « gauchisation » de l'ensemble des partis politiques majeurs des pays analysés, confirmant partiellement l'argumentation de la théorie du conflit politique. Ensuite, les États multipartistes avec des régimes électoraux proportionnels se sont en moyenne davantage polarisés en réponse à l'augmentation des inégalités économiques que les pays caractérisés par des systèmes majoritaires ou mixtes. Ces résultats confirment donc la logique de la théorie du pluralisme polarisant et permettent au final de mieux comprendre comment le design institutionnel des États peut jouer un rôle influent dans le déploiement conjoint des inégalités et de la polarisation des partis politiques.

**Mots-clés :** Inégalités économiques; polarisation idéologique; idéologies; partis politiques; gauche; droite.

## Abstract

Economic inequalities and ideological polarization have tended to increase within the majority of advanced democracies over the past decades. This analytical study aims to statistically assess the link between these two variables by putting a particular focus on four explanatory theories drawn from the existing literature: (1) the political outrage theory, (2) the political conflict theory, (3) the relative power theory, and (4) the polarized pluralism theory. The quantitative analysis of these four explanations is based on the construction of a new polarization index derived from data from the *Varieties of Party Identity and Organization Dataset* and aims to evaluate ideological fluctuations among political parties inside a specific country. Two main conclusions emerge from this study. First, a leftward shift in most of the major political parties of the analyzed countries seems to be the largest contributor to the ideological polarization of advanced democracies, partially confirming the logic of the political conflict theory. Secondly, multi-party systems with proportional elections have, on average, become more polarized in response to increasing economic inequalities compared to countries with majoritarian or mixed systems, thus confirming the logic of the polarized pluralism theory. These results ultimately shed light on the way institutional design can play an influential role in the simultaneous unfolding of economic inequalities and party polarization.

**Keywords:** Economic inequalities; ideological polarization; ideologies; political parties; left; right.

# Table des matières

Résumé .....	2
Abstract .....	3
Table des matières .....	4
Liste des tableaux .....	6
Liste des figures.....	7
Liste des sigles et abréviations .....	8
Remerciements .....	9
Introduction .....	10
Définitions et concepts fondamentaux .....	12
Les idéologies.....	13
La gauche... ..	14
...et la droite.....	15
La polarisation idéologique .....	17
La polarisation affective .....	18
Les inégalités économiques.....	19
État des lieux.....	20
L'accentuation des inégalités économiques .....	20
L'intensification de la polarisation idéologique .....	23
Pertinence du sujet .....	25
Pourquoi se soucier des inégalités économiques ? .....	25
La polarisation et ses conséquences .....	27
Chapitre 1 – Revue de la littérature .....	31
Les essentiels de la littérature américaine .....	31
Inégalités et polarisation dans une perspective comparative .....	33
Première théorie explicative: la théorie de l'indignation politique .....	35
Les architectes théoriques : Runciman et Betz.....	37
La théorie de l'indignation politique dans la littérature récente.....	40
Deuxième théorie explicative: la théorie du conflit politique .....	43
Les contours théoriques du conflit politique .....	44
La théorie du conflit politique dans la recherche académique .....	45
Troisième théorie explicative: la théorie du pouvoir relatif .....	48
Mills et l'apathie politique.....	49
Synthèse de la littérature portant sur la théorie du pouvoir relatif .....	51
Quatrième théorie explicative: le pluralisme polarisant .....	54
L'institutionnalisme de Sartori et Duverger.....	55
La théorie du pluralisme polarisant dans les études comparatives.....	57
Les quatre théories explicatives en bref .....	59

Chapitre 2 – Méthodologie.....	61
Les inégalités économiques.....	61
L’approche différentielle.....	62
L’approche centriste.....	64
La V-Party et sa méthodologie.....	65
La construction de l’indice idéologique des partis politiques .....	67
Le nombre effectif de partis et la polarisation idéologique .....	68
La sélection de cas et la période analysée .....	70
Chapitre 3 – Analyses statistiques.....	72
Évolution statistique de l’indice de polarisation idéologique .....	72
Corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique .....	74
Première analyse statistique: la théorie de l’indignation politique.....	77
L’opposition à l’immigration et les inégalités économiques .....	78
La fragmentation de l’indice de polarisation idéologique.....	80
Conclusion et analyse des résultats .....	83
Seconde analyse statistique: la théorie du conflit politique.....	84
L’abstentionnisme des plus pauvres et la hausse des inégalités économiques.....	85
Une « gauchisation » idéologique ? .....	88
Conclusion et analyse des résultats .....	90
Troisième analyse statistique: la théorie du pouvoir relatif.....	91
La participation électorale des moins nantis dans la perspective du pouvoir relatif.....	91
L’abstentionnisme des moins nantis et la polarisation idéologique de droite .....	92
Conclusion et résumé des résultats .....	94
Quatrième analyse statistique: la théorie du pluralisme polarisant .....	95
Le NEP et les régimes électoraux .....	96
Les types de régimes électoraux et la polarisation idéologique .....	98
Le NEP et la polarisation idéologique .....	99
Le NEP et les inégalités économiques .....	101
Conclusion et analyse des résultats .....	104
Conclusion.....	106
Références bibliographiques .....	108
Bases de données .....	115
Annexe A – V-Party .....	117
Annexe B – WVS .....	119
Annexe C – CSES .....	121

## Liste des tableaux

<b>Tableau 2.1</b> – Aperçu des quatre théories explicatives .....	60
<b>Tableau 4.1</b> – Évolution de la polarisation idéologique des 34 pays de l'échantillon entre la première et la dernière année électorale analysée .....	73
<b>Tableau 4.2</b> – Résultats des corrélations entre l'indice de polarisation idéologique (interpolé) et l'indice de Gini pour trois périodes temporelles .....	75
<b>Tableau 4.3</b> – Résultats de la corrélation entre l'opposition à l'immigration des 40 % les moins nantis (interpolé) et les variations de l'indice de Gini.....	80
<b>Tableau 4.4</b> – Résultats de la corrélation entre l'opposition à l'immigration des 40 % les moins nantis (interpolé) et les variations de la polarisation idéologique de droite (interpolé) .....	82
<b>Tableau 4.5</b> – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et l'indice de Gini.....	87
<b>Tableau 4.6</b> – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et la polarisation idéologique de gauche (interpolé).....	89
<b>Tableau 4.7</b> – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et la polarisation idéologique de droite (interpolé).....	94
<b>Tableau 4.8</b> – Type de système électoral des 33 pays de l'analyse.....	96
<b>Tableau 4.9</b> – Résultats des corrélations entre le nombre effectif de partis (interpolé) et l'indice de polarisation idéologique (interpolé) .....	100
<b>Tableau 4.10</b> – Résultats des corrélations entre le nombre effectif de partis (interpolé) et l'indice de Gini de la SWIID .....	102
<b>Tableau B.1</b> – Informations sur les pays du WVS inclus dans l'analyse de la théorie de l'indignation politique .....	120
<b>Tableau C.1</b> – Informations sur les vagues de sondage et les pays participants au CSES .....	122

## Liste des figures

<b>Figure 1.1</b> – Accentuation de l'indice de Gini de certaines démocraties avancées .....	21
<b>Figure 1.2</b> – Stagnation de l'indice de Gini de certaines démocraties avancées .....	22
<b>Figure 1.3</b> – Évolution de la proportion du vote-antiestablishment dans certaines démocraties avancées.....	24
<b>Figure 3.1</b> – Représentation de la polarisation idéologique selon l'approche centriste.....	64
<b>Figure 3.2</b> – Exemple de positionnement des partis politiques sur l'axe gauche-droite.....	64
<b>Figure 4.1</b> – Évolution de la polarisation idéologique au sein des 34 pays de l'échantillon .....	72
<b>Figure 4.2</b> – Évolution de la polarisation idéologique en fonction des inégalités économiques ..	74
<b>Figure 4.3</b> – Évolution de l'opposition à l'immigration en fonction de l'indice de Gini .....	79
<b>Figure 4.4</b> – Évolution de la polarisation de droite et de gauche.....	81
<b>Figure 4.5</b> – Évolution de l'hostilité à l'immigration et de la polarisation idéologique de droite	82
<b>Figure 4.6</b> – Évolution du taux d'abstention des 40% les moins nantis et de l'indice de Gini ....	85
<b>Figure 4.7</b> – Évolution du taux d'abstention des 40% les moins nantis et de la polarisation idéologique de gauche .....	88
<b>Figure 4.8</b> – Évolution du taux d'abstention des 40% les moins nantis et de la polarisation idéologique de droite .....	93
<b>Figure 4.9</b> – Évolution du NEP de 1970 à 2019 .....	97
<b>Figure 4.10</b> – Évolution du nombre effectif de partis en fonction de la polarisation idéologique	99
<b>Figure 4.11</b> – Évolution du nombre effectif de partis en fonction de l'indice de Gini .....	102



## Liste des sigles et abréviations

AfD: Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne)

CHES: Chapel Hill Expert Survey

CSES: Comparative Study of Electoral Systems

PVV: Partij voor de Vrijheid (Parti pour la liberté)

NEP: Nombre effectif de partis

RN: Rassemblement national

SWIID: Standardized World Income Inequality Database

UE: Union européenne

V-Dem: Varieties of Democracy

V-Party: Varieties of Party Identity and Organization

WID: World Inequality Database

WVS: World Values Survey

## Remerciements

La finalisation de ce travail de longue haleine aurait été impossible sans le support inconditionnel d'une multitude de personnes. Je tiens tout d'abord à remercier mon directeur de recherche M. Alain Noël qui m'a aidé à de nombreuses reprises à orienter ma démarche analytique. Vos multiples recommandations et pistes de réflexion ont été d'une grande aide pour débroussailler les thématiques parfois très complexes abordées dans ce mémoire. Vos excellentes recommandations ont, j'en suis certain, grandement bonifié la qualité de ce travail de recherche.

Je voudrais également remercier les professeurs du Département de science politique et mes collègues étudiants avec lesquelles j'ai eu la chance de suivre des cours durant ces deux dernières années. Chacune des rencontres que j'ai faites tout au long de mon parcours universitaire m'a enrichi, tant intellectuellement que personnellement.

Je veux évidemment aussi remercier mes parents et mes deux grandes sœurs sans qui ce projet aurait été simplement impossible à mener à terme. Merci d'avoir été là quand j'en avais besoin, dans les bons et les moins bons moments. Merci de m'avoir supporté, encouragé et enhardi tout au long des dernières années. Vous êtes le noyau de ma vie et j'apprécie chaque moment que nous passons ensemble.

Merci aussi à mes deux grands chums qui m'ont aidé à relaxer durant le long processus de rédaction de ce travail avec quelques bières et de bonnes blagues. Merci également à René pour tes mots d'encouragement qui me permirent d'effectuer ce travail avec plus d'aisance.

Enfin j'aimerais également te remercier Vanessa pour tout ce que tu as fait pour moi au cours des dernières années. Ton affection, ta gentillesse et ta douceur m'ont non seulement aidé à passer au travers de cette grande étape, mais m'ont également permis de grandir et de devenir une meilleure personne. J'ai énormément de chance de t'avoir à mes côtés.

## Introduction

En 1776, Adam Smith, le père du libéralisme économique moderne, écrivait dans son célèbre ouvrage *La richesse des nations*, qu'« aucune société ne peut prospérer et être heureuse dans laquelle la plus grande partie des membres est pauvre et misérable » (Smith 1776 [1976]; 96). Avec le retour en force du libéralisme de marché sous sa forme mondialisée autour des années 1980, cet avertissement de Smith semble aujourd'hui plus pertinent que jamais. L'ouverture des marchés nationaux au libre-échange combinée à un désengagement marqué des États dans leur économie aurait en effet causé un accroissement des différences de richesses entre les élites économiques et les classes moyennes dans la vaste majorité des démocraties capitalistes contemporaines. Gérard Boismenu, dans son livre *Un monde désenchanté* (2022), explique que « la mondialisation s'est accompagnée d'une détérioration des conditions d'existence des classes moyennes [...] ainsi qu'une expansion relative des bas revenus et des très hauts revenus » (p.183). En d'autres mots, le néolibéralisme et ses conséquences sur la financiarisation de l'économie, sur la désindustrialisation et sur l'effacement des systèmes de protection sociale sont à la source d'une augmentation sans précédent des inégalités économiques au sein des nations occidentales.

Cette tendance inégalitaire remarquable s'articule en parallèle d'importants soubresauts démagogiques et populistes depuis le tournant du siècle. De nouvelles organisations politiques extrémistes qui hier encore étaient politiquement marginalisées font maintenant leur entrée au sein des institutions législatives d'un nombre grandissant de démocraties avancées. À gauche comme à droite, ces nouveaux partis politiques réclament la fin d'un statu quo considéré comme étant de plus en plus insoutenable pour le citoyen moyen, tant socialement qu'économiquement. Les figures de proue de ces mouvements contestataires obtiennent d'ailleurs bien souvent une attention médiatique remarquable, faisant des Trump, des Mélenchon et des Orbán de ce monde de véritables symboles de résistance censés représenter les insoumis et les oubliés des démocraties modernes. Ensemble, la croissance des inégalités économiques et l'augmentation de la polarisation idéologique semblent façonner plus que tout autre l'histoire politique et économique des démocraties contemporaines.

Face à ce constat, il est logique de se demander s'il existe un lien entre ces deux nouvelles caractéristiques. Autrement dit, serait-il possible que la polarisation idéologique soit plus forte dans les États plus économiquement inégalitaires ? Le présent travail de recherche aura pour objectif de répondre à ce questionnement particulièrement complexe en abordant en détail quatre théories explicatives susceptibles d'élucider le lien entre ces deux grandes évolutions. À mi-chemin entre

la recherche en économie politique et le comparatisme, ce mémoire adoptera une vaste approche comparative qui permettra ultimement de présenter quelques éléments de réponses à cette problématique. Or, pour ce faire, il est crucial de préciser quelle approche théorique sera utilisée pour mener à bien ce travail.

Pour ce faire, il est pertinent de s'inspirer des travaux de divers spécialistes qui se sont penchés sur ce sujet au fil des dernières années. Parmi ceux-ci, le livre *Anti-System Politics* (2020) du politologue anglais Jonathan Hopkin offre une approche particulièrement pertinente. En effet, dans son influente analyse portant sur les conséquences des transformations économiques sur l'émergence de partis politiques extrémistes, l'auteur insiste sur le caractère fondamentalement institutionnel que prend la polarisation idéologique dans les démocraties néolibérales. Comme l'argumente Hopkin, même si une tranche importante de la population se sent lésée et abandonnée par les politiques, il est crucial que ces sentiments soient interprétés, mobilisés et institutionnalisés pour au final avoir un impact réel sur la vie politique d'un pays. Ce rôle serait notamment joué par les partis politiques qui, en tant qu'acteurs structurants de l'enracinement de la polarisation idéologique, sont à la source de la montée de l'extrémisme au sein des démocraties néolibérales.

À mi-chemin entre la théorie du choix rationnel et de l'institutionnalisme, cet argument puise ses racines d'une longue lignée de chercheurs qui considèrent que les partis politiques façonnent l'offre politique d'un pays en réponse à ce qu'ils perçoivent comme étant les positions idéologiques les mieux à même de leur garantir un support électoral maximal. Dès 1957, Anthony Downs affirmait par exemple que « les partis élaborent des politiques afin de gagner des élections, plutôt qu'ils ne gagnent des élections pour élaborer des politiques » (Downs 2013 [1957], 45). La pensée de Downs est claire : bien que le positionnement idéologique des partis politiques soit le miroir des demandes des électeurs, ce sont bel et bien les orientations idéologiques qu'ils *perçoivent* qui façonnent en fin de compte l'arène politique des démocraties. La logique rationaliste de Downs a par ailleurs été reprise par une multitude d'auteurs influents au cours des dernières décennies. Parmi ceux-ci, Herbert Kitschelt (1994) a par exemple contribué au développement de ce modèle en décrivant comment le succès des partis politiques repose sur les décisions stratégiques de ceux-ci lorsqu'ils sont en compétition électorale. En rejetant une vision déterministe des procédés politiques, l'auteur explique que les partis agissent stratégiquement pour notamment offrir des politiques redistributives s'alignant le mieux possible avec les attentes de leurs électeurs.

En continuité avec cette interprétation théorique, la présente analyse mettra l'accent sur l'évolution de l'intérêt stratégique des partis politiques pour déchiffrer les variations dans la polarisation idéologique des démocraties néolibérales. Il est toutefois crucial de mentionner que les

diverses sources scientifiques qui seront analysées tout au long du travail ne mettront pas nécessairement un accent similaire sur le comportement stratégique des partis politiques. Certains textes porteront par exemple sur l'évolution de la polarisation des électeurs ou de groupes sociaux spécifiques. Il reste néanmoins pertinent de citer ce type de source, puisque la polarisation de masse et la polarisation des partis politiques sont deux concepts fortement intriqués, l'accroissement de l'un ayant souvent des répercussions sur l'autre (Lupu 2015).

Les thèmes analysés dans le cadre de ce mémoire sont évidemment très complexes. Il est donc nécessaire de présenter clairement dès maintenant la structure complète du travail afin de faciliter sa compréhension. Tout d'abord, la première section du texte définira quelques concepts essentiels qui serviront tout au long de l'analyse. Ces fondations terminologiques serviront de référence pour l'entièreté de l'argumentation du travail. Deux brèves mises en contexte portant sur l'évolution récente des inégalités économiques et de la polarisation idéologique dans les démocraties avancées seront ensuite présentées pour notamment défendre la pertinence du sujet analysé. Suivra ensuite une revue de la littérature récente qui portera spécifiquement sur l'analyse de l'augmentation des inégalités économiques et de la polarisation idéologique. Cette section visera à présenter les résultats de quelques analyses empiriques particulièrement influentes et à jeter les bases empiriques du travail. La revue de la littérature se divisera ensuite en quatre grandes sections, chacune d'elles présentant une théorie explicative différente. Ces théories composeront ensemble le corps du mémoire et offriront chacune une explication différente pour comprendre le lien unissant les inégalités économiques à la polarisation idéologique. Pour évaluer la logique explicative de ces quatre théories, une analyse empirique sera ensuite menée. Cette section analytique reposera sur un nouvel indice de polarisation idéologique construit spécifiquement pour ce mémoire et qui permettra de quantifier la position idéologique des partis politiques sur l'axe gauche-droite. Une brève conclusion viendra finalement clore le travail et présentera les principaux résultats de la démarche empirique.

## **Définitions et concepts fondamentaux**

Débutons le processus de recherche de ce mémoire en prenant le temps de définir et de poser les bases terminologiques des concepts utilisés. Les explications qui suivent pourront peut-être paraître lacunaires sur certains points, mais puisque celles-ci visent à englober le plus grand nombre possible de phénomènes particuliers en leur sein, cette limite ne causera aucune nuisance dans la conduite du présent travail d'analyse. Les définitions suivantes serviront donc de référence tout au long du présent travail.

## Les idéologies

Étant basé sur une méthode d'économie politique comparée, le présent mémoire vise, comme mentionné précédemment, à évaluer la relation entre les inégalités économiques et les tendances idéologiques des États démocratiques. L'ensemble des questionnements et des analyses empiriques découlant de cette approche se base donc sur le concept déterminant de l'« idéologie ». Débutons donc cette section en définissant les contours de ce concept, ce qui nous permettra ensuite de cerner les différences fondamentales entre les notions de la « gauche » et de la « droite ».

Si le terme « idéologie » peut sembler plutôt large, c'est d'abord parce qu'une multitude d'auteurs y ont associé des définitions différentes au fil du temps. Certains l'interprètent sous un angle marxiste en mettant l'accent, par exemple, sur son rôle dans le mécanisme de division des classes au sein d'une société, alors que d'autres insistent sur l'aspect sociologique du terme, le définissant comme étant à la base de la constitution d'une communauté humaine. Toutefois, dans le cadre de ce travail, la définition de l'idéologie offerte par Thomas Piketty dans son livre *Capital et Idéologie* (2019) sera retenue du fait de sa relative simplicité et parce qu'elle s'applique à merveille aux autres grands thèmes du travail.

Piketty définit l'idéologie comme étant la « tentative plus ou moins cohérente d'apporter des réponses à un ensemble de questions extrêmement vastes portant sur l'organisation souhaitable ou idéale de la société » (p.16). Il ajoute également que l'idéologie s'accompagne de convictions sur le régime politique et sur le régime de propriété idéal. Une idéologie dépeint donc les limites et le champ d'action de la politique et de la propriété privée et publique. En appliquant cette définition aux partis politiques évoluant dans un cadre démocratique, l'idéologie peut être définie comme étant *la vision sociétale et économique défendue par un parti, celui-ci cherchant à être porté au pouvoir pour la mettre en action*. À la fois une conception de l'histoire passée et une vision du monde à venir, les idéologies des partis structurent le champ politique en faisant office de fondement à la polarisation du débat public autour des questions centrales relatives à la structure des États (Cailleba et Edelbloude 2017).

Le meilleur outil analytique permettant de dépeindre l'articulation de la compétition politique entre les diverses idéologies composant ensemble la vie politique d'un État est sans aucun doute l'axe politique gauche-droite. Cet axe sera par ailleurs central à l'ensemble de l'analyse qui suit puisqu'il s'agit d'une des rares mesures ayant une réelle applicabilité transnationale. Alain Noël et Jean-Philippe Thérien, dans leur livre *La gauche et la droite : Un débat sans frontière* (2010), expliquent ainsi la portée incroyable de ce référent :

Certes, le débat entre la gauche et la droite change dans le temps et l'espace, et il n'englobe pas tous les conflits et les événements possibles. Mais il structure néanmoins la plupart de nos "désaccords". [...] Dans une large mesure, c'est un débat universel qui donne à la politique contemporaine son intelligibilité, au sein des États-nations comme au-delà de leurs frontières (Noël et Thérien 2010, 14).

L'axe politique gauche-droite est souvent représenté comme un segment linéaire, une représentation graphique spatiale qui permet de situer chaque position politique dans un espace unidimensionnel. Malgré l'universalité de cette mesure, il reste malgré tout nécessaire de bien définir ce qu'on entend généralement par la « gauche » et la « droite ». Évidemment, une panoplie de différences, petites et grandes, distinguent l'idéologie des partis qui composent ensemble ces deux (très) grandes familles politiques. Qui plus est, la classification idéologique des partis politiques sur l'axe gauche-droite peut grandement varier d'un pays à l'autre, chaque pays étant caractérisé par son propre échiquier politique. Toutefois, afin de maintenir une ligne directrice basée sur la simplicité, les descriptions qui suivent seront assez larges pour pouvoir s'appliquer au plus grand nombre de cas possibles.

### **La gauche...**

Premièrement, les partis globalement considérés comme étant à *gauche* du spectre politique se distinguent par leur soutien aux pratiques politiques et économiques « visant à apporter un encastrement social au système de propriété privée et au capitalisme » (Piketty 2019, 568). Les partis de gauche ont comme conviction commune que des politiques d'ingénierie sociale menée par l'État permettent d'endiguer les excès du libre marché néolibéral et de garantir une certaine forme d'égalité entre les citoyens d'un État. Cette conviction commune s'accompagne par ailleurs d'un fort attachement à l'idée du progrès, à la foi de la société et du genre humain dans son ensemble. Parfois étiquetée de « progressiste », la gauche cherche à changer l'ordre établi et défend « l'extension presque naturelle des droits de la personne » (Parenteau et Parenteau 2017, 31). La mise en pratique des idéaux progressistes de la gauche signifie que chaque génération doit faire face à un nouveau combat pour l'élargissement des droits des groupes sociaux jusque-là négligés en se basant sur les acquis des générations passées (*idem*). De nos jours, le progressisme de la gauche s'articule par exemple autour de la défense des droits de la communauté LGBTQ+ et des minorités ethniques.

La polarisation idéologique étant par ailleurs caractérisée par la montée en influence de l'extrémisme, il est crucial, pour bien cerner ce phénomène, de définir les valeurs défendues par la gauche radicale et extrémiste contemporaine. Mentionnons que l'extrême gauche moderne s'est

aujourd'hui bien souvent dissociée de l'idéologie communiste qui a jadis caractérisé cette idéologie en occident (Delwit 2016, 513). De nos jours, les partis d'inspiration socialiste à gauche de la social-démocratie surtout présents en Europe constituent les représentants les plus manifestes de la gauche radicale. Ceux-ci se caractérisent tout d'abord par un combat anticapitaliste, le néolibéralisme et le laissez-faire étatique étant jugés comme la source des inégalités sociales et économiques entre les individus (Parenteau et Parenteau 2017, 98). Suivant une tendance rousseauiste, la propriété et les lois encadrant le patrimoine sont, pour ces partis, considérés comme étant des obstacles à l'atteinte d'une égalité réelle et appliquée. Le caractère extrémiste des partis de l'extrême gauche repose donc dans le rejet de la structure socio-économique fondamentale des États occidentaux et dans l'apologie de structures alternatives (March 2011, 8). L'altermondialisme marqué de plusieurs mouvements de la gauche radicale se traduit souvent en une forte dynamique participative contre les ultra-riches et les ultra-privilegiés, solution ultime face à « l'épuisement de la démocratie représentative sous sa forme contemporaine » (Delwit 2016, 609). De nos jours, la gauche de la gauche est par exemple représentée par le mouvement *Podemos* en Espagne, par le parti politique *Syriza* en Grèce ou, dans une moindre mesure, par les partis socialistes néerlandais et français.

### **...et la droite**

En ce qui concerne la droite, cette grande famille idéologique a quant à elle pour valeur commune le respect absolu des droits individuels et de la liberté. Pour la droite, l'individu doit avoir la possibilité d'exercer ses talents dans le cadre économique le plus libre possible afin de garantir une croissance économique et un progrès social qui finiront par profiter à tous (Noël et Thérien 2010, 41). Dans cette perspective, le rôle principal de l'État est de garantir le droit des individus et de leur capital tout en limitant le plus possible son implication dans l'économie nationale. Ainsi, si pour la gauche les inégalités sont contre nature et socialement produites, la droite les conçoit plutôt comme étant naturelles et durables (March 2011, 11). La droite est également marquée par un profond respect du « poids de la tradition », la transmission des coutumes et de l'héritage du passé étant perçue comme garante de la pérennité du monde face à une possible décadence. Ainsi, la place importante qu'occupe la religion et les valeurs familiales dans les idéologies de droite peut s'interpréter comme étant un barrage à un état de dépérissement généralisé qui menace les sociétés occidentales (Parenteau et Parenteau 2017, 36).

Contrairement à son équivalent à gauche, l'extrême droite se caractérise moins fortement par le soutien à des propositions économiques radicales. Évidemment, l'économie joue un rôle



important dans les croyances de cette famille idéologique, certains partis étant par exemple portés à défendre des idéaux libertariens, d'autres luttant activement à favoriser l'économie nationale face à une compétition internationale en constante croissance. Le concept de l'« identité » reste toutefois la pierre angulaire de l'extrême droite contemporaine et s'articule le plus souvent autour d'une logique populiste du *us vs them*. Le politologue Gilles Ivaldi (2019) explique en effet que les droites radicales populistes mettent l'accent « sur les enjeux culturels liés, notamment, aux questions d'immigration ou de sécurité » tout en accordant une faible attention aux enjeux socio-économiques plus traditionnels (p.93). La xénophobie, le nativisme, le chauvinisme ou encore le masculinisme sont quelques-uns des mouvements sur lesquels bon nombre de partis d'extrême droite basent leur identité. L'échafaudage d'un « imaginaire où les blancs font figure d'agressés et les membres des minorités d'agresseurs » permet à ces partis de faire émerger et d'enraciner un sentiment de *white backlash* dans « un territoire qu'on croit envahi, agressé [et] colonisé » (Esteves 2016, 159-160). Ainsi, malgré une hétérogénéité importante mélangeant à la fois des formations néonazies et des partis prônant un nationalisme exacerbé, l'extrême droite contemporaine partage une croyance fondamentale en l'existence d'une hiérarchie sociale où les individus historiquement originaires de la « nation » doivent être priorités, ceux-ci ayant davantage de droits que les *outsiders* (Parenteau et Parenteau 2017, 147). Différents partis politiques exemplifient aujourd'hui la vigueur et la banalisation des discours d'extrême droite en occident, comme le parti populiste *Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne, le *Fidesz* en Hongrie, Le *Partij voor de Vrijheid* (PVV) aux Pays-Bas, le *Rassemblement national* (RN) en France ou encore, dans une certaine mesure, le parti républicain américain.

Les divergences idéologiques entre les partis politiques reposent donc inmanquablement sur une division entre la gauche et la droite, entre l'égalité et la liberté et entre le progressisme et le traditionalisme. La « visée essentielle de toute idéologie [...] se décline suivant deux axes opposés : il s'agit ou bien à gauche de *changer l'ordre établi*, ou bien à droite de *préserver l'ordre du monde* » (*ibid*, 147). La montée de l'extrémisme va toutefois aujourd'hui souvent au-delà de la simple division naturelle et démocratiquement saine entre la gauche et la droite. L'augmentation de plus en plus marquée des divisions idéologiques et affectives qui caractérisent les sociétés démocratiques avancées semble plutôt traduire l'apparition d'une polarisation idéologique généralisée.

## La polarisation idéologique

Prenons maintenant le temps de nous pencher sur le concept de la « polarisation ». En science politique, ce terme fait d'abord et avant tout référence à un support accru aux opinions politiques plus extrémistes par rapport aux opinions centristes ou modérés (Siebrits 2022). Ce concept repose par ailleurs sur une conception à la fois temporelle et spatiale du comportement politique des individus et des institutions des États. Effectivement, la polarisation sous-tend d'abord et avant tout une évolution et une transformation temporelle de la sphère politique d'une société. La polarisation fait donc référence à un processus dynamique qui se déroule sur une période donnée et où certaines idéologies extrémistes sont favorisées au gré des chocs internes et externes qui impactent les sociétés. La polarisation peut aussi être qualifiée de « spatiale », car l'entièreté de sa signification repose sur l'axe idéologique gauche-droite décrit plus haut, et donc, sur le positionnement spatial des idéologies le long de cet axe.

Le terme plus spécifique de « polarisation idéologique » fait référence à la divergence d'opinions politiques, de croyances, d'attitudes et de positions entre adversaires politiques (Dalton 1987). Cette définition peut s'appliquer aux relations de diverses entités politiques et sociales incluant, entre autres, les élites, les dirigeants politiques, les syndicats, etc. Toutefois, dans le cadre de ce mémoire, la locution « polarisation idéologique » ne sera utilisée que pour caractériser les relations idéologiques entre les partis politiques au sein d'un pays donné.

Ainsi, à la lumière de cette remarque terminologique, la polarisation idéologique peut se définir comme étant *la divergence des opinions politiques et des positions idéologiques qui caractérise l'arrangement des partis politiques sur l'axe gauche-droite au sein d'un pays*. Cette définition implique donc qu'une augmentation de la polarisation idéologique se caractérise par une plus grande divergence du positionnement idéologique des partis politiques sur l'axe gauche-droite. La polarisation idéologique sous-tend alors une fracture du centre idéologique pour faire place à un nationalisme autoritaire à droite et à une nouvelle gauche socialiste orientée vers les conflits de classes à gauche.

Une remarque importante doit toutefois être faite : la polarisation idéologique ne fait pas nécessairement référence à un éloignement équivalent des partis politiques d'un pays vers les pôles idéologiques de l'axe gauche-droite. Il suffit, pour qu'une situation politique soit qualifiée comme étant idéologiquement polarisée, que certains partis politiques présentent une tendance évolutive vers un des deux pôles idéologiques de cet axe. Par exemple, si les partis politiques de droite au sein d'un pays donné s'éloignent graduellement du centre idéologique sans que les partis politiques de gauche ne reproduisent également cette évolution, il reste approprié de qualifier cette situation

comme étant un exemple de polarisation idéologique. La singularité de la polarisation idéologique réside donc dans l'augmentation de la distance des partis politiques par rapport au centre de l'axe gauche-droite, et non dans une supposée radicalisation symétrique de ceux-ci.

Jonas Pontusson et David Rueda (2008) développèrent par ailleurs cette caractéristique fondamentale de la polarisation idéologique en offrant une typologie en trois scénarios des mouvements spatiaux pouvant être qualifiés de « polarisation idéologique ». D'abord, une *polarisation symétrique* signifie qu'un déplacement idéologique des partis de droite vers la droite est accompagné par un déplacement équivalent des partis de gauche vers la gauche, et vice versa. À l'inverse, la polarisation idéologique peut présenter une *asymétrie de gauche* lorsque les partis de gauche se « gauchisent » tandis que les partis de droite conservent leur position idéologique ou se déplacent vers la gauche à un degré moindre que ne le font les partis de gauche. De plus, une situation politique peut être qualifiée d'asymétrique si un parti de gauche se déplace plus fortement vers le pôle idéologique de gauche qu'un parti de droite ne se déplace vers la droite. La logique associée à une asymétrie de gauche peut évidemment également être appliquée à la droite idéologique, dans quel cas il sera alors question d'une *asymétrie de droite*.

Pour résumer, la polarisation idéologique peut être le produit d'une « droitisation », d'une « gauchisation » ou d'une répulsion symétrique des partis politiques sur l'axe idéologique gauche-droite. À titre d'exemple, plusieurs études démontrent que les États-Unis présentent les caractéristiques d'une polarisation idéologique asymétrique de droite depuis maintenant plusieurs décennies. Ceci signifie que le parti républicain a idéologiquement dérivé à un degré plus élevé vers la droite que le parti démocrate ne s'est déplacé vers la gauche (McCarty, Poole et Rosenthal 2016, 28-29).

### **La polarisation affective**

Si la polarisation idéologique se base explicitement sur l'évolution des positions des partis politiques, il est important de mentionner que la polarisation, en tant que terme englobant, peut également s'appliquer aux individus et aux collectivités. En effet, la locution « polarisation affective » est utilisée pour désigner les divisions émotives et affectives qui marquent une société donnée. En fait, la polarisation affective est définie comme étant le développement d'attitudes et de comportements négatifs de certains individus envers les membres de partis politiques opposés (Stewart, Plotkin et McCarty 2021). La polarisation affective dépend de surcroît de la construction d'un sentiment d'attachement positif entre les individus et groupes sociaux partageant des opinions politiques similaires (Iyengar, Sood et Lelkes 2012). Les articles scientifiques portant sur cette

dichotomie affective utilisent par ailleurs bien souvent les locutions *out-group* et *in-group* pour faire référence aux sentiments négatifs et positifs qui caractérisent l'affect des masses par rapport à leurs adversaires politiques. Une forte polarisation affective repose donc sur une identité de groupe prononcée et est marquée par un conflit émotif envers un *out-group* et un haut niveau de coopération entre les individus du *in-group* (Stewart, McCarty et Bryson 2020).

Comme mentionné un peu plus haut, ce mémoire se concentrera presque entièrement sur la polarisation idéologique des partis politiques au sein de divers pays démocratiques avancés. Le concept de la polarisation affective sera toutefois utilisé à l'occasion au cours de ce travail, d'où l'utilité d'en définir les contours terminologiques dès maintenant.

### **Les inégalités économiques**

Maintenant que nous avons analysé en profondeur la première grande variable de ce travail, il est nécessaire de rapidement cerner ce qu'on entend par le terme « inégalités économiques ». Bien des définitions ont été présentées au fil des années par de multiples économistes et politologues influents pour tenter de cerner et de délimiter ce concept *a priori* très large. Les inégalités font d'abord et avant tout référence à l'existence d'une différence mathématique entre deux objets, l'un étant supérieur à l'autre (Bihl et Pfefferkorn 2008). Or, cette définition large peut aussi bien s'appliquer à des ressources matérielles - revenu, patrimoine, richesse, etc. - qu'à des ressources immatérielles ou sociales - scolarité, pouvoir politique, capital social, etc. Dans le cadre de ce mémoire, le terme « inégalités économiques » fera uniquement référence aux disparités de ressources matérielles entre des individus ou des groupes sociaux.

Par ailleurs, les inégalités économiques sont intrinsèquement fluides puisqu'elles évoluent dans le temps. L'amplification des inégalités économiques signifie, comme l'économiste Joseph Stiglitz l'explique, que « les riches s'enrichissent, les plus riches des riches s'enrichissent encore plus, les pauvres deviennent plus pauvres et plus nombreux, et la classe moyenne se vide [alors qu'] elle voit ses revenus stagner ou diminuer, la distance entre elle et les vrais riches grandissant » (Stiglitz 2012, 42). Les inégalités économiques incluent donc également les notions d'enrichissement et d'appauvrissement en leur sein.

Mentionnons enfin que les inégalités de revenus peuvent aussi bien affecter la richesse privée que le revenu. La richesse privée peut être définie comme étant l'ensemble des actifs financiers - dépôts bancaires, actions, obligations, etc. - et des actifs non financiers - terres, logements, équipements, etc. - ayant une valeur monétaire assignée au nom d'un individu (Chancel 2022). Le revenu, quant à lui, fait référence au revenu annualisé disponible pour un individu. Le

revenu disponible est la somme d'argent nette annuelle qu'un individu encaisse grâce à son travail tout en tenant compte des transferts publics et privés et des impôts directs auxquelles il est assujéti (Atkinson 2016, 60). Par extension, les inégalités de revenus des ménages font référence aux disparités économiques qui existent entre différents ménages au sein d'une société donnée et se caractérisent par une disparité dans la répartition des ressources financières. La notion de l'inégalité de revenus des ménages sera par ailleurs centrale à l'analyse statistique qui sera présentée plus loin dans ce travail. Bref, pour simplifier le cadre d'analyse du travail, le terme « inégalités économiques » fait uniquement référence aux inégalités de richesse privée et de revenu qui caractérisent la situation d'un pays donnée durant une année donnée.

## **État des lieux**

Comme mentionné en introduction, l'interdépendance apparente de la croissance des inégalités économiques et de la polarisation idéologique requiert une attention sérieuse. Comprendre les liens entre ces deux phénomènes complexes revêt une importance cruciale pour mieux appréhender les défis auxquels nous sommes confrontés et envisager des solutions appropriées. Ce mémoire se propose d'explorer diverses théories explicatives grâce à une analyse statistique empirique afin d'identifier les racines de ces tendances et de tester différentes hypothèses. Or, pour ce faire, il est tout d'abord impératif de clairement comprendre l'évolution de nos deux grandes variables d'intérêt. La présente section vise donc à rapidement dresser un bilan sur la progression des disparités économiques et de la polarisation idéologique au cours des dernières décennies en mettant l'accent sur le portrait actuel des choses.

### **L'accentuation des inégalités économiques**

Les données sur la hausse des inégalités sont claires et sans équivoque : nous assistons depuis maintenant plusieurs décennies à une augmentation extrêmement rapide de la richesse capturée par les mieux nantis au détriment des plus pauvres et des classes moyennes au sein de la majorité des démocraties avancées. Un simple coup d'œil sur les données évaluant la distribution de la richesse privée permet de bien saisir l'ampleur de ces inégalités.

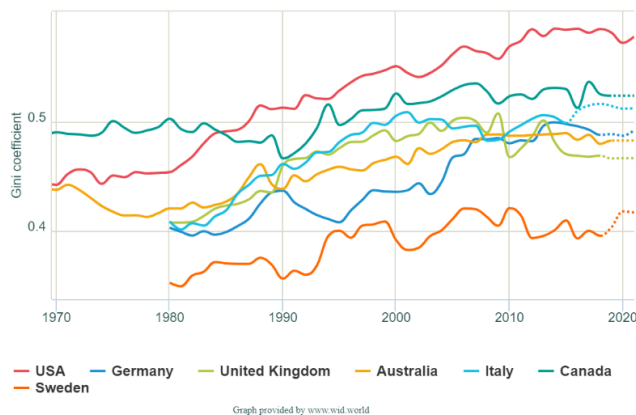
Aux États-Unis, le retour en force des élites économiques suivant les politiques néolibérales de l'ère Reagan s'est traduit par une hausse importante de la richesse détenue par le 1 % des mieux nantis. Les statistiques du *World Inequality Database* (WID) indiquent que ceux-ci détenaient en 2021 environ 35 % de la richesse nationale, alors que la moitié la plus pauvre des citoyens américains – représentant environ 166 millions d'individus – ne possédaient que 1,5 % de la richesse américaine (WID 2022). Ces chiffres contrastent fortement avec les données de la fin des

années 1970 à l’apogée des trente glorieuses, les 1 % les plus riches ne possédant alors que 21,6 % de la richesse nationale (*ibid*). Pour l’Union européenne, la situation semble un peu moins extrême, alors que le 1 % supérieur accaparait en 2021 plus ou moins 25 % de la richesse, contre 3,5 % pour la moitié des Européens les moins lotis (*ibid*).

Une caractéristique importante du capitalisme méritocratique libéral et des inégalités au XXI<sup>e</sup> siècle réside par ailleurs dans la distribution de plus en plus inégale des revenus. La confluence d’une augmentation de la richesse et des revenus est à la source d’une nouvelle classe d’élite que Branko Milanovic nomme l’« homoploutia ». L’économiste, dans son livre *Le capitalisme sans rival* (2020), explique en effet que l’apparition de cette nouvelle classe d’individus extrêmement nantis « est la conséquence de hauts salaires qui viennent s’ajouter - dans les mains des mêmes personnes - à une propriété de capital déjà extrêmement concentrée » (p.57). Les statistiques sur les disparités de revenus au sein des pays semblent effectivement suivre la même tendance que celles sur la richesse évoquée plus haut.

La **figure 1.1** présente des données relatives à l’augmentation des inégalités pour quelques démocraties avancées en utilisant l’indice de Gini relatif aux inégalités de revenus<sup>1</sup>.

**Figure 1.1** – Accentuation de l’indice de Gini de certaines démocraties avancées



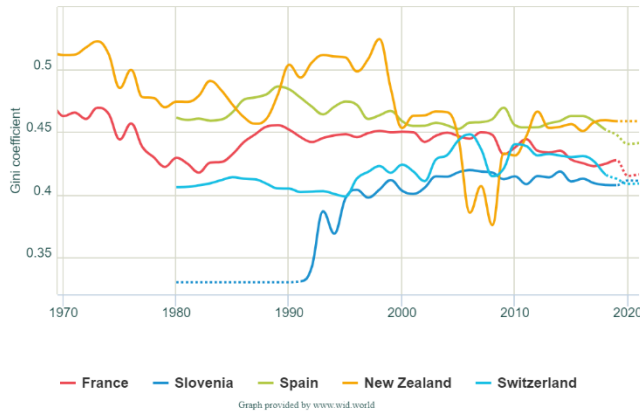
Source: *World Inequality Database*.

Aux États-Unis, les différences de revenus entre les plus riches et les plus pauvres sont parmi les plus élevées en occident, alors que les 1 % les mieux nantis gagnaient en 2021 19 % du revenu national, pour un revenu moyen de 1 426 180 \$US par individu (WID 2022). À titre de comparaison, les 50 % des Américains les moins fortunés ne gagnent que 13,3 % du revenu national, avec un revenu annuel moyen de 20 300 \$US (*ibid*). Encore une fois, les disparités économiques en Union européenne sont moins fortes qu’aux États-Unis, mais restent tout de même importantes. Ainsi, alors que le 1 % des citoyens européens les plus

<sup>1</sup> L’indice de Gini est une mesure statistique utilisée pour évaluer le degré d’inégalité dans la répartition des revenus au sein d’une population. Cet indice varie de 0 à 1, où 0 représente une parfaite égalité (tout le monde a la même part) et 1 représente une inégalité totale (une seule personne possède toute la part, tandis que les autres n’ont rien).

riches accaparaient en 2021 environ 12 % du revenu annuel de l'UE, la moitié la plus pauvre de la population gagnait 19,1 % des parts de revenus (*World Inequality Database 2022*).

**Figure 1.2** – Stagnation de l'indice de Gini de certaines démocraties avancées



Source: *World Inequality Database*.

celle-ci. La **figure 1.2** présente l'évolution graphique de l'indice de Gini pour certains de ces pays. Ainsi, si l'Espagne et la Suisse ont par exemple réussi à éviter un dérèglement de la répartition des revenus au cours des dernières décennies, d'autres pays, comme la Nouvelle-Zélande, sont quant à eux parvenus à diminuer durablement leur indice de Gini. Il reste tout de même que la majorité des pays démocratiques avancés suivent une tendance générale vers l'augmentation des fortunes des plus nantis, tant en termes de richesse que de revenu. Les États-Unis restent également la nation la plus inégalitaire parmi les États démocratiques néolibéraux, et ce, peu importe l'indicateur économique utilisé.

L'augmentation des inégalités économiques depuis le début des années 1990 est une tendance qui s'inscrit par ailleurs dans un tout politico-économique bien plus complexe. L'ordre néolibéral méritocratique et le régime inégalitaire basé sur la théorie de la productivité marginale qui s'y rattache sont aujourd'hui de plus en plus contestés par la classe moyenne et les plus pauvres, notamment depuis la crise économique de 2008. Le sentiment d'abandon des populations face à la prospérité promise par la mondialisation est à la source d'une grogne populaire de plus en plus palpable. Le politologue italien Vittorio Emanuele Parsi affirme par ailleurs qu'à la place de la prospérité générale promise, « what actually happened was a transition from market freedom to market dictatorship, one in which fair competition is replaced by birth and wealth privileges » (Parsi 2021). La stagnation des salaires, la diminution du pouvoir d'achat, l'offshoring de la production, la dérégulation financière et la chute du syndicalisme sont aujourd'hui des caractéristiques que partagent à un certain degré tous les pays occidentaux provoquant inévitablement une

Il serait toutefois erroné de penser que l'ensemble des pays démocratiques occidentaux connaissent une croissance identique de leur niveau d'inégalité économique interne. Au contraire, certains États connaissent à l'heure actuelle une relative stabilité dans la répartition des revenus, voire une diminution plus égalitariste de

« détérioration des conditions de vie d'un grand nombre et un horizon social et politique bouché » (Boismenu 2022, 13).

### **L'intensification de la polarisation idéologique**

Outre l'augmentation des inégalités depuis la fin des années 1970, l'arène politique des dernières années se caractérise par une polarisation idéologique de plus en plus marquée par la montée en importance de l'extrême droite populiste et de l'apparition de partis politiques anticapitalistes d'inspiration. Les événements récents pouvant exemplifier ce processus sont multiples et souvent bien connus. L'élection de Donald Trump aux États-Unis en 2016 vient automatiquement en tête pour illustrer cette tendance, l'ancien président symbolisant presque à lui seul la montée du populisme de droite à l'échelle mondiale. Malgré sa défaite en 2020, le fossé idéologique qui divise toujours les démocrates et les républicains ne cesse de se creuser, celui-ci atteignant des niveaux jamais observés depuis la fin de la guerre civile américaine (McCarty, Poole et Rosenthal 2016, 24). En Allemagne, l'AfD s'est accompagnée par un nombre record d'actes violents imputables à l'extrême droite visant particulièrement les minorités ethniques et les activistes de gauche dans le pays (Fielitz et Köhler 2021, 207). En contrepartie, l'entrée en scène du parti populiste de gauche *Die Linke* durant la dernière décennie est venue renforcer la dynamique particulièrement polarisée du pays dans l'ère post-Merkel. Bien d'autres exemples peuvent encore illustrer la montée de la polarisation politique des pays démocratiques, du *Brexit* britannique au gouvernement de plus en plus antidémocratique de Viktor Orbán en Hongrie en passant par la montée en influence du parti populiste de gauche *Podemos* en Espagne.

Afin de saisir pleinement l'ampleur de ce phénomène, il est essentiel de se référer aux données statistiques portant sur le sujet. La littérature foisonnante sur la polarisation idéologique permet en effet de démontrer que nous assistons effectivement à une augmentation de la polarisation politique depuis maintenant quelques décennies dans la plupart des démocraties avancées (Siebrits 2022; Gu et Wang 2022; Dalton 2021). Cette tendance est tout d'abord visible dans l'augmentation du soutien électoral dont jouissent les partis plus extrémistes en occident (Roberts 2022). La **figure 1.3** illustre cette tendance en rapportant graphiquement l'évolution du pourcentage de vote recueilli par des partis politiques anti-establishment de droite comme de gauche depuis les années 1970.



**Figure 1.3 – Évolution de la proportion du vote-antiestablishment dans certaines démocraties avancées**



Source: Casal Bértoa, F. 2023. *WHO GOVERNS in Europe and beyond*. Party Systems and Governments Observatory (PSGo)

Si on considère ces tendances électorales comme étant indicatives du niveau de polarisation idéologique des États, il est possible de conclure que presque tous les pays d'Europe de l'Ouest font face à un creusement du clivage idéologique de leur système politique (Casal Bértoa et Rama 2021). Cette tendance remarquable s'expliquerait, selon certains auteurs, par l'apparition presque simultanée de nouveaux partis écologistes ou socialistes à gauche et par la montée en influence de l'extrême droite populiste dans plusieurs pays démocratiques (Dalton 2021).

En parallèle au déploiement d'une polarisation idéologique généralisable à la quasi-totalité des démocraties avancées, la polarisation affective semble également s'ancrer de plus en plus fortement dans un grand nombre de ces États. Un récent article de Garzia, Ferreira da Silva et Maye (2023) conclut en effet que les électeurs de plusieurs nations démocratiques tendent à être plus hostiles envers les candidats des partis politiques adverses, mais également envers les partisans de ceux-ci.

Malgré quelques divergences, il semblerait donc que les inégalités économiques et la polarisation politique présentent une évolution extrêmement similaire au sein des démocraties avancées. Qui plus est, la progression presque parallèle de ces deux phénomènes s'étend sur plusieurs décennies et affecte un grand nombre d'États différents. Reste maintenant à exposer les principales conséquences sociétales qui découlent de cette dynamique pour réellement avoir une vue d'ensemble sur le sujet d'étude de ce mémoire.

## **Pertinence du sujet**

Les inégalités économiques et la polarisation idéologique sont deux forces redoutables et potentiellement déstabilisatrices pour les démocraties libérales. Cette section se propose d'explorer les ramifications politiques et sociales de ces deux variables afin de saisir leur impact profond sur les dynamiques socioéconomiques et politiques qui animent notre époque. Les quelques pages qui suivent visent à présenter la pertinence des questionnements centraux à ce travail en plus d'introduire quelques concepts clés qui seront réutilisés tout au long du mémoire.

### **Pourquoi se soucier des inégalités économiques ?**

Les États néolibéraux contemporains sont de plus en plus associés à un désengagement social prononcé qui rompt avec l'objectif traditionnel des gouvernements démocratiques qui consiste à promouvoir un système économique durable et bénéficiant au plus grand nombre d'individus. En fait, l'égalitarisme est de plus en plus considéré comme étant un idéal philosophique plutôt qu'un réel objectif sociétal à atteindre, notamment parce que les coûts et la complexité de l'application de cette perspective sont souvent considérés comme étant beaucoup trop élevés (Cairney et al. 2022, 6-7). Or, cette diminution de l'investissement social semble avoir laissé la voie libre à l'enracinement de plusieurs conséquences particulièrement néfastes découlant directement du déploiement incontrôlé des inégalités économiques. En s'inspirant des arguments présentés dans le livre *Why does Inequality Matter ?* (2018) du philosophe américain Thomas Scanlon, la section qui suit vise à présenter quelques conséquences sociétales résultant de l'augmentation des inégalités économiques en occident.

Commençons tout d'abord par aborder les conséquences des inégalités économiques sur la perception qu'ont les citoyens de leur propre statut social. La pauvreté étant particulièrement dégradante dans le système méritocratique moderne, la croissance des inégalités économiques signifie que de plus en plus de personnes seront perçues ou se percevront comme étant inférieures aux autres. La mouvance vers le haut de la perception des standards économiques découlant de la croissance des inégalités économiques s'ancre dans une tendance réelle vers l'appauvrissement des

travailleurs en occident. Ceci signifie que de plus en plus de personnes « découvrent soudain, non sans honte, qu'elles sont exposées au risque d'appauvrissement alors qu'elles conduisaient une vie "normal" jusqu'alors » (Bergamaschi 2017). Souvent, la chute du statut social provoque une perception d'infériorité qui peut ultimement conduire à l'exclusion de certains rôles sociaux ou professionnels, renforçant ainsi le sentiment d'humiliation liée à la pauvreté.

Du reste, de fortes inégalités économiques peuvent très fortement restreindre la mobilité sociale en engendrant un cercle vicieux qui entrave les possibilités d'ascension sociale des ménages à faibles revenus (Major et Machin 2018, 17). De fortes inégalités économiques qui ne sont pas corrigées par l'intervention étatique et l'investissement public peuvent en effet amplifier les différences entre les plus riches et les moins nantis et enchaîner ces derniers à leur condition sociale et économique. Ainsi, l'engrenage de cette dynamique provoque une perpétuation systématique de la honte et de l'isolation sociale découlant de l'appauvrissement entre les générations (Bergamaschi 2017; Fadda 2016).

Mentionnons ensuite que les disparités économiques ont une influence significative sur l'égalité des chances en matière d'éducation. Des études ont en effet démontré que des disparités importantes de revenus ou de richesse au sein d'une société peuvent avoir des conséquences considérables sur la compétitivité des jeunes élèves. En prenant le cas étasunien en exemple, les données disponibles démontrent une tendance claire au renforcement des inégalités d'accès à l'éducation découlant directement du statut économique des familles. Les statistiques sur l'injustice éducative démontrent très bien cette réalité alors qu'« en 2014, le taux d'accès à l'enseignement supérieur était d'à peine 30 % pour les enfants des 10% les plus pauvres aux États-Unis, et de plus de 90 % pour les enfants des 10 % les plus riches » (Piketty 2019, 52).

Par extension, les inégalités d'opportunités en éducation sont partiellement responsables de la création d'une fracture sociale de plus en plus marquée sur le marché de l'emploi. Ceci s'expliquerait par le fait que les élites économiques tendent à s'accaparer les diplômes les plus prestigieux, ce qui leur permet de dominer les professions les mieux rémunérées et les mieux intégrées à l'économie mondialisée (Banerjee et Duflo 2019, 43; Beblavý et Veselková 2014). Les inégalités économiques limitant de plus en plus l'accès à l'éducation supérieure aux moins nantis, ceux-ci ne parviendraient alors pas à reconvertir leurs compétences pour mieux répondre aux besoins de main-d'œuvre de l'économie mondialisée.

Enfin, les inégalités économiques renforcent la concentration du pouvoir détenu par une poignée d'individus sur l'ensemble de la société puisque l'enrichissement démesuré de certaines

élites se traduit bien souvent par l'augmentation de leur pouvoir politique. Dans un retentissant article publié en 2014, les politologues américains Martin Gilens et Benjamin Page ont par exemple démontré que l'influence de la richesse sur les décisions politiques du Congrès américain était extrêmement importante. Les résultats de leur étude indiquent en effet que les élites économiques et les groupes organisés représentant les intérêts des grandes entreprises auraient une incidence substantielle sur les politiques du gouvernement américain, alors que le citoyen moyen et les syndicats n'auraient quant à eux que peu ou pas d'influence (Gilens et Page 2014). Cette tendance, surtout visible aux États-Unis, a d'importants effets sur la croissance des monopoles de marché et sur l'accroissement de la richesse des élites, un phénomène aujourd'hui ironiquement qualifié de « redistribution vers le haut » (Lindsey et Teles 2017, 29). La diminution de l'influence politique des élites est donc conditionnelle à la réduction des inégalités économiques puisque l'égalitarisme économique incite les autorités à porter une plus grande attention aux intérêts des plus pauvres (Mathisen 2023).

### **La polarisation et ses conséquences**

Tout comme les inégalités économiques, la polarisation idéologique est un phénomène globalement néfaste qui affecte durablement la cohésion sociale et l'intégrité des institutions démocratiques des États. En tant que seconde grande variable structurante de ce mémoire, il est donc primordial de brièvement aborder les conséquences politiques et économiques qui découlent de son intensification.

Premièrement, la polarisation politique et affective peut provoquer l'émergence d'une importante hargne sociale puisant ses sources de l'effritement du dialogue entre les citoyens. En freinant la circulation des idées et en portant atteinte au processus délibératif démocratique, une forte polarisation politique peut directement mener à l'émergence de violence politique entre les individus de groupes idéologiques différents (Lasch 1994, 89).

Cette dynamique antagoniste peut en outre être exacerbée par le manque de retenue dont font preuve les citoyens affectivement polarisés lorsqu'ils critiquent leurs adversaires politiques. En effet, la discrimination envers les membres d'un groupe idéologique adverse n'est pas contenue par des normes sociales qui restreignent l'exposition publique des opinions violentes. Ainsi, contrairement aux jugements négatifs basés par exemple sur l'ethnicité ou la religion, aucune norme comportementale ou morale ne semble limiter l'expression de ces opinions, ce qui ne fait qu'enflammer encore davantage l'animosité entre des groupes idéologiquement opposés (Iyengar et Westwood 2015). Pire encore, les médias enveniment souvent les débats politiques en usant

d'une rhétorique fouguese, voire violente, et offrent un cadre légitime aux idées extrémistes qui semblent alors être justifiées par l'urgence de la situation (Langlois 2021, 292).

Dans ces circonstances, seule une mince frontière sépare la parole du geste. Un sondage réalisé aux États-Unis en 2022 démontre par exemple que la moitié des Américains s'attendent à ce qu'une guerre civile éclate au cours des prochaines années, alors que 12,2 % des répondants se disaient prêts à intimider et à menacer une personne pour des raisons politiques. Pire encore, 7,1 % d'entre eux affirmaient être prêts à tuer pour des motifs politiques (Wintemute et al. 2022). Similairement, Nathan Kalmoe et Lilliana Mason (2019) expliquent que le retranchement des électeurs américains vers des positions politiques de plus en plus antagonistes est directement corrélé à l'augmentation de ce qu'ils appellent la « partisanerie létale ».

Deuxièmement, l'accroissement de la polarisation idéologique semble alimenter le cynisme politique des électeurs en plus d'éroder la légitimité des institutions démocratiques (van Hiel et al. 2022; Hetherington et Rudolph 2017). Le comportement souvent peu reluisant dont font preuve les partis politiques au sein des assemblées législatives polarisées pourrait en effet avoir d'importants impacts sur la confiance des citoyens envers les politiciens et le système démocratique dans son ensemble (Citrin et Stoker 2018, 59). La généralisation du cynisme politique provoquerait au final une hausse significative du vote protestataire extrémiste puisque les partis anti-establishment sont souvent perçus par les électeurs comme étant la seule option viable pour traduire en actions leur méfiance grandissant face aux élites dirigeantes (Borbáth, Hutter et Leininger 2023). L'enracinement du cynisme des électeurs en réponse à la croissance de la polarisation ferait donc de l'extrémisme idéologique une stratégie électorale payante au sein des pays polarisés (Jones, Sirianni et Fu 2022).

La confluence du cynisme politique et du comportement opportuniste des partis politiques pourrait également conduire à la radicalisation de certains électeurs, affectant particulièrement les individus présentant des tendances émotionnelles prononcées de colère et d'espoir (Bettarelli, Close et Haute, 2022). En effet, la perception d'incompétence et la méfiance qui caractérise souvent l'opinion des électeurs plus radicaux face à leurs adversaires idéologiques pourraient entraîner des conséquences particulièrement dangereuses, comme l'explique le psychologue Alain van Hiel:

Adherents of radical ideas are not so much “left” or “right” in terms of their ideologically attitudes [...]. Rather they are politically cynical [...]. They are distrustful and driven by anger [...]. They distance themselves from traditional politics, and if the opportunity arises to reverse the establishment, they become politically effective. (van Hiel et al. 2022, 23)

En d'autres mots, la hausse du cynisme politique des électeurs plus extrémistes due à la polarisation idéologique encouragerait leur radicalisation. La violence deviendrait alors le seul recours efficace pour défendre leurs idéaux (Kydd 2021). Une perte de confiance envers leurs institutions démocratiques les motiverait à soutenir activement la mise en place de politiques beaucoup plus radicales. L'assaut du Capitole américain le 6 janvier 2021 est sans aucun doute l'exemple par excellence qui démontre à quel point la radicalisation d'une part plus extrémiste de l'électorat combiné à une perte de confiance envers l'impartialité des institutions démocratiques peut pousser une masse importante d'individus à s'en prendre directement à ces mêmes institutions. Il est à noter que la tendance électorale en faveur du radicalisme ne se limite absolument pas aux États-Unis, alors qu'en Europe de l'Ouest les partis radicaux de gauche ou d'extrême droite obtenaient en 2016 entre 15 % et 30 % du soutien électoral (Boismenu 2022,182).

Terminons cette section en portant notre attention sur les conséquences institutionnelles de la polarisation idéologique. D'abord, une forte division idéologique entre les partis politiques d'un pays peut poser un obstacle important à l'atteinte de compromis politiques et ainsi engendrer d'importantes impasses législatives qui affectent négativement la stabilité des institutions gouvernementales (Casal Bértoa et Rama 2021). Un gel législatif important peut en effet directement découler de la polarisation puisque l'augmentation du fossé idéologique séparant les partis politiques réduit les possibilités d'entente et de compromis entre ces derniers (Barber et McCarty 2015, 66). La multiplication du nombre de partis extrémistes faisant leur entrée au sein des instances législatives des États amplifierait également les problèmes consensuels des démocraties occidentales, et ce, peu importe leur type de régime politique (Valentim et Dinas 2023; Bäck et Carroll 2018).

Le tribalisme qui caractérise bien souvent les relations entre des partis politiques fortement polarisés peut également mener à l'implantation d'une inaction politique généralisée. La logique derrière ce constat a notamment été présentée par Abhijit Banerjee et Esther Duflo dans leur livre *Good Economics for Hard Times* (2019). Les deux économistes affirment qu'une situation particulièrement polarisée encourage la loyauté des élus face à leurs partis plutôt que de favoriser une évaluation judicieuse et rationnelle des besoins politiques du pays. Les auteurs expliquent en effet que « the winner [of the election] does not need to deliver economic or social benefits even to his own supporters as long as they worry enough about the possibility of takeover by the other side; knowing that, he or she will do their best to stoke those fears » (p. 135). En somme, la polarisation idéologique et la partisanerie peuvent entraîner une inaction politique où la loyauté envers les partis l'emporte souvent sur les principes de la bonne gouvernance.

Concluons en soulignant que les conséquences des inégalités économiques et de la polarisation idéologique décrites ci-dessus touchent une multitude de nations, indépendamment de leurs particularités historiques, politiques ou sociales. L'étendue incroyable de ces deux tendances mérite une attention particulière afin d'identifier, si possible, les logiques et les mouvements de fond qui sont à l'origine de ces similarités déconcertantes. La pertinence de ce mémoire repose donc sur l'universalité du sujet étudié, mais également sur le désir d'apporter des réponses à des problématiques politiques et économiques d'actualité. La division économique et politique qui caractérise bien des sociétés occidentales aujourd'hui peut et doit être étudiée. Une analyse étendue des mécanismes se cachant derrière ces deux phénomènes ne peut qu'améliorer la manière dont nous en traiterons les conséquences. Après tout, il est capital de se rappeler que l'extrémisme politique « n'est pas une poussée de fièvre irrationnelle, mais l'expression politique d'un processus économique, social et culturel de fond » (Guilluy 2018, 176).

La prochaine section vise à initier la démarche analytique du travail en se penchant sur la littérature scientifique abordant les liens entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. Le tour d'horizon qui suit vise donc à identifier et à résumer rapidement les textes les plus marquants de la littérature portant sur ce sujet.

## **Chapitre 1 – Revue de la littérature**

Comme indiqué en introduction, les sources analysées dans le cadre de ce mémoire portent à la fois sur la polarisation des partis politiques et des électeurs. Bien que ce travail privilégie une approche théorique institutionnelle, il reste extrêmement pertinent d'également tenir compte de la littérature portant sur la polarisation des individus et des groupes sociaux. Sans cette dernière, un pan entier de la recherche sur les inégalités économiques et la polarisation idéologique serait ignoré, ce qui affaiblirait considérablement la cohérence du texte. Avec cette précision à l'esprit, débutons donc l'analyse de la littérature sur le sujet en présentant quelques textes influents portant spécifiquement sur le cas américain.

### **Les essentiels de la littérature américaine**

Depuis quelques décennies, l'intérêt grandissant pour l'étude des inégalités économiques a motivé un nombre croissant de spécialistes à travers le monde à analyser empiriquement la relation entre l'augmentation des inégalités économiques et l'émergence de la polarisation idéologique. L'étude en économie politique étant bien ancrée dans les pays anglo-saxons, la relation entre ces variables a tout d'abord attiré l'attention d'un nombre important de chercheurs aux États-Unis.

Un des premiers articles d'envergure portant sur la corrélation entre ces deux variables a été écrit par Nolan McCarthy, Keith T. Poole et Howard Rosenthal en 2003. Les auteurs y démontrent qu'il existerait une forte relation entre le revenu et l'identification partisane des citoyens, les Américains aux revenus les plus élevés favorisant le parti républicain et les moins nantis appuyant le parti démocrate. L'importance accrue du revenu des électeurs dans leurs décisions politiques signifie que l'augmentation des inégalités économiques des dernières années aurait solidifié l'identification partisane de ceux-ci, et donc la polarisation de la société américaine en deux camps antagonistes représentant de plus en plus les intérêts d'électeurs socialement homogènes.

Ces conclusions ont par ailleurs été confirmées plus récemment par Duca et Saving (2016) dans une analyse empirique visant à évaluer la relation entre la dégradation économique et la polarisation aux États-Unis entre 1913 et 2012. Cette impressionnante analyse temporelle démontre que les inégalités de revenus et la polarisation idéologique de la Chambre des représentants du Congrès américain semblent se renforcer mutuellement. Les auteurs expliquent notamment que les périodes économiquement plus inégales seraient marquées par un accroissement du lobbyisme, ce qui polariserait davantage la branche législative du gouvernement américain. Ces résultats



sembleraient aussi s'appliquer plus localement aux États-Unis alors que la proportion de sièges occupés par des élus républicains au sein des assemblées législatives des États est corrélée au niveau d'inégalité économique (Voorheis, McCarty et Shor 2015).

Cette relation a également été étudiée par Nathan J. Kelly dans son ouvrage intitulé *America's Inequality Trap* (2019). Kelly démontre en effet que la polarisation idéologique du Congrès américain a un impact causal significatif sur l'augmentation des inégalités de revenus (Kelly 2019, 136). À l'inverse, les freins législatifs découlant de l'augmentation de la polarisation politique et de l'inaction gouvernementale qui en découle ont, selon l'auteur, d'importantes conséquences sur la montée des inégalités économiques (*ibid*, 141).

Cela dit, certains spécialistes de la question offrent des explications alternatives pour élucider les raisons derrière l'accroissement de ces deux variables. Par exemple, dans son livre *The Great Alignment* (2018), Alan Abramowitz, argumente que l'augmentation de la polarisation idéologique découlerait directement de la hausse de la polarisation affective des électeurs et serait relativement indépendante des inégalités de revenus. Le réalignement idéologique observable aux États-Unis découlerait donc de la prépondérance d'autres enjeux sociaux et politiques n'ayant aucun rapport avec les considérations économiques des citoyens. Cet argument, également soutenu par Bryan Dettrey et James Campbell (2013), pourrait expliquer pourquoi certains électeurs se polarisent au détriment de leurs besoins économiques. Comme ces auteurs l'affirment, le cas américain reste toutefois particulièrement curieux, puisqu'un décalage entre la réalité économique des électeurs à faible revenu et l'appui électoral de ceux-ci en faveur du parti républicain semble être à la source de la polarisation particulièrement forte du pays. Comme l'atteste le journaliste Thomas Frank dans son livre *What's the Matter with Kansas?* (2004), les électeurs blancs et moins nantis des régions rurales du sud des États-Unis accordent davantage d'influence aux enjeux sociaux liés à la *culture war* qu'à leurs intérêts économiques. Ce phénomène, dit du *great backlash*, est défini par Frank comme étant :

A crusade in which one's material interests are suspended in favor of vague cultural grievances that are all important and yet incapable of ever being assuaged. [...] The backlash culture is based around the disrespect of values such as family values, obscenities, disrespect, religion, and community (Frank 2004, 121).

Les observations de Frank ont notamment été reprises plus récemment dans le livre à succès *Strangers in Their Own Lands* (2016) de la sociologue américaine Arlie Russell Hochschild, celle-ci documentant l'apathie politique des électeurs républicains de la Louisiane face à la destruction de l'environnement et de la biodiversité dans leur État. Bref, loin de nier le fait que les inégalités économiques et la polarisation politique sont en hausse depuis quelques décennies aux États-Unis,

les auteurs comme Frank (2004) et Hochschild (2016) affirment plutôt que des variables sociales et culturelles peuvent expliquer leur augmentation.

La littérature analysant l'existence d'un lien entre les inégalités et la polarisation idéologique dans le contexte américain ne s'est donc pas encore arrêtée sur un consensus clair. Quoi qu'il en soit, ce bilan ne limite pas le potentiel de recherche scientifique sur le sujet, bien au contraire. La conduite d'une nouvelle analyse empirique dans les pages qui suivent aura pour avantage de contribuer au débat académique sur la question. Afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble du sujet, il est pertinent de se distancier du cas américain et de présenter quelques travaux influents analysant la relation entre les inégalités et la polarisation et utilisant une démarche comparative internationale.

## **Inégalités et polarisation dans une perspective comparative**

En dehors du contexte étatsunien, l'étude de la relation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique a connu une importante croissance dans les dernières années. Même si les études de cas sur le sujet restent relativement courantes, ce domaine de recherche est devenu un terrain particulièrement fertile pour les travaux comparatistes. En effet, de nombreux chercheurs ont tenté, grâce à la comparaison de cas, d'élucider la mécanique se cachant derrière cette relation extrêmement complexe. La section qui suit vise à faire un retour sur ces efforts en exposant les résultats de recherche de quelques textes particulièrement importants.

Un premier article digne de mention et écrit en 2011 par Sacit Hadi Akdede présente des résultats concluants en faveur d'une relation significative entre les inégalités de revenus et l'augmentation de la polarisation idéologique au sein de 17 pays démocratiques entre les années 1990 et 2010. Selon Akdede, une augmentation des inégalités de revenus intensifierait la division idéologique entre les partis de droite et de gauche et diminuerait l'appui électoral pour les partis centristes. Des résultats très similaires ont d'ailleurs été obtenus dans l'étude de la polarisation des électeurs par Grechyna (2016). En analysant l'impact d'une dizaine d'indicateurs socio-économiques pouvant potentiellement influencer la polarisation des électeurs de 66 pays de 1990 à 2013, l'auteure conclut en effet que seules la confiance interpersonnelle et les inégalités de revenus ont un réel effet sur ce phénomène.

Un texte plus récent de Yanfeng Gu et Zhongyuan Wang (2022) vient également conforter ces résultats. En se penchant sur la polarisation des électeurs dans plus de 100 pays entre 1990 et 2020, les auteurs affirment que les pays plus inégalitaires tendent à être plus polarisés sur les enjeux idéologiques en lien avec l'économie, la démocratie et la société. Selon eux, l'écart grandissant

entre le revenu des plus riches et des plus pauvres serait directement lié à la dispersion des préférences politiques des électeurs et, par extension, à la polarisation de masse. Gu et Wang vont même jusqu'à affirmer qu'une augmentation du coefficient de Gini d'un pays de 0,1 point mènerait, selon leur modèle, à une augmentation de 4 à 8% de la polarisation des électeurs.

Cette statistique étonnante fait écho aux résultats obtenus dans un article d'Hernan Winkler (2019) paru quelques années plus tôt. Grâce à une analyse comparée couvrant l'ensemble des pays européens entre 2002 et 2014, Winkler révèle en effet qu'il existe une forte relation statistique entre ces deux variables. Rappelant les conclusions de Gu et Wang (2022), Winkler affirme également qu'une augmentation du coefficient de Gini de 0,05 point engendre un support électoral accru pour les partis des deux extrêmes idéologiques d'environ 2,6 %. Winkler approfondit aussi son analyse en y incluant plusieurs variables démographiques clés, ce qui lui permet de conclure que les préférences électorales des individus dépendent fortement de leur âge et de leur niveau de qualification professionnelle. Ainsi, si l'accroissement des disparités de revenus engendre en général une polarisation asymétrique de gauche à l'échelle nationale, Winkler explique que les électeurs âgés sont tout de même plus enclins à soutenir davantage les partis d'extrême droite.

Quelques rares analyses comparatives portant sur la polarisation des électeurs présentent toutefois des résultats contraires à ceux tout juste exposés, certains auteurs détectant des relations nulles ou même négatives entre ce phénomène et la hausse des inégalités économiques. Par exemple, en se basant sur une analyse comparative des préférences idéologiques des électeurs de 83 pays entre 1981 et 2008, Bosancianu (2017) affirme qu'il n'existe aucun lien significatif entre les inégalités de revenus et la polarisation. Similairement, Iversen et Soskice (2015) établissent que la polarisation des électeurs dépend exclusivement des connaissances et des intérêts des électeurs sur la politique. Les auteurs expliquent en effet que les citoyens moins informés se positionneraient au centre du spectre idéologique, alors que ceux ayant de bonnes connaissances politiques se déplaceraient automatiquement vers les extrêmes. Jacob R. Gunderson (2022) soutient quant à lui que la relation entre les inégalités de revenus et la polarisation idéologique des partis politiques dépend fortement des enjeux électoraux du moment et de l'homogénéité économique des bases électorales des partis.

Malgré ces quelques contradictions, les multiples études scientifiques présentées jusqu'à maintenant et analysant la relation statistique entre nos deux variables d'intérêt dans le contexte américain et international nous permettent de construire une première hypothèse qui peut être formulée ainsi :

**H1** : *Les inégalités économiques et la polarisation idéologique sont positivement corrélées au sein des États démocratiques avancés.*

Les textes exposés jusqu'à présent n'entrent cependant pas en détail dans la mécanique se cachant derrière une telle relation statistique. Or, l'intérêt scientifique d'une analyse sur ce sujet repose justement dans la recherche d'explications empiriques allant au-delà de la simple observation d'une corrélation entre les inégalités et la polarisation. Afin de peaufiner la revue de littérature sur le sujet, les sections qui suivent visent à analyser en détail quatre grandes théories explicatives qui exposent, chacune à leur manière, un processus politique ou institutionnel susceptible d'être à la base de ce phénomène complexe. Chacune de ces théories sera ensuite analysée empiriquement à l'aide d'un échantillon de 34 pays démocratiques afin d'en vérifier la validité.

## **Première théorie explicative: la théorie de l'indignation politique**

Les bouleversements sociaux provoqués par une hausse des inégalités sont en leurs essences même des phénomènes humains qui affectent d'abord et avant tout des individus. Pour reprendre les mots de Gérard Boismenu, le radicalisme n'est pas qu'une idéologie, mais aussi « l'expression d'une trame sociale qui se transforme, de conditions de vie changées, d'espérances déçues et de bouleversements d'un régime de croissance qui laissent en marge des populations qui se rebiffent » (Boismenu 2022, 171). Puisque les partis politiques planifient leurs actions pour plaire aux électeurs, la polarisation idéologique peut être appréhendée comme étant une réaction électoraliste logique de la droite qui vise, en se « droitisant » davantage, à offrir une réponse politique aux individus les plus affectés par les tumultes sociaux et culturels propres aux réalités économiques de notre époque.

Suivant ce raisonnement sociologique, la première théorie abordée dans ce travail postule que les transformations économiques découlant de l'hypercapitalisme moderne sont à la source d'un double phénomène de « droitisation » des partis politiques. Cette théorie, dite de *l'indignation politique*, postule en effet que la polarisation découlerait à la fois d'un glissement idéologique des partis de droite sur l'axe gauche-droite et de la montée en popularité des partis nationalistes et populistes de l'extrême droite. La théorie suggère que les partis de droite se polarisent davantage vers la droite lorsqu'un grand nombre d'électeurs se considèrent économiquement désavantagés par rapport à d'autres groupes sociaux et éprouvent de l'indignation face aux conséquences de la mondialisation (Walker et Pettigrew 1984).

La théorie de l'indignation politique repose donc sur l'apparition d'une révolte sociale collective. Comme l'explique la politologue Crystal Cordell (2017), l'indignation individuelle face à une situation économique perçue comme étant injuste ou illégitime peut facilement devenir un vecteur potentiel de politisation qui inciterait à la constitution d'une « communauté de souffrance ». Ainsi, une réaction émotive commune émanant d'une détérioration des conditions économiques peut servir à « mobiliser un *in-group*, à désigner un *out-group* et à renforcer la distinction entre les groupes » (*Idem*). La rhétorique des partis politiques de l'extrême droite populiste se rapproche évidemment fortement de la logique décrite par Cordell. En fait, selon plusieurs experts, ces organisations politiques mettraient consciemment l'accent sur des arguments politiques venant renforcer la réaction émotive des groupes sociaux souffrant le plus de l'augmentation des inégalités économiques et, plus largement, de la détérioration de leurs perspectives économiques.

Afin de faciliter la présentation des arguments et de mettre en évidence la mécanique idéologique sous-jacente à la théorie de l'indignation politique, il convient de présenter deux thèses centrales à celle-ci. Il sera d'abord question de la *thèse des privations relatives* qui postule qu'une plus grande inégalité dans la répartition des revenus et de la richesse nourrit la perception de l'injustice d'une frange importante de la population, menant à la radicalisation politique de celle-ci (Boismenu 2022, 174). Plus spécifiquement, certains électeurs seraient portés à favoriser des politiques anti-immigration lors de périodes économiquement plus difficiles pour tenter de réduire la compétition autour de ressources économiques perçues comme se raréfiant (Lind 2020, 26; Norris et Inglehart 2019, 188). Sera ensuite abordée la *thèse des « perdants » de la modernisation* qui, comme son nom l'indique, suppose que les disparités économiques découlant du processus de mondialisation des économies nationales alimentent le support électoral en faveur d'idées politiques en lien avec l'extrême droite populiste. Les partisans de cette thèse soutiennent que la montée de l'extrême droite peut être comprise comme un effort radical des « perdants » de la modernisation pour contester les changements socio-économiques associés à l'économie postindustrielle contemporaine (Rydgren 2007).

Dans ces deux thèses, les politiques antisystèmes associées à l'extrémisme de droite sont perçues comme étant les garants d'un retour à une situation économique et culturelle antérieure jugée comme étant meilleure et plus prospère. Cet engouement pour les politiques de l'extrême droite provoquerait au final un déplacement généralisé des partis politiques de droite vers la droite afin de capter un maximum de votes, provoquant par le fait même une polarisation idéologique asymétrique de droite. La section qui suit visera à analyser plus en profondeur ces deux thèses et à mettre l'accent sur la logique anti-immigration qui les relie.

## Les architectes théoriques : Runciman et Betz

Puisque la théorie de l'indignation politique se fonde sur deux thèses différentes, il est pertinent de débiter l'analyse des fondements théoriques de celle-ci en portant une attention particulière à cette source dualiste. Commençons premièrement par nous pencher sur la thèse des privations relatives. Celle-ci repose sur l'idée que les individus évaluent leur bien-être et leur satisfaction non seulement en fonction de leur niveau absolu de richesse ou de réussite, mais aussi par rapport à divers référents sociaux. La notion de privation relative repose donc sur l'évaluation subjective d'être personnellement ou collectivement désavantagé par rapport à une référence sociale pertinente, ce qui peut engendrer des réactions émotionnelles intenses telles que la colère ou le ressentiment (Smith et Pettigrew, 2015).

Dans son livre *Relative Deprivation and Social Justice* (1966), le sociologue britannique Walter G. Runciman a par ailleurs étoffé ce concept en inventant la notion de « privation de groupe ». Cette dernière se rapporte au sentiment de désavantage collectif qu'un groupe social ressent par rapport à d'autres groupes, tant en termes de revenus qu'en termes de statut social. Une littérature abondante se penchant sur les effets sociaux de la privation de groupe a d'ailleurs permis d'établir qu'elle peut alimenter la formation de mouvements collectifs visant à réduire les inégalités sociales et à obtenir une justice sociale pour le groupe concerné (Pettigrew et al. 2008). Les liens entre la thèse de la privation relative et la polarisation affective sont donc extrêmement forts puisque la perception d'un désavantage relatif peut facilement contribuer à l'apparition d'une scission idéologique entre certains groupes sociaux.

Ainsi, psychologiquement parlant, la perception d'une privation repose sur une comparaison cognitive menant à la conclusion qu'une situation vécue est désavantageuse. Ce désavantage relatif s'accompagne subséquemment d'une perception d'injustice et mène ultimement à un sentiment de rancune et d'amertume (Smith et Pettigrew 2015). Appliquée à la sphère politique, cette chaîne de réactions psychologiques aurait d'importants impacts sur le renforcement de la dynamique du *us vs them* et pourrait évidemment être exacerbée par la montée des inégalités économiques. Qui plus est, le sentiment d'infériorité découlant de la privation de groupe engendrerait une plus forte participation politique des individus se considérant comme étant défavorisés et délaissés par le système économique, menant même parfois à une augmentation de la violence politique (Griffin et al. 2021).

Ainsi, le mécontentement des groupes sociaux les plus affectés par la hausse des inégalités pourrait logiquement provoquer des tensions et des frustrations qui, si elles ne sont pas résolues de

manière constructive, peuvent se manifester par des formes d'intolérance politique. Les individus qui se sentent économiquement délaissés peuvent alors chercher des boucs émissaires et des explications simplistes à leurs problèmes en se tournant vers des discours nationalistes, xénophobes ou racistes propagés par les partis de droite ou d'extrême droite. Ainsi, la thèse des privations relatives suggère que l'augmentation de la polarisation idéologique peut s'expliquer comme étant le résultat d'une réaction psychologique de masse face à la détérioration des conditions économiques de certains segments plus vulnérables des sociétés démocratiques contemporaines.

Penchons-nous maintenant sur la thèse des « perdants » de la modernisation, la seconde thèse constitutive de la théorie de l'indignation politique. Celle-ci suppose que la mondialisation des marchés nationaux et le néolibéralisme sont à la source de la montée en influence des partis d'extrême droite en occident. Dans son livre *Radical Right-Wing Populism in Western Europe* (1994), Hans-Georg Betz, un des grands défenseurs de cet argument, explique que les sociétés postindustrielles se caractérisent aujourd'hui par une fragmentation sociale intransigeante favorisant les individus les mieux nantis et les mieux éduqués et délaissant ceux n'ayant pas les compétences nécessaires pour s'adapter aux besoins de l'économie mondialisée. Ces divisions sociales caractériseraient d'ailleurs plus fortement les États très inégalitaires, comme nous l'avons relevé précédemment dans la section portant sur les égalités d'opportunités. En se penchant spécifiquement sur plusieurs cas européens, Betz résume comment ces dynamiques macroéconomiques ont favorisé l'émergence de partis politiques antisystème:

The political climate in Western Europe in the 1980s increasingly came to be dominated by sentiments of disenchantment and resentment. This was largely in response to the inability and/or unwillingness of the established parties to confront the new political exigencies of a rapidly changing socioeconomic and sociocultural environment. This created a window of opportunity for new parties ready to exploit popular political discontent (Betz 1994, 35).

Ainsi, pour Betz, la montée en influence des partis populistes de la droite radicale est une réponse stratégique de ceux-ci à la transition du capitalisme social industriel vers le capitalisme individualisé postindustriel (*idem*, 170).

Le lien entre la théorisation de Betz et les conséquences sociétales imputables aux inégalités économiques est par ailleurs relativement simple, bien des auteurs ayant tracé un lien clair entre la mondialisation et l'augmentation des disparités économiques (Milanovic 2020, Piketty 2013). En fait, plusieurs études démontrent que la mondialisation tend à créer de nouvelles divisions sociales en favorisant les travailleurs de la haute classe moyenne et en délaissant la classe ouvrière non qualifiée (Engler et Weisstanner 2021). Ces derniers, conscients du danger qui les guette, se tourneraient alors massivement vers l'extrême droite populiste qui fait des étrangers les

responsables de leur dégringolade socio-économique. L'instrumentalisation du désespoir économique par l'extrême droite populiste se traduirait donc le plus souvent par la défense de politiques nativistes et anti-immigration. En d'autres mots, la polarisation idéologique des démocraties avancées reposerait sur la « prolétarianisation » des bases électorales des partis d'extrême droite, ces derniers étant considérés par de plus en plus d'électeurs comme étant les seuls acteurs politiques offrant de réelles solutions à la fragilisation croissante de leur position socio-économique (Bornschiefer 2018, 217). Par conséquent, comme l'explique de manière très imagée Christophe Guilluy dans son livre *No Society*, « le tremblement de terre populiste n'en finit plus de produire ses répliques, qui ne sont pas le fruit d'une poussée de fièvre irrationnelle de l'opinion, mais la conséquence d'un mouvement tectonique initié il y a près d'un demi-siècle par l'avènement d'un modèle économique et sociétal qui fait disparaître la classe moyenne occidentale » (Guilluy 2018, 21).

Mis ensemble, les arguments des thèses des privations relatives et des « perdants » de la modernisation constituent le corps de la théorie de l'indignation politique. Celle-ci peut se résumer ainsi : les disparités économiques génèrent un sentiment d'injustice et de marginalisation chez les groupes sociaux moins nantis, incitant ceux-ci à soutenir des politiques nationalistes et populistes qui affirment pouvoir remédier à ces problèmes en contrôlant l'immigration. Influencée à la fois par des facteurs internes et externes, la théorie de l'indignation politique repose au final sur l'idée que les électeurs économiquement désavantagés puniront les organisations politiques traditionnelles en offrant leur support politique aux partis antisystèmes se rapprochant de l'extrême droite (Minkenberg 2003).

Cette théorie considère donc que les changements structurels des États créent une demande pour des politiques extrémistes parmi les « oubliés » des sociétés occidentales (Engler et Weisstanner 2021). Il est également important de mentionner que ce mouvement électoral vers la droite populiste peut être soutenu et même favorisé par les partis politiques d'extrême droite qui visent activement à transformer les débats publics en leur faveur en introduisant de nouveaux enjeux socioculturels dans les campagnes électorales (Rovny 2013). En d'autres mots, en profitant de la désillusion politique des électeurs moins favorisés, les partis d'extrême droite contribueraient à la « droitisation » générale de la société en abordant le plus fréquemment possible des questions liées à l'immigration et au contrôle des frontières (*ibid*).

Afin de consolider la pertinence de la théorie de l'indignation politique dans l'analyse du lien unissant les inégalités économiques et la polarisation idéologique, plusieurs articles récents visant à en tester la validité seront présentés dans les pages qui suivent. Bien que ceux-ci portent



presque exclusivement sur la polarisation des électeurs, il est important de garder en tête que la radicalisation des masses crée une demande électorale pour des politiques plus extrémistes (Lupu 2015). Les articles qui suivent constituent donc de bons indicateurs de la validité de la théorie de l'indignation politique.

## **La théorie de l'indignation politique dans la littérature récente**

Commençons tout d'abord par analyser quelques travaux en psychologie politique validant la logique de la thèse des privations relatives. Dans le contexte américain, Stewart, McCarty et Bryson (2020) ont par exemple découvert qu'un déclin des conditions économiques et du statut social des individus renforce leur aversion au risque et affecte négativement leurs interactions sociales avec d'autres groupes sociaux. En ligne avec la théorie de l'indignation politique, les auteurs expliquent que la détresse économique et la peur de la perte du statut social sont d'excellents indicateurs pour évaluer le niveau de soutien politique qu'une personne accorde aux mouvements populistes. Dans une autre étude très similaire, Stewart, Plotkin et McCarty (2021) expliquent que l'aversion au risque découlant d'une croissance importante des inégalités économiques causerait un renforcement de l'identification partisane et augmenterait le niveau général de polarisation affective aux États-Unis. Selon leurs résultats, seule la redistribution des ressources économiques semblerait avoir un impact sur cette situation qui, autrement, a tendance à se cristalliser et à renforcer l'intolérance qu'ont les individus face aux *out-groups*.

En dehors du contexte américain, plusieurs autres études soutiennent que la théorie de l'indignation politique permettrait d'expliquer la croissance récente de la polarisation des électeurs dans les démocraties avancées. Par exemple, un texte de Urbanska et Guimond (2018) portant spécifiquement sur les effets de la thèse des privations relatives en France démontre que la privation de groupe telle que définie par Runciman (1966) prédit remarquablement bien le vote en faveur de l'extrême droite. Les auteurs expliquent en effet que « a deep feeling of collective injustice involving a comparison between the national ingroup and immigrants is a strong motive behind voting for the [far-right] in France » (Urbanska et Guimond 2018).

En utilisant une approche comparative plus classique, Gidron et Hall (2017) ont pour leur part analysé l'effet du déclin du statut social chez les hommes blancs sans éducation supérieure sur leur préférence politique. Les auteurs parviennent à démontrer que leur support accru en faveur des partis populistes de l'extrême droite découle en grande partie du dépérissement conjoint de leur situation matérielle et de la perception de leur place dans le cadre culturel collectif. Ces explications, issues d'une analyse comparative de 12 pays démocratiques entre 1987 et 2014, font

donc le pont entre les thèses des privations relatives et des « perdants » de la modernisation. Les mêmes résultats ont d'ailleurs été obtenus plus récemment par Engler et Weisstanner (2021) avec un échantillon plus grand de 20 pays démocratiques entre 1980 et 2016.

D'importantes recherches scientifiques analysant les effets de la mondialisation sur les intentions de vote au sein des États démocratiques ont également permis de confirmer la validité de la thèse des « perdants » de la modernisation. À titre d'exemple, un article de Colantone et Stanig (2018) visant à identifier les effets politiques que peut avoir l'augmentation des importations étrangères dans 15 pays européens conclut que seules la droite idéologique et l'extrême droite bénéficient électoralement des chocs économiques attribuables à la mondialisation. Le désintérêt grandissant des populations financièrement vulnérables envers le message humaniste et multiculturaliste de la gauche s'expliquerait donc, selon les auteurs, par une vigilance et une antipathie accrue de ceux-ci face aux dangers économiques extranationaux. Ces résultats ont par ailleurs été confirmés plus récemment par Milner (2021) qui explique que les « perdants » de l'économie mondialisée jouissent aujourd'hui d'une influence politique grandissante qui se traduit par la formation d'un bloc politique populiste de plus en plus fort. L'auteure explique de surcroît que les régions européennes les plus affectées par l'automatisation des emplois occupés par la classe moyenne inférieure sont plus susceptibles de voter en faveur de l'extrême droite populiste. D'autres études (Stewart et Raihani 2023; Kelly 2019, 87; Abramowitz 2018, 129) appuient ces conclusions en démontrant que des chocs économiques exogènes peuvent provoquer une amplification négative des stéréotypes et des biais de jugement d'un groupe face à un *out-group* donné.

Broz, Frieden et Weymouth (2021) ont de leur côté analysé la question en considérant les effets de la désindustrialisation sur les communautés. Grâce à cette approche plus sociologique, les auteurs ont découvert que le support politique en faveur de l'extrême droite dépend très fortement du niveau d'insécurité économique et social des communautés locales des électeurs. Le lien statistique entre le déclin économique des communautés et le vote extrémiste de droite s'est par ailleurs grandement renforcé depuis la crise économique de 2008, alors que la division géographique entre les localités « gagnantes » et « perdantes » de la modernisation s'est grandement accrue.

Malgré une certaine abondance de preuves scientifiques favorables à la théorie de l'indignation politique, quelques analyses comparatives publiées dans les dernières années semblent indiquer que les thèses de la privation relative et des « perdants » de la modernisation permettent plutôt d'expliquer l'apparition d'un support accru aux partis politiques de gauche ou

d'extrême gauche. Par exemple, un article de Proaño, Peña et Saalfeld (2022) conclut que les périodes économiquement plus dures favorisent davantage les partis de l'extrême gauche que toute autre organisation politique en Europe. Qui plus est, en contradiction directe avec les résultats de Broz, Frieden et Weymouth (2021), les auteurs expliquent que la crise économique de 2008 semble avoir été électoralement beaucoup plus profitable pour les partis de l'extrême gauche que pour les partis centristes ou de l'extrême droite.

Ces conclusions étonnantes sont par ailleurs remarquablement similaires à celles présentées de Lüders et al. (2021) dans un texte portant spécifiquement sur la thèse de la privation relative dans le contexte politique français. Les auteurs expliquent en effet que la privation relative provoquerait l'émergence d'un ressentiment populiste généralisé chez les individus concernés, sans toutefois avoir une orientation politique claire. Ces résultats indiquent que la montée du populisme en France ne serait pas liée à un réalignement idéologique en lien avec la théorie de l'indignation politique, mais plutôt à un mouvement généralisé de contestation sociale contre les élites politico-économiques.

Enfin, une étude comparative des partis de la gauche et de l'extrême gauche européenne réalisée par Santana et Rama (2018) conclut que les électeurs opposés à l'immigration sont plus susceptibles de soutenir les partis de l'extrême gauche. De plus, les individus percevant l'intégration européenne d'un mauvais œil ont tendance à soutenir cette même famille politique en délaissant souvent les partis de la gauche traditionnelle. À contre-courant de la théorie de l'indignation politique, Santana et Rama expliquent que la thèse des « perdants » de la modernisation peut également fortement affecter les citoyens plus jeunes, plus éduqués et plus urbanisés de certains pays. Si ce groupe social est habituellement classé comme faisant partie des « gagnants » de la mondialisation, les auteurs expliquent que ce groupe social a tendance à se tourner vers l'extrême gauche s'il est économiquement affecté par les nouvelles tendances de l'économie mondiale. Ceci expliquerait par exemple la montée en influence de certaines organisations populistes de gauche en Espagne, en Grèce et en Italie.

Malgré ces sources contradictoires, la majorité de la littérature académique portant sur la théorie de l'indignation politique s'entend pour affirmer que la hausse des inégalités économiques semble être électoralement favorable aux partis de l'extrême droite et, plus spécifiquement, aux idées habituellement associées au nationalisme. Suivant ce constat, il est possible de développer la seconde hypothèse de ce travail :

**H2** : *L'accroissement des inégalités économiques cause une augmentation de la privation relative et un appauvrissement important des « perdants » de la modernisation, provoquant une montée en popularité de l'extrême droite populiste et une « droitisation » générale des partis politiques de droite.*

Afin de pouvoir tester cette hypothèse empiriquement, il est primordial d'identifier une variable pouvant représenter l'accroissement des idéaux nativistes au sein des populations moins nanties. Pour ce faire, l'opposition à l'immigration économique sera considérée dans l'analyse statistique de ce mémoire comme étant un indicateur de l'évolution de la théorie de l'indignation politique.

## **Deuxième théorie explicative: la théorie du conflit politique**

Si la théorie de l'indignation politique repose d'abord et avant tout sur l'analyse de la perception des individus face aux bouleversements socio-économiques liés aux inégalités économiques, la seconde théorie explicative de ce travail met plutôt l'accent sur les relations de pouvoir et les luttes politiques entre les groupes sociaux. En effet, la *théorie du conflit politique* postule que l'augmentation des inégalités économiques se traduit politiquement par l'exacerbation des conflits de classes (Cramer 2003). Si celle-ci fut initialement développée dans le cadre d'analyses marxistes ou néomarxistes portant sur la violence politique et révolutionnaire, un courant de pensée plus récent visant à appliquer ces préceptes aux inégalités économiques et à leurs conséquences sur la cohésion sociale offre un angle d'approche particulièrement intéressant pour ce mémoire.

Cette seconde théorie peut être résumée ainsi : une augmentation importante des disparités économiques provoquerait un sentiment d'injustice, de ressentiment et de mécontentement parmi les individus les moins nantis. En tant qu'acteurs rationnels, les partis politiques de gauche capitaliseraient alors cette grogne en se « gauchissant » et en défendant des politiques redistributives plus radicales afin de capter le vote contestataire de ces électeurs. Ainsi, pour les défenseurs de la théorie du conflit politique, la croissance des inégalités économiques causerait une polarisation asymétrique de gauche se basant sur l'accroissement de la participation électorale des électeurs les moins nantis.

Afin de mieux présenter la logique inhérente à la théorie du conflit politique, les pages qui suivent viseront tout d'abord à en développer les bases théoriques et mettront l'accent sur l'institutionnalisation de cette approche théorique. Pour ce faire, une brève section portant sur les travaux de Charles Tilly et Sidney Tarrow (2008) et de Meltzer et Richard (1981) sera exposée,

après quoi une revue de la littérature récente portant sur le potentiel explicatif de la théorie du conflit politique sera présentée.

## **Les contours théoriques du conflit politique**

Comme mentionné précédemment, la théorie du conflit politique en tant qu'approche analytique est très ancienne. Si au fil du temps une multitude d'auteurs ont développé leur propre définition théorique du conflit politique, Charles Tilly et Sidney Tarrow (2008) ont réussi l'exploit de résumer ces définitions en une théorie solidement unifiée dans leur livre *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution* (2008). Pour ces derniers, la théorie du conflit politique reposerait essentiellement sur trois piliers conceptuels distincts, soit le *conflit*, la *politique*, et l'*action collective*. Leur analyse suppose qu'il y a conflit lorsque des individus ou des groupes « posent une exigence portant atteinte aux intérêts de quelqu'un d'autre » (p. 21). En outre, Tilly et Tarrow expliquent qu'un conflit devient à proprement parler « politique » lorsqu'il se base sur des interactions avec l'État ou ses représentants, soit directement ou soit en étant en relation avec des « activités qui touchent aux droits de l'État, à ses règlements ou à ses intérêts » (p.22). Enfin, le conflit politique nécessite la présence d'une action collective, c'est-à-dire d'une « coordination d'efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés » (p.21). Plus spécifiquement, l'action collective se traduit le plus souvent par l'apparition de mouvements sociaux et de revendications politiques basés sur la coordination des individus ayant des intérêts en commun. Mis ensemble, ces trois concepts constituent les contours théoriques de la notion du « conflit politique » et permettent d'assembler la définition suivante :

La politique du conflit est faite d'interactions où des acteurs élèvent des revendications touchant aux intérêts d'autres acteurs, ce qui conduit à la coordination des efforts au nom d'intérêts ou de programmes partagés; et où l'État se trouve impliqué, soit en tant que destinataire de la revendication, soit comme son instigateur, soit comme tierce partie (Tilly et Tarrow 2008, 20).

Cette définition fait clairement de la contestation politique le cœur de la théorie du conflit politique. En lien avec les racines marxistes de la théorie, il convient de noter que les explications offertes par Tilly et Tarrow (2008) se concentrent davantage sur les mouvements contestataires de masse tels que les grèves, les pétitions ou les manifestations plutôt que sur la polarisation idéologique des partis politiques en réponse à l'augmentation des inégalités économiques. Bien que les piliers conceptuels de la théorie du conflit politique présentés précédemment - conflit, politique et action collective - restent pertinents pour comprendre les dynamiques de la contestation politique, il est primordial de comprendre comment le conflit politique peut s'institutionnaliser afin de réellement apprécier la portée de cette théorie dans l'étude des inégalités et de la polarisation.

Pour faire le pont entre les définitions de Tilly et Tarrow (2008) et la polarisation idéologique, il est pertinent de citer un important article d'Allan H. Meltzer et Scott F. Richard intitulé « A Rational Theory of the Size of Government » (1981). Pour eux, les individus à faible revenu confrontés à des inégalités économiques élevées seront naturellement plus enclins à soutenir des politiques redistributives plus importantes et un rôle accru de l'État dans l'économie. Frédérick Solt (2008) résume comment l'argument de Meltzer et Richard (1981) fait le pont avec la participation politique des électeurs moins nantis :

By inferring individuals' political preferences from their positions within the country's income distribution in this way, the conflict theory predicts that the views of richer and poorer citizens will be more opposed at higher levels of inequality. [...] The more conflictive politics present when inequality is greater should in turn stimulate more interest and participation in the political process. (Solt 2008)

En fournissant à la fois une base rationnelle du comportement politique des électeurs et en expliquant comment la contestation politique de ceux-ci peut s'institutionnaliser lors des élections nationales, Meltzer et Richard (1981) nous offrent donc la clé analytique permettant d'appliquer la théorie du conflit politique à l'analyse des inégalités et de la polarisation idéologique.

La logique de l'argumentation Meltzer et Richard (1981) s'imbrique par ailleurs parfaitement dans les contours théoriques du conflit politique tel que présenté par Tilly et Tarrow (2008). En effet, cette dynamique peut être qualifiée de « conflit politique » puisque (1) les intérêts des électeurs moins nantis sont à l'opposé de ceux des plus aisés; (2) parce qu'il y a une interaction avec l'État via le processus démocratique et via la demande d'une augmentation de l'interventionnisme de celui-ci; et (3) parce qu'il y a émergence d'une action collective sous la forme d'une augmentation de la participation politique en faveur de la gauche et de l'extrême-gauche idéologique.

## **La théorie du conflit politique dans la recherche académique**

Voyons maintenant comment l'échafaudage théorique proposé par des intellectuels comme Tilly et Tarrow (2008) et Meltzer et Richard (1981) a permis à certains chercheurs d'appréhender la question de la hausse de la polarisation idéologique sous l'angle du conflit politique. Malgré la logique presque évidente qui soutient cette théorie, les analyses empiriques établissant sa véracité de manière univoque sont étonnamment rares.

Parmi ce nombre restreint, Newman et Hayes (2019) démontrent que les électeurs américains semblent favoriser les politiciens qui proposent des mesures visant à réduire les inégalités économiques lorsqu'ils subissent les effets négatifs des inégalités dans leur vie

quotidienne. Selon eux, « voters exposed to high levels of inequality are significantly more likely to vote for incumbents with more economically liberal voting records » (Newman et Hayes 2019). Qui plus est, les auteurs suggèrent que cette réponse électorale gauchiste affecte disproportionnellement les électeurs les plus pauvres. Un article similaire de Boudreau et MacKenzie (2018) établit que lorsque les électeurs américains sont au courant de l'ampleur réelle des inégalités de revenus dans leur État, ceux-ci sont portés à fortement soutenir des politiques redistributives associées aux propositions économiques de la frange plus extrémiste du parti démocrate.

Pontusson et Rueda (2010) concluent quant à eux dans une étude comparative de 10 pays occidentaux s'étalant de 1966 à 2002 que la mise en place de politiques redistributives par les partis de gauche est conditionnelle à une forte participation électorale des citoyens à faible revenu. En fait, les auteurs expliquent que les inégalités économiques « gauchisent » les partis de la gauche idéologique lorsqu'une forte demande électorale est présente au niveau national. En ligne avec la théorie du conflit politique, les électeurs les plus désavantagés par la croissance des inégalités économiques semblent réaligner leur position idéologique vers la gauche en demandant une intervention plus forte de l'État dans l'économie et en réclamant une plus grande redistribution des richesses. Un récent article de Borbáth, Hutter et Leininger (2023) suggère également que la montée de la polarisation au sein d'un pays provoquerait une plus forte participation électorale. Ceci pourrait alors indiquer que la « gauchisation » relevée par Pontusson et Rueda (2010) motiverait plus d'électeurs moins nantis à s'engager politiquement en raison de l'émergence de nouvelles politiques qui leur seraient favorables.

Malgré les résultats positifs de ces études, les travaux portant sur la théorie du conflit politique tendent en général à en infirmer les prémisses et la mécanique. En effet, McCarty et Pontusson (2011) expliquent que la littérature scientifique tient aujourd'hui pour acquis que la polarisation idéologique n'est pas la résultante de mouvements protestataires des électeurs les plus pauvres s'insurgeant contre l'augmentation des inégalités économiques. Pour ces auteurs, le rejet de la théorie du conflit politique repose sur une réalité politique implacable : les pays les plus égalitaires ont systématiquement des États-providence plus généreux que les pays inégalitaires. Par exemple, Wright (2018) explique qu'aux États-Unis « an increase in national concern for inequality will not, on its own, lead to a subsequent increase in desire for government intervention ». Or, selon la logique défendue par Meltzer et Richard (1981), la situation inverse devrait être la norme puisque les électeurs des démocraties inégalitaires ont davantage à se polariser plus fortement vers la gauche pour réclamer plus d'égalité économique et d'investissements sociaux. Cette situation pour le

moins curieuse a notamment été qualifiée de « paradoxe de Robin des Bois » par l'économiste Peter H. Lindert (2004), alors que la redistribution économique des riches vers les pauvres est moins présente là où elle semble la plus nécessaire. Une étude publiée par Scheve et Stasavage (2023) avance que cet étrange paradoxe s'expliquerait par le fait qu'un grand nombre d'électeurs soutiennent inconsciemment une fiscalité égalitaire où tous les citoyens devraient avoir le même taux d'imposition, quel que soit le niveau d'inégalité économique au sein de leur pays. Ainsi, l'importance mise sur la valeur morale de l'équité supplanterait le désir de redistribution économique de pans entiers de l'électorat des pays démocratiques.

D'autres auteurs ont également infirmé la théorie du conflit politique en se penchant sur le taux de participation électorale en fonction du revenu des citoyens. Suivant cette méthode, Kelly (2019) démontre que les inégalités économiques ne semblent avoir aucun effet significatif sur la participation électorale des moins nantis aux États-Unis. L'auteur explique que « while the rich are more likely than the poor to vote, the turnout gap between the rich and the poor is basically consistent regardless of how much income concentration is present » (Kelly 2019, 79). Ces résultats démontrent qu'il n'existe pas d'augmentation empirique de la participation électorale des citoyens les plus pauvres lorsque les inégalités augmentent.

Le débat sur la participation électorale des moins nantis n'est toutefois pas près d'être clos. En effet, un article récent de Matthew Polacko (2022) conclut que la présence de fortes inégalités économiques renforce la participation électorale des plus pauvres dans les systèmes électoraux polarisés, laissant présager que ceux-ci sont portés à voter pour des partis plus extrémistes lorsqu'ils en ont l'occasion. L'auteur explique cette relation ainsi:

When party systems are more polarized, the income gap in turnout is significantly reduced, as it is low-income earners that have the most to lose relatively from rising inequality, who are then mobilized to a greater extent than everyone else. [...] Greater polarization can engender more effective party attachment by providing clearly differentiated policy options, which can then spur turnout. (Polacko 2022)

La communauté scientifique reste donc aujourd'hui divisée quant à l'acceptation ou au rejet de la théorie du conflit politique en tant qu'explication de l'émergence de la polarisation idéologique. Afin d'en tester la validité, il est nécessaire de construire une hypothèse en lien avec les diverses conclusions offertes par la littérature scientifique sur le sujet.

**H3 :** *La hausse des inégalités économiques provoque une polarisation idéologique asymétrique de gauche due à la croissance de la participation électorale des électeurs les moins nantis et à une revendication de plus en plus marquée en faveur de la redistribution de la richesse.*



Pour tester empiriquement cette hypothèse, il est pertinent de s'inspirer des analyses de Kelly (2019) et de Polacko (2022) et de considérer les fluctuations du niveau de participation électorale des électeurs les moins nantis comme étant un indicateur de l'exactitude de la logique de la théorie du conflit politique. Plus précisément, une augmentation de la participation électorale des plus pauvres évoluant en tandem avec la croissance des inégalités économiques permettrait de considérer que la théorie du conflit politique a un potentiel explicatif intéressant.

### **Troisième théorie explicative: la théorie du pouvoir relatif**

Les maintes critiques essuyées par les défenseurs de la théorie du conflit politique n'ont pas uniquement pour but d'en invalider les prémisses. Au contraire, les reproches avancés par ces auteurs visent bien souvent plutôt à défendre les principes fondamentaux de la *théorie du pouvoir relatif*. Pour eux, l'augmentation de la polarisation idéologique découlerait au contraire du désengagement progressif des électeurs les plus pauvres, les inégalités économiques étant à la source d'une apathie politique de masse. Cette idée fut notamment développée par le sociologue Pierre Bourdieu dans ces travaux portant sur l'habitus et l'intériorisation des rapports de domination. Bourdieu classe carrément les classes sociales plus défavorisées de « dominés » et explique que celles-ci « ont intériorisé un sentiment d'incompétence statuaire et vont donc renoncer, en le déléguant, à leur pouvoir de jugement et de décision » (Cabin 2008, 39). Selon l'analyse du sociologue, la politique est aujourd'hui « un domaine monopolisé par les classes dominantes », qui en fait, en réalité, « un système censitaire déguisé » (*ibid*, 49).

Mais comment lier ces affirmations à la croissance de la polarisation idéologique? En fait, les partisans de cette explication affirment que l'indifférence politique des électeurs moins nantis laisserait le champ libre aux classes sociales les plus aisées à imposer l'orientation idéologique des partis politiques à leur guise, provoquant une polarisation idéologique accrue vers la droite. La polarisation idéologique découlant de ce phénomène serait donc le produit du monopole électoral exercé par les tranches les plus riches de la société, celles-ci ayant en général une préférence marquée pour la droite idéologique. En d'autres mots, les grands partis centristes auraient stratégiquement avantage à se polariser vers la droite afin de capter plus de votes.

Si les penseurs des théories du conflit politique et du pouvoir relatif s'entendent pour affirmer que la croissance des inégalités économiques favorise l'émergence d'une classe sociale puissante et extrêmement riche, ces deux groupes divergent totalement d'opinion en ce qui a trait aux conséquences de ce phénomène sur la vie politique d'un pays. Si pour les uns l'augmentation

des inégalités économiques inhérentes au système capitaliste provoque inévitablement l'apparition de mouvements politiques contestataires, les autres restent persuadés que le contrôle des citoyens riches sur le monde politique découragerait l'électeur moyen à être politiquement actif. Afin de mieux développer cette logique, il convient de se pencher plus en profondeur sur les bases théoriques de cet argument.

## **Mills et l'apathie politique**

Le sociologue C. Wright Mills est un des premiers grands intellectuels à s'être spécifiquement penché sur la théorie des élites et sur son impact sur le comportement politique du citoyen moyen. Pour Mills, les inégalités économiques et politiques sont à la base de l'émergence d'une élite souveraine et autonome à la tête des États-Unis, constituée de grands leaders politiques, de puissants hommes d'affaires et de militaires influents. Considéré comme le fondateur moderne de la théorie du conflit, Mills théorise que les inégalités économiques, sociales et politiques sont employées par les élites pour maintenir leur domination sur le reste de la société. Dans cette perspective, les inégalités ne sont pas naturelles et inévitables, mais plutôt artificiellement créées et entretenues. La théorie du conflit souligne en fin de compte l'importance des dynamiques de pouvoir et leur rôle dans l'émergence de conflits d'intérêts entre l'élite dirigeante et la masse de citoyens.

Toutefois, Mills affirme que le monopole total de cette élite sur les grandes décisions de l'État et sur la société civile permettrait à celle-ci de manipuler l'opinion de masse et d'éliminer toute contestation politique sérieuse menaçant son pouvoir. Mills affirme sèchement qu'« il n'y a pour ainsi dire pas de lutte politique vivante. À sa place, nous avons l'administration qui commande d'en haut, et en bas le vide politique » (Mills 2012 [1956], 458). Pour cette raison, il est tout à fait raisonnable de considérer que Mills est également à la source de l'élaboration de la théorie du pouvoir relatif.

Dans un livre analysant les théories de Mills, François Denord et Bertrand Réau (2014) expliquent que pour le sociologue, « l'atonie politique des cols blancs » est la conséquence directe du « système politique et [de] son fonctionnement ». Pour Mills, « la centralisation progressive du pouvoir a fait perdre de son intérêt à la vie locale américaine [...], tandis que l'imbrication des pouvoirs économique, politique et militaire a vidé la démocratie de sa substance » (Denord et Réau 2014, 70). La dissipation des principes fondamentaux de la démocratie représentative causée par l'installation au pouvoir de quelques individus extrêmement influents causerait donc l'émergence d'une indolence politique de masse. Ce constat pessimiste semble encore aujourd'hui s'appliquer

à une part significative d'électeurs de pays démocratiques comme l'explique Francis Dupuis-Déri dans son livre *Nous n'irons plus aux urnes* (2019) :

L'abstention [électorale] n'est donc pas le résultat d'une incapacité personnelle ou d'une erreur politique de la part des personnes pauvres ou marginalisées, mais bien la conséquence logique d'un système dans lequel l'élite au pouvoir ne tient pas compte de leurs intérêts, alors que leur condition se dégrade. À leurs yeux, voter ne sert à rien, surtout dans leur cas (Dupuis-Déri 2019, 58).

En laissant la voix libre aux électeurs plus assidus, c'est-à-dire aux plus riches, le désengagement électoral anticipé par Mills (2012 [1964]) et décrit par Dupuis-Déri (2019) provoquerait, à long terme, un réalignement idéologique des partis politiques sur les préférences idéologiques de ceux-ci, polarisant l'ensemble du système politique national.

Quelques années seulement après la parution du livre de Mills, le politologue Robert A. Dahl (1961) s'est affairé à passer de la théorie abstraite à la recherche empirique en précédant à une analyse détaillée des structures de pouvoir au sein de la ville de New Haven au Connecticut. Dans son analyse, Dahl rapporte que « c'est un fait que la participation politique croît avec le montant des ressources dont chacun dispose », l'auteur observant clairement que « la participation aux décisions politiques locales est plus grande chez les citoyens à gros qu'à petits revenus » (Dahl 1971 [1961], 305-306). Les données recueillies à New Haven par Dahl lui permirent plus tard d'élaborer plus clairement la mécanique sociologique se cachant derrière la participation politique des électeurs américains dans son livre *Polyarchie : participation et opposition* (2016 [1971]). L'auteur y expose l'argument suivant :

Une conception du monde qui justifie et rationalise l'inégalité ne perdure pas seulement parce qu'elle profite aux élites qui tirent avantage du statu quo. Dans les groupes défavorisés eux-mêmes, une conception du monde aussi désintéressée peut rendre plus supportable et plus compréhensible une existence misérable et souvent faite d'humiliation. Un groupe confronté pendant longtemps à des inégalités inextirpables en apparence peut apprendre à modérer ses exigences et donc à les adapter aux cruelles limites du possible. [...] La frustration, les ressentiments et la colère ne débouchent pas sur des revendications en faveur de davantage d'égalité, mais se transforment en résignation, en apathie, en désespoir, en autodénigrement, en fantasme, en rêve millénaristes, en soumission pieuse ou en fatalisme (Dahl 2016 [1971], 111-113).

Tout comme l'ont fait Meltzer et Richard (1981), les arguments de Dahl (2016 [1971]) ont par la suite été adaptés par Goodin et Dryzek (1980) pour s'incruster au cadre institutionnel des États. Cette démarche a permis d'approfondir la logique de la théorie du pouvoir relatif en mettant l'accent sur les coûts de la participation politique des moins nantis. Le raisonnement défendu par les auteurs est le suivant:

The greater one person's economic power, the tougher a competitor he will be, and the greater will be his capacity to outbid another for goods they both desire. [...] Where politically relevant resources [are] concentrated in the hands of a few, it might be rational for the powerful few to participate (knowing they can win) but it would be daft for the powerless masses (who can only lose) to try challenging them (Goondin et Dryzek 1980).

Bref, l'apathie politique théorisée par Mills aurait deux sources principales. Pour Dahl (2016 [1971]), la démobilisation politique des masses populaires découlerait d'abord et avant tout d'un sentiment d'insatisfaction et d'isolement à l'égard du système démocratique. De leur côté, Goodin et Dryzek (1980) soutiennent plutôt que le réalisme politique des électeurs dépourvus de pouvoir politique les forces à renier le processus démocratique, ceux-ci sachant très bien qu'ils n'auront aucun moyen de faire pencher la balance en leur faveur. L'effacement politique des électeurs de la classe moyenne et des citoyens les plus pauvres signifie donc qu'aucun contrepoids ne permet de contrecarrer l'influence électorale des mieux nantis. Puisque les partis élaborent des politiques afin de gagner des élections, s'en résulte une « droitisation » de la sphère politique nationale, les partis adaptant leurs programmes politiques pour tenter de courtiser les électeurs plus riches qui, de façon générale, se situent plus à droite du spectre idéologique.

Précisons au passage que la relation entre les revenus élevés et l'idéologie de droite est un fait quasi avéré dans la littérature scientifique sur le sujet. Un récent ouvrage de Gethin, Martinez-Toledano et Piketty (2021) confirme d'ailleurs cette relation en analysant les préférences idéologiques des populations de 50 pays démocratiques entre 1948 et 2020. Cette analyse détaillée leur permet de tirer la conclusion suivante: « in all Western democracies, top-income voters have remained significantly more likely than low-income voters to vote for conservative and Christian parties, but with significant variations. [...] Despite these variations, the tendency [...] has proved remarkably strong over time » (Gethin, Martinez-Toledano et Piketty 2021, 36).

Portons maintenant notre attention sur la littérature scientifique récente abordant la théorie du pouvoir relatif afin d'évaluer si celle-ci a un potentiel explicatif dans l'étude des impacts des inégalités économiques.

## **Synthèse de la littérature portant sur la théorie du pouvoir relatif**

Si la théorie du pouvoir relatif peut sembler a priori plutôt abstraite, une multitude d'analyses comparatives récentes portant sur le désengagement politique des plus pauvres ont permis d'en valider les prémisses. Ainsi, Blais, Dassonneville et Kostelka (2020) affirment dans un article passant en revue la littérature sur le sujet qu'il existe une relation négative quasi unanimement attestée entre le niveau de revenu d'un électeur et son implication politique, notamment en termes de participation électorale.

Plus spécifiquement, Solt (2008) affirme grâce à une analyse comparative de 23 pays que l'effet des inégalités économiques sur le vote est systématiquement négatif, mais qu'il diminue au fur et à mesure que le revenu augmente. En d'autres mots, la participation électorale dépendrait fortement du revenu des électeurs, les moins nantis participant en moyenne moins aux élections que leurs concitoyens plus riches. En examinant trois théories concurrentes, dont la théorie du conflit politique, Solt soutient que seule la théorie du pouvoir relatif permet d'établir une corrélation statistique claire entre le revenu moyen et la participation politique. En faisant référence à la logique développée par Goodin et Dryzek (1980), Solt explique par ailleurs que les citoyens les plus affluents semblent pouvoir considérablement amplifier l'importance de leurs intérêts politiques ou même tout simplement éliminer la tenue de débats politiques. Cette dynamique défavoriserait clairement la participation politique des électeurs les plus démunis, qui se retrouvent alors contraints de se désengager complètement de la sphère politique nationale ou de s'aligner sur les intérêts des plus riches.

Similairement, Jaime-Castillo (2009) affirme quant à lui que lorsque les inégalités économiques sont élevées, la participation électorale de l'ensemble de la population diminue tout en affectant plus fortement la classe moyenne et les électeurs les moins nantis. De plus, l'auteur souligne qu'un niveau de polarisation idéologique élevé réduit la participation électorale des électeurs et affecte également disproportionnellement les plus pauvres. Ce ressac électoral serait notamment dû au fait que la polarisation idéologique complique la formation de coalitions politiques pouvant potentiellement adopter des politiques redistributives favorisant les plus démunis. Face à ce constat, ces derniers se retireraient en masse de la sphère politique nationale, laissant les électeurs les plus riches et les plus engagés dans le processus démocratique décider de l'issue du processus électoral.

Dans un autre article d'une grande pertinence, Bonica et al. (2013) expliquent que le désengagement politique des citoyens les plus démunis aurait en partie contribué à la montée significative des inégalités économiques et de la polarisation idéologique aux États-Unis durant les années Obama. Les auteurs ont effectivement détecté une relation claire entre le niveau de revenu des ménages et la participation électorale de ceux-ci, alors que moins de la moitié des ménages ayant un revenu inférieur à 15 000 \$US affirment avoir voté aux élections de 2008 et que plus de 80 % des ménages ayant un revenu supérieur à 150 000 \$US affirment avoir voté la même année. Qui plus est, les auteurs expliquent que la majeure partie de la polarisation de la Chambre des représentants du Congrès américain est due à la « droitisation » idéologique des élus républicains. Cette observation empirique s'aligne donc parfaitement avec la théorie du pouvoir relatif qui,

rappelons-le, prédit que les citoyens les plus riches ont tendance à avoir des positions idéologiques plus à droite.

Les mêmes résultats ont été obtenus dans une étude comparative de Rosset, Giger et Bernauer (2013) portant sur la représentation politique. Les auteurs y soulignent que dans les sociétés marquées par des inégalités économiques importantes, les électeurs les plus fortunés exercent une influence politique supérieure à celle des plus démunis. Leur analyse, construite autour des données de 24 démocraties entre 1996 et 2007, leur permet en effet de conclure que « if income differences are more pronounced, political parties appear to care less about the preferences of the poor and governments are generally also further away from preferences of low-income groups » (Rosset, Giger et Bernauer 2013).

Malgré les contradictions apparentes entre la théorie du conflit politique et la théorie du pouvoir relatif, quelques rares auteurs parviennent également à démontrer la validité de ces deux explications antagonistes. Par exemple, l'article de Pontusson et Rueda (2008) cité plus haut et portant sur les différentes orientations que peut prendre la polarisation idéologique offre une perspective originale sur la question en évaluant l'impact de différentes mesures d'inégalités économiques sur les tendances idéologiques des électeurs et leur niveau de participation politique. En analysant 12 pays démocratiques avancés, les auteurs démontrent que les inégalités de revenus favorisent le développement d'une polarisation asymétrique de gauche lorsque les électeurs sont davantage mobilisés, alors que les inégalités au niveau du revenu des ménages influencent davantage l'apparition d'une polarisation asymétrique de droite, et ce, uniquement lorsque les électeurs sont moins mobilisés (Pontusson et Rueda 2008). Des résultats similaires ont également été obtenus dans le cadre d'une analyse portant spécifiquement sur le cas américain (McDonald 2015). Suivant ces raisonnements, il est possible de formuler l'hypothèse suivante :

**H4 :** *En causant une généralisation de l'apathie politique, la croissance des inégalités économiques provoque le désengagement électoral des moins nantis et favorise le développement d'une polarisation idéologique asymétrique de droite en faveur des intérêts socio-économiques des plus riches.*

Puisque la théorie du pouvoir relatif n'est autre que l'inverse de la théorie du conflit politique, il convient d'utiliser la même variable statistique que cette dernière pour en évaluer le potentiel explicatif. Plus spécifiquement, s'il apparaît que la participation électorale des citoyens plus pauvres diminue au sein des pays qui seront analysés au fur et à mesure que les inégalités économiques augmentent, alors il sera possible de considérer la théorie du pouvoir relatif comme étant très plausible.

## Quatrième théorie explicative: le pluralisme polarisant

Telle que définie dans ce travail, la polarisation idéologique est intrinsèquement liée à l'organisation spatiale des partis politiques sur l'axe gauche-droite. Or, il est important de se rappeler que les États démocratiques sont construits autour de systèmes de partis souvent bien différents. Ces différences systémiques ont évidemment une importance capitale à la fois sur le développement idéologique des partis politiques, mais également sur les préférences politiques des électeurs. La quatrième théorie analysée dans le cadre de ce travail, soit la *théorie du pluralisme polarisant*, considère que ces différences institutionnelles peuvent expliquer l'existence d'une corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. L'idée principale de cette théorie est la suivante : lorsque les inégalités économiques sont importantes, les États démocratiques multipartistes avec des systèmes électoraux proportionnels tendent à être idéologiquement polarisés. À l'inverse, les pays caractérisés par des régimes électoraux majoritaires et des systèmes de partis à tendance bipolaires seront quant à eux moins polarisés dans une situation comparable.

Avant d'aborder en détail la littérature portant sur cette théorie, il est nécessaire de définir quelques termes indispensables à sa bonne compréhension. Commençons tout d'abord par dire que les « systèmes de partis » se caractérisent par trois éléments principaux, soit le nombre de partis, leur dimension et les alliances entre ceux-ci (Colliard 1978). Ces caractéristiques peuvent grandement varier d'une nation à l'autre, allant d'une organisation institutionnelle bipartite au multipartisme<sup>2</sup>. Les États-Unis sont le meilleur exemple du système démocratique bipartite, les partis républicains et démocrates étant les seuls partis s'alternant au pouvoir en dépit de l'existence d'autres formations politiques. À l'inverse, la Belgique constitue un exemple de système multipartiste alors que 12 partis politiques se partagent depuis 2019 les 150 sièges de la Chambre des représentants belge.

Par ailleurs, le multipartisme est étroitement lié au pluralisme politique, une notion qui réfère à la coexistence de différentes opinions, idées et croyances politiques dans une société donnée. Plus spécifiquement, ce concept permet de garantir la représentativité de voies divergentes au sein des institutions législatives des États. Ainsi, le pluralisme politique est un système qui développe les capacités individuelles, protège les droits et libertés individuels, identifie les problèmes sociaux importants et promeut une politique de changement progressif tout en

---

<sup>2</sup> Ici, le bipartisme désigne « un système de partis fondé sur l'alternance, plus ou moins régulière, au gouvernement de deux partis à vocation majoritaire » alors que le multipartisme « traduit au contraire une situation où plusieurs partis sont représentés au parlement » (Jenson et Gazibo 2015, 127)

maintenant une stabilité à long terme fondée sur le consentement (Connolly 2017, 4). Les États multipartites se rapprochent donc énormément du pluralisme politique puisqu'ils sont mieux à même d'offrir une plus grande variété de choix politiques aux électeurs, créant par extension un environnement propice à la participation politique citoyenne et au débat démocratique. À l'inverse, les régimes politiques bipartites peuvent réduire la diversité des choix politiques offerts aux citoyens en limitant les débats politiques à une opposition binaire entre deux grands partis antagonistes. Voyons maintenant comment ces notions sont utilisées pour construire l'argumentation de la théorie du pluralisme polarisant.

## **L'institutionnalisme de Sartori et Duverger**

L'étude scientifique des systèmes de partis s'ancre généralement dans la grande tradition du comparatisme institutionnel. Un de ses penseurs les plus célèbres, le philosophe et politologue italien Giovanni Sartori, a consacré une grande partie de sa carrière à développer une typologie complète des types d'organisations démocratiques qui, encore aujourd'hui, fait école dans le domaine. Dans son livre *Parties and Party Systems : A Framework for Analysis* (1976), Sartori a notamment développé une catégorisation exhaustive des divers types de systèmes de partis. Parmi ceux-ci, une attention particulière a été portée par l'auteur aux impacts du pluralisme politique sur l'organisation idéologique des partis politiques sur l'axe gauche-droite dans un système multipartite.

Pour Sartori, un système pluraliste a naturellement tendance à se polariser puisque la multiplication du nombre de partis politiques dans un seul et même système encourage ces derniers à se différencier de plus en plus significativement les uns des autres en capturant les votes d'une portion spécifique de la population. Cette dynamique aurait deux conséquences fondamentales. En premier lieu, le multipartisme mènerait inévitablement au développement d'organisations politiques à l'extrême droite et à l'extrême gauche du spectre idéologique puisque l'extrémisme deviendrait une meilleure stratégie électorale que dans un système moins fortement pluraliste. En deuxième lieu, la logique de différenciation mènerait également les systèmes multipartites à être caractérisés par la présence d'un parti politique au centre du spectre idéologique gauche-droite. Cette particularité aurait pour conséquence de renforcer encore davantage la polarisation idéologique du système, puisque les autres organisations politiques auront tendance à se distinguer le plus possible de ce joueur central en adoptant des politiques s'éloignant du centre idéologique. Le système politique national suivra alors une tendance centrifuge menant à l'accroissement de la polarisation idéologique. Sartori explique cette dynamique ainsi:



The very existence of a centre party (or parties) discourages “centrality”, i.e., the centripetal drives of the political system. And the centripetal drives are precisely the moderating drives. This is why this type is centre-fleeing, or centrifugal, and thereby conducive to immoderate or extremist politics. [...] In the long run a centre positioning is not only a consequence but also a *cause* of polarisation. (Sartori 1976, 119-120)

Pour apprécier le potentiel explicatif de l’argumentation de Sartori, il est également nécessaire de prendre en compte l’impact qu’ont les modes de scrutin sur la constitution des systèmes de partis pluralistes. Pour ce faire, il est pertinent de se tourner vers les théories institutionnelles développées par le célèbre juriste et sociologue français Maurice Duverger dans son livre *Les partis politiques* paru en 1951.

Pour Duverger, les systèmes électoraux proportionnels favoriseraient le déploiement du multipartisme et de la polarisation idéologique puisque les partis politiques évoluant dans ce type de régime électoral ne seront pas pénalisés électoralement s’ils décident de s’écarter du centre du spectre idéologique. Même s’ils ne remportent qu’un petit pourcentage de voix, ceux-ci peuvent tout de même espérer faire partie d’une coalition électorale et influencer significativement le processus législatif. Duverger résume l’effet multiplicateur du système proportionnel dans cet extrait :

Rien ne pousse ici les partis de tendances voisines à fusionner, car leur division ne leur cause point de dommages, ou leur en cause peu. Rien n’empêche les scissions à l’intérieur des partis, car la représentation globale des deux fractions séparées ne sera pas réduite mécaniquement par l’effet du suffrage. (Duverger 1981 [1951], 342)

Cette caractéristique qu’ont les régimes électoraux proportionnels à favoriser un déploiement centrifuge des partis politiques sur l’axe idéologique gauche-droite expliquerait également pourquoi les États qui en sont dotés ont tendance à se polariser davantage lorsque les inégalités économiques augmentent. Comme l’explique très bien Sung Min Han dans son article « Income Inequality, Electoral Systems and Party Polarisation » (2015), l’augmentation des inégalités favorise une division nette entre les riches et les pauvres dans les régimes électoraux plus permissifs. En effet, puisqu’avec ce type de régime électoral les partis ont avantage à obtenir le support électoral d’un segment précis de la population, les partis de gauche et de droite seront incités à adopter des positions plus divergentes face à l’augmentation des inégalités. En représentant les intérêts des électeurs plus pauvres et de la classe moyenne inférieure, les partis de gauche se polariseront à gauche en réclamant des mesures redistributives plus fortes. Inversement, puisqu’elle représente les intérêts des électeurs plus aisés, la droite se polarisera davantage à droite en tentant de limiter la prolifération de mesures fiscales défavorables pour son électorat.

Cette dynamique ne serait toutefois pas observable dans les systèmes électoraux majoritaires ou mixtes puisqu'ils auraient quant à eux tendance à diminuer le nombre de partis politiques en compétition au sein d'un système de partis. En effet, Duverger explique que ce type de système inciterait les partis à favoriser des politiques plus centristes afin de capter le plus grand nombre d'électeurs possible pour atteindre une majorité électorale et être portés au pouvoir. Puisque tous les partis politiques se font compétition pour gagner le vote de l'électeur moyen, ce type de régime électoral serait peu propice au développement d'une forte polarisation idéologique lorsque les inégalités augmentent.

Complémentées par l'argumentation de Han (2015), les théories de Sartori (1976) et de Duverger (1951) forment la base conceptuelle de la théorie du pluralisme polarisant. Au fil des années, plusieurs chercheurs ont également contribué à renforcer les arguments de ces auteurs, conférant par le fait même une robustesse théorique particulièrement exceptionnelle à celle-ci (Schmitt et Franzmann 2020; Dow 2011; Cox 1990). Prenons maintenant le temps d'exposer quelques sources scientifiques plus récentes qui développent la théorie du pluralisme polarisant dans une perspective comparatiste.

## **La théorie du pluralisme polarisant dans les études comparatives**

La relation entre les systèmes multipartistes et la polarisation idéologique des partis politiques constitue un domaine de recherche fertile qui a suscité l'attention de nombreux chercheurs influents dans les dernières années. L'article « Party-System Extremism in Majoritarian and Proportional Electoral Systems » (2011) de Jay Dow se démarque particulièrement du lot. Dans celui-ci, Dow procède à une analyse comparative de 31 démocraties électorales afin de déterminer si le système électoral d'une nation incite les partis politiques à se regrouper près du centre de l'espace politique ou, au contraire, à se disperser largement à travers celui-ci. Les résultats présentés par l'auteur sont sans équivoque : « party systems in highly proportional electoral systems are significantly less compact than those in less proportional, especially majoritarian, systems » (Dow 2011). Deux tendances expliqueraient ces résultats. D'abord, les systèmes électoraux proportionnels auraient tendance à être composés de partis politiques tenant des positions idéologiques plus loin du centre que dans les systèmes majoritaires. Ensuite, le pourcentage de votes souvent relativement élevé reçu par les partis plus extrémistes dans les démocraties proportionnelles renforcerait leur polarisation idéologique. Ainsi, Dow démontre non seulement que les systèmes électoraux majoritaires entravent l'élasticité idéologique des systèmes de partis, mais aussi qu'ils limitent la proportion de votes que reçoivent les partis politiques plus extrémistes.

Les conclusions de Dow sont d'autant plus robustes qu'elles ont été validées par une multitude d'autres chercheurs depuis leur publication. Par exemple, Matakos, Troumpounis et Xeferis (2016) ont obtenu plusieurs résultats similaires à ceux de Dow par le biais d'une analyse comparative de 23 démocraties. En effet, les auteurs indiquent que les États avec des systèmes électoraux proportionnels ont tendance à être plus polarisés que les pays avec des systèmes majoritaires. En portant une attention particulière à trois nations ayant mis en place des changements radicaux de leurs systèmes électoraux - Grèce, Italie et Nouvelle-Zélande - les auteurs ont également décelé que lorsqu'une nation passe d'un système proportionnel à un système majoritaire (ou inversement), d'importants changements dans la tendance idéologique des partis se produisent conformément aux prédictions de la théorie du pluralisme polarisant. Des résultats très similaires ont également été obtenus par Andrews et Money (2009). Comme prédit par Sartori (1976) ceux-ci affirment que « the parties in multi-party systems are more dispersed than parties in two-party systems and dispersion increases as the number of parties increases ».

D'autres auteurs ont plutôt tenté d'analyser la véracité de la théorie du pluralisme polarisant en évaluant la fluctuation stratégique des partis politiques en fonction du type de régime électoral dans lequel ils évoluent. Grâce à cette approche, Bol et al. (2019) ont découvert que les configurations électorales plus proportionnelles incitent à la fois plus de partis à entrer en compétition lors de campagnes électorales en plus de créer des impulsions favorisant des prises de position plus extrémistes par ceux-ci. S'alignant parfaitement avec les arguments de Duverger (1951), les auteurs expliquent que les décisions stratégiques des partis politiques par rapport à leur entrée dans une course électorale sont dépendantes de la possibilité d'occuper une position idéologique unique et clairement différenciable.

Malgré l'existence d'une littérature scientifique abondante semblant indiquer que les institutions démocratiques influencent considérablement le développement de la polarisation idéologique, il reste impossible d'affirmer que cette relation fait consensus dans le monde académique. Effectivement, quelques spécialistes avancent, preuves à l'appui, qu'il n'existerait aucun préalable institutionnel spécifique pouvant permettre d'expliquer l'émergence de positions politiques dissemblables entre les partis politiques d'un pays donné.

Parmi ces sceptiques, le politologue Lawrence Ezrow se démarque par sa méfiance face à la théorie du pluralisme polarisant. Un de ces articles parus en 2008 indique que ni le degré de proportionnalité des régimes électoraux ni le nombre de partis politiques ne semble influencer le degré de différenciation idéologique entre ces derniers. Plus étonnamment encore, l'auteur conclut que son modèle statistique prédit plutôt que « [the] average party policy extremism actually

declines as electoral system proportionality and the number of parties increases » (Ezrow 2008). Ces conclusions ont par ailleurs été étayées par le chercheur américain Russel J. Dalton (2008) qui conclut que la polarisation idéologique et la fracturation des systèmes de partis n'ont pratiquement aucun lien statistique.

Malgré ces critiques, la théorie du pluralisme polarisant jouit d'un grand succès dans la recherche académique en science politique. Appliquée au sujet de ce mémoire, cette approche théorique nous permet d'esquisser notre dernière hypothèse :

**H5** : *La polarisation idéologique, tant de droite que de gauche, s'accroît avec l'accroissement des inégalités économiques sous réserve du nombre de partis politiques majeurs qui occupent simultanément l'espace idéologique d'un État et du type de système électoral en place.*

Afin de tester la validité de cette cinquième hypothèse, le nombre de partis politiques majeurs au sein d'un pays lors d'une période donnée sera utilisé comme variable pour quantifier le degré de pluralisme des pays. L'évolution de la polarisation sera également comparée au type de système électoral en place dans chacun des États de l'analyse statistique afin d'identifier s'il existe un lien entre les modes de scrutin et l'extrémisme idéologique des partis politiques.

## **Les quatre théories explicatives en bref**

Maintenant que les quatre grandes théories explicatives de ce mémoire ont été présentées en détail, prenons le temps d'en résumer les tenants et les aboutissants afin de faciliter la compréhension de ces thèses qui, indubitablement, peuvent être relativement complexes à démêler.

- (1) *La théorie de l'indignation politique* prédit que l'augmentation des inégalités économiques provoquerait un accroissement de l'amertume des individus moins nantis en raison de la dégradation relative de leur statut social et des effets de la mondialisation sur leur revenu. Ce ressentiment motiverait au final les partis politiques de droite à se « droitiser » en développant une rhétorique anti-immigration pour obtenir le vote de cette tranche de la population et provoquerait également une montée en popularité des partis nativistes d'extrême-droite.
- (2) *La théorie du conflit politique* suppose quant à elle que l'augmentation des inégalités économiques motiverait les citoyens les moins nantis à soutenir des positions idéologiques de plus en plus extrêmes visant à redistribuer la richesse, ce qui motiverait les partis politiques de gauche à adopter de telles politiques. Cette théorie suppose qu'une polarisation asymétrique de gauche caractérise les pays démocratiques les plus inégalitaires

- et que la polarisation des partis politiques serait la conséquence directe de l'augmentation de la participation électorale de ces électeurs en faveur des partis de la gauche et de l'extrême gauche populiste.
- (3) À l'inverse, la *théorie du pouvoir relatif* prédit que la croissance des disparités économiques produirait une démobilisation électorale des individus les moins nantis. L'apathie politique de cette tranche de la population causerait une polarisation asymétrique de droite des partis politiques, ces derniers étant dès lors plus à l'écoute des préférences politiques des électeurs mieux nantis qui tendent à être idéologiquement plus de droite.
- (4) Enfin, la *théorie du pluralisme polarisant* suppose que la polarisation idéologique des systèmes de partis est conditionnelle à la fois au type de mode de scrutin en place et au degré de pluralisme politique caractérisant un État. Ainsi, un système hautement pluraliste ayant un système électoral proportionnel encouragerait les partis de gauche à défendre des politiques redistributives plus extrêmes pour répondre aux besoins de leur électorat. À l'inverse, les partis de droite se déplaceraient vers la droite afin de limiter le déploiement de l'État-providence, conformément aux préférences des électeurs plus riches lorsque les inégalités augmentent.

Le **tableau 2.1** résume ces quatre théories explicatives et détaille chacune des variables qui y seront associées dans l'analyse empirique qui suivra:

*Tableau 2.1 – Aperçu des quatre théories explicatives*

<i>Nom de la théorie</i>	<i>Théoriciens principaux</i>	<i>Orientation idéologique prépondérante</i>	<i>Variable(s)</i>
<b>Indignation politique</b>	Walter G. Runciman (1966), Hans-Georg Betz (1994)	Droite	Opposition à l'immigration
<b>Conflit politique</b>	Meltzer et Richard (1981), Tilly et Tarrow (2008).	Gauche	Participation électorale des moins nantis
<b>Pouvoir relatif</b>	C. Wright Mills (1956), Robert A. Dahl (1961).	Droite	Participation électorale des moins nantis
<b>Pluralisme polarisant</b>	Maurice Duverger (1951), Giovanni Sartori (1976)	Gauche et droite	Nombre effectif de partis et Type de système électoral

## Chapitre 2 – Méthodologie

Les quatre théories analysées dans ce travail fournissent toutes des explications pertinentes permettant de lier l'accentuation des disparités économiques à la croissance de la polarisation idéologique dans les États démocratiques. Afin de tester empiriquement ces théories, il est essentiel de construire un modèle statistique comparatif à la fois robuste et fiable. Pour ce faire, ce modèle devra reposer sur des variables précises et cohérentes qui permettront de quantifier de manière efficace les inégalités économiques et la polarisation idéologique au sein des États. Bien qu'il existe déjà plusieurs indicateurs statistiques permettant d'évaluer le niveau d'inégalité économique des pays, il en va malheureusement autrement pour la polarisation idéologique. Par conséquent, la présente section a pour objectif d'amorcer l'analyse statistique de ce mémoire en examinant en détail le processus méthodologique à la base de la création d'une mesure de la polarisation idéologique dans le cadre de l'analyse comparative des quatre théories explicatives. Il sera également question, à la fin de cette section, de la sélection de cas et du cadre temporel qui délimitera l'analyse quantitative. Mais commençons tout d'abord par présenter rapidement comment l'indice de Gini sera utilisé pour quantifier le niveau d'inégalités économiques dans l'analyse statistique de ce travail.

### Les inégalités économiques

À l'inverse de la polarisation idéologique, plusieurs indices statistiques déjà existants permettent d'évaluer la portée des inégalités économiques au sein d'une société. Parmi ceux-ci, l'indice de Gini<sup>3</sup>, qui fut d'ailleurs brièvement abordé au début de ce mémoire, est sans aucun doute la mesure la plus communément utilisée permettant de quantifier les inégalités économiques. En tant qu'indicateur « synthétique », cet indice tire sa force de son grand potentiel de comparabilité, puisqu'il permet de résumer les relations complexes d'inégalité économique au sein d'un pays en une seule valeur, ce qui facilite la conduite d'analyses statistiques à grande échelle sur plusieurs années.

Il est important de noter que l'indice de Gini tend à offrir une vision relativement apaisée des inégalités économiques et à masquer quelque peu les conflits sociaux et la hiérarchisation économique parfois prononcée entre les différents déciles de revenus au sein d'un État (Piketty

---

<sup>3</sup> Rappelons que l'indice de Gini est une mesure statistique évaluant l'inégalité des revenus au sein d'une population exprimée sous forme d'un coefficient compris entre 0 et 1. Un coefficient de 0 représente une parfaite égalité – tous les individus ont exactement le même revenu – tandis qu'un coefficient de 1 représente une inégalité absolue – un seul individu possède tous les revenus. Un indice de Gini élevé indique donc l'existence d'une plus grande disparité entre les revenus au sein d'un pays.

2019, 768). Il reste cependant que les statistiques alternatives proposées par certains auteurs se heurtent à un manque considérable de données, ce qui limite évidemment leur applicabilité dans une analyse comparative comme celle-ci.

Bien que l'indice de Gini soit largement répandu, la quasi-totalité des bases de données contenant des variables liées à cet indice sont confrontées à des contraintes en termes de périodes temporelles et de régions géographiques. Il arrive en effet souvent que les données pour certains pays soient indisponibles ou présentées sur un horizon temporel relativement court. Le politologue américain Frederick Solt a toutefois mis au point une grande banque de données portant spécifiquement sur l'indice de Gini et permettant de pallier ces problèmes, la *Standardized World Income Inequality Database* (SWIID). Dans un récent article, Solt (2020) explique que la SWIID vise explicitement « to provide estimates of income inequality for as many countries and years as possible while ensuring that these estimates are as comparable as the available data allow » (Solt 2020)<sup>4</sup>. Pour cette raison, l'indice de Gini relatif au revenu des ménages (post-taxes et post-transferts) disponible dans la SWIID sera utilisé comme indicateur des inégalités économiques au sein des pays visés par les analyses qui suivent. Portons maintenant notre attention sur la méthodologie bien plus complexe propre à l'opérationnalisation de la polarisation idéologique.

## L'approche différentielle

Telle que définie précédemment, la polarisation idéologique se définit comme étant la divergence des opinions politiques et des positions idéologiques qui caractérise l'arrangement des partis politiques sur l'axe gauche-droite. Deux approches différentes sont couramment utilisées par les spécialistes du sujet pour quantifier ce phénomène complexe. Un premier groupe d'auteurs affirme que la polarisation idéologique est une fonction de la distance idéologique *entre* les partis politiques sur l'axe gauche-droite (Casal Bértoa et Rama 2021; Lee 2015; Hare et Poole 2014). Un second groupe d'experts soutient plutôt que la polarisation doit être calculée en fonction de la distance idéologique des partis par rapport au *centre* de l'axe gauche-droite (Proaño, Peña et Saalfeld 2022; Lee 2015; Stanig 2011; Pontusson et Rueda 2008). Pour simplifier la distinction entre ces deux démarches, seront utilisés les termes d'*approche différentielle* pour la première et d'*approche centriste* pour la deuxième pour clairement identifier ces méthodologies alternatives.

---

<sup>4</sup> La SWIID s'appuie sur les données de l'indice de Gini provenant du *Luxembourg Income Study* (LIS) et compare les valeurs de cet indice avec d'autres bases de données contenant des informations statistiques similaires. Cette comparaison permet ensuite de calculer les valeurs du Gini dans les cas où elles ne sont pas disponibles dans le LIS. Ainsi, en intégrant ces estimations dérivées de la comparaison entre différentes bases de données, la SWIID propose de loin les données les plus exhaustives concernant l'indice de Gini.

En examinant la distance idéologique entre les partis politiques, l'approche différentielle se base d'abord et avant tout sur l'évaluation quantitative de la division partisane au sein d'une institution législative. Cette technique, popularisée notamment par McCarty, Poole et Rosenthal (2003), est surtout utilisée comme base méthodologique dans les études analysant la polarisation idéologique aux États-Unis. La vie politique américaine s'articulant autour d'une division binaire entre démocrates et républicains facilite en effet la mise en pratique de l'approche différentielle, une simple différence entre les scores idéologiques des partis pouvant résumer le degré de polarisation du Congrès américain (Han 2015).

Cependant, le fait de calculer la différence idéologique des partis *entre eux* pour chiffrer le degré de polarisation idéologique d'un pays pose un grave problème d'opérationnalisation puisqu'aucun point zéro ou centre objectif n'est établi (Stanig 2011). La définition de ce qui doit être considéré comme étant à *gauche* ou à *droite* du spectre idéologique reste à la discrétion des auteurs. À défaut de pouvoir se baser sur une conception spatiale impartiale, cette approche limite considérablement le potentiel de comparaison entre les études, différents auteurs pouvant très bien avoir des conceptions différentes des opinions politiques qui devraient être considérées comme étant *plus à gauche* ou *plus à droite*.

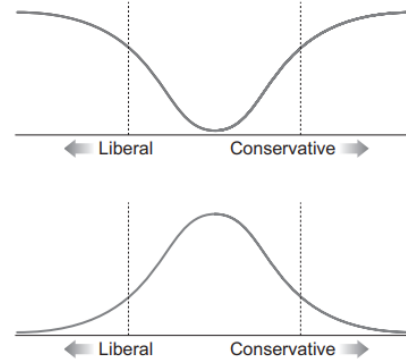
Par ailleurs, l'approche différentielle peut nuire à la captation statistique de la polarisation idéologique. Par exemple, si nous devons observer un système politique dans lequel tous les partis importants penchent clairement dans une direction très conservatrice, il serait nécessaire de considérer la polarisation comme étant un peu plus élevée que dans un système dans lequel tous les partis importants ont une inclinaison idéologique centriste, même si la distance totale entre les parties devait être la même dans les deux systèmes. Or, l'approche différentielle ne permet pas de déceler une différence statistique entre ces deux scénarios (Stanig 2011). En se concentrant uniquement sur la distance entre les partis, l'approche différentielle peut donc invalider le positionnement extrémiste d'un parti politique en raison de sa proximité relative avec les autres partis.



## L'approche centriste

En plus d'être plus répandue dans la littérature scientifique, l'approche centriste permet d'éviter les problèmes méthodologiques liés à l'approche différentielle en évaluant le positionnement idéologique des partis politiques par rapport au centre de l'axe gauche-droite. La **figure 3.1** (Fiorina et Abrams 2008) représente graphiquement deux idéaux types se basant sur cette définition, les courbes représentant la présence plus ou moins importante de partis sur l'axe gauche-droite. La distribution du haut illustre une situation hypothétique très polarisée, où le centre idéologique de la distribution est pratiquement inoccupé, alors que les extrêmes sont surchargés. La distribution du bas représente quant à elle une situation quasi libre de polarisation, où le gros des partis politiques partage un positionnement idéologique modéré et centriste. Ces deux représentations graphiques hypothétiques permettent d'illustrer comment la distance des partis politiques par rapport à un point *zéro* central permet de quantifier le degré de polarisation idéologique d'un pays.

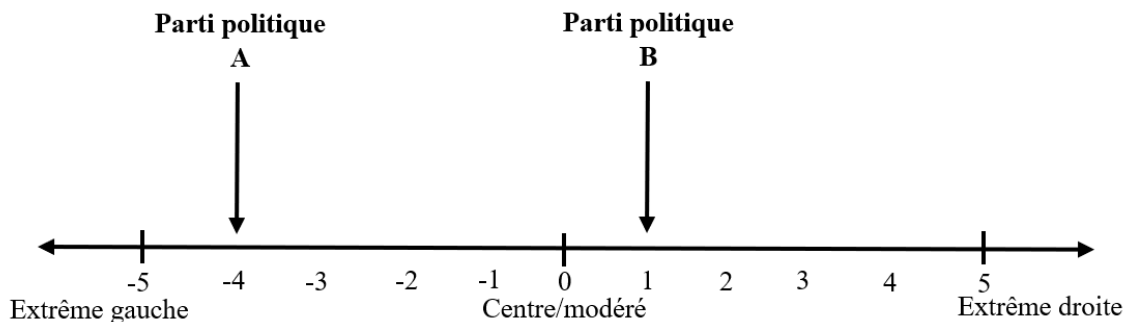
**Figure 3.1** – Représentation de la polarisation idéologique selon l'approche centriste



Source : Fiorina et Abrams 2008

Or, pour construire une courbe schématique de la sorte, il est préalablement nécessaire de quantifier le degré de polarisation idéologique pour chacun des principaux partis politiques du pays concerné. Pour se faire, il suffit de résumer la position idéologique des partis par rapport au centre idéologique de l'axe gauche-droite. La **figure 3.2**, inspirée de Rogowski et Sutherland (2016),

**Figure 3.2** – Exemple de positionnement des partis politiques sur l'axe gauche-droite



Source: Rogowski et Sutherland (2016).

présente comment une démarche de ce type peut être réalisée. L'axe gauche-droite qui y est représenté inclut une gamme de degrés idéologiques allant de -5 (extrême gauche) à 5 (extrême droite). Une philosophie idéologique modérée équivaut à une valeur nulle de 0. En

observant la valeur numérique absolue associée à l'idéologie moyenne des partis politiques, il est possible d'évaluer le positionnement idéologique de ceux-ci et de les comparer.

Conséquemment, sur l'échelle de la **figure 3.2**, le parti politique A est plus extrémiste que le parti politique B, puisque  $4 > 1$ . Pour résumer la tendance idéologique de ce pays imaginaire, il suffit de faire la moyenne de l'idéologie des deux partis. Dans ce cas spécifique, cette moyenne serait de -1,5, signifiant que le pays en question peut être considéré comme ayant une tendance idéologique relativement modérée penchant vers la gauche. Évidemment, dans les faits, la polarisation idéologique au sein d'un État suit rarement des tendances aussi claires, notamment parce que tous les partis n'ont pas un poids politique égal. Nous reviendrons plus loin sur cette considération méthodologique. Mentionnons simplement pour l'instant qu'en raison de son grand potentiel comparatif et de sa robustesse méthodologique, l'approche centriste sera utilisée dans ce mémoire pour quantifier les fluctuations de la polarisation idéologique des pays de l'analyse. Reste maintenant à spécifier quelle base de données nous permettra de recueillir les informations nécessaires à la construction d'une telle variable.

## **La V-Party et sa méthodologie**

Pour calculer la polarisation idéologique d'un pays donné, il est au préalable nécessaire de quantifier la position idéologique de tous les principaux partis dudit pays. Or, puisque les partis politiques révèlent leur position idéologique indirectement par l'entremise d'une multitude d'activités et de discours, il est impossible d'estimer soi-même les positions idéologiques de ceux-ci. Trois grandes méthodes sont donc couramment utilisées pour évaluer ces positions et les traduire en données quantitatives: les enquêtes d'opinion, les analyses de programmes politiques et les enquêtes d'experts. Les deux premiers types de construction méthodologique peuvent toutefois contenir d'importants biais affectant la qualité des données. Par exemple, les prédispositions idéologiques et le cynisme politique des électeurs peuvent grandement affecter la fiabilité des enquêtes d'opinion comme outils pour évaluer le positionnement idéologique des partis politiques (Westwood et al. 2018; Hare et al. 2015). Similairement, les bases de données construites sur l'analyse des programmes politiques officiels des partis présentent souvent des changements idéologiques particulièrement erratiques sur de très courtes périodes temporelles, notamment parce que le discours officiel des partis ne correspond pas nécessairement à l'idéologie réellement défendue par ceux-ci (Gemenis 2012; Mikhaylov, Laver et Benoit 2012). Les données découlant de ce type d'approche méthodologique ne seront donc pas utilisées dans le cadre de l'analyse quantitative de ce mémoire.

La troisième et dernière méthode statistique couramment utilisée pour mesurer la position idéologique des partis politiques consiste à effectuer des enquêtes auprès d'experts capables d'évaluer les contextes politiques d'un pays ou d'une région spécifique afin de quantifier les caractéristiques des idéologies des partis. Plusieurs banques de données mondialement reconnues utilisent cette approche, comme la *Chapel Hill Expert Survey* (CHES), *Freedom House* ou encore la renommée *Varieties of Democracy* (V-Dem). Une variante de cette dernière sera utilisée pour compiler les données en rapport avec la polarisation idéologique.

En effet, l'organisme à la source de la V-Dem, le *V-Dem Institute*, a récemment développé une nouvelle banque de données portant uniquement sur les caractéristiques des partis politiques et s'intitulant la *Varieties of Party Identity and Organization Dataset* (V-Party). Centrale au présent travail, la V-party sera la base de données utilisée pour calculer le positionnement idéologique des partis politiques. Le choix de cette base de données s'explique principalement par son impressionnante envergure, celle-ci rassemblant des données sur l'idéologie et l'organisation interne de 3467 partis politiques à travers 3151 élections dans 178 pays entre 1970 et 2019, le tout étant chiffré par 711 experts issus des quatre coins de la planète (Staffan et al. 2022). Tous les partis politiques récoltant au moins 5 % de voix lors d'élections nationales sont inclus dans la base de données. Typiquement, chaque observation a été évaluée par au moins quatre chercheurs indépendants résidant pour la plupart dans le pays évalué.

Évidemment, le risque de biais lié à un nombre aussi restreint d'experts peut être préoccupant, ceux-ci pouvant par exemple avoir différentes interprétations des questions qui leur sont posées. Pour atténuer ce risque, des efforts ont été déployés pour assurer la validité des évaluations en utilisant des questions secondaires concernant d'autres pays dans le but d'éliminer le biais propre à chaque expert. Bien qu'il soit théoriquement possible grâce à ces efforts de procéder à une analyse quantitative entre les pays, les concepteurs de la V-Party expliquent dans l'extrait suivant qu'il reste difficile d'évaluer la présence de biais dans les réponses des experts (ce qu'ils appellent le *latent trait*):

Few experts have the ability to rate more than a few countries, and many justifiably do not feel comfortable providing judgments for countries other than their own. As a result, we currently lack the necessary overlapping observations to completely identify the scale of the latent trait cross-nationally (Pemstein et al. 2018).

Pour cette raison, les positions idéologiques des partis politiques de différents pays sont difficilement comparables entre elles. Compte tenu de cette limite méthodologique, la démarche analytique de ce travail propose plutôt d'analyser les *tendances* liées à la polarisation des pays, et non l'évolution du niveau absolu de polarisation idéologique de ceux-ci. Même si des analyses

statistiques comparant les données de la V-Party avec plusieurs autres bases de données ont permis d'en valider la qualité (Düpont et al. 2022), l'utilisation des tendances et non pas du niveau absolu de polarisation garantira une robustesse accrue des données utilisées. En d'autres mots, il sera impossible d'affirmer par exemple qu'un pays X est plus idéologiquement polarisé qu'un pays Y. L'analyse qui suit permettra plutôt d'affirmer qu'un pays X a connu une croissance plus forte de sa polarisation que les autres. Ce point est d'une importance capitale pour la bonne compréhension de l'analyse empirique.

Cette limite méthodologique a également pour conséquence de restreindre le nombre d'observations pouvant être considérées dans le calcul empirique des liens unissant les inégalités économiques et la polarisation idéologique. Il sera donc impossible de recourir à l'utilisation de régressions linéaires pour mener à bien ces analyses puisque seul un petit nombre d'observations seront disponibles pour effectuer les analyses statistiques des pays. Puisqu'elle requiert un nombre moins important d'observations, la corrélation linéaire sera donc utilisée pour l'ensemble des analyses de ce mémoire.

## **La construction de l'indice idéologique des partis politiques**

Contrairement à certaines autres bases de données, la V-Party n'inclut pas de variable unique résumant l'idéologie des partis politiques. Il est donc nécessaire de créer un indice composite synthétisant la position idéologique des partis politiques sur différents enjeux économiques et sociaux afin de quantifier l'évolution de leur polarisation idéologique. Pour ce faire, huit enjeux idéologiques de la V-Party pouvant facilement être placés sur l'axe idéologique gauche-droite ont été retenus pour résumer l'idéologie des partis politiques. Plus spécifiquement, les caractéristiques des partis politiques par rapport à l'immigration, aux droits LGBTQ+, à la supériorité culturelle, à la religion, à l'égalité homme-femme, au soutien des femmes sur le marché du travail, au positionnement économique gauche-droite et à l'État-providence ont toutes été retenues pour constituer ensemble l'indice de polarisation idéologique du travail. Le processus méthodologique utilisé pour construire l'indice de polarisation idéologique à partir des données de la V-Party est détaillé dans l'**Annexe A**, qui se trouve à la fin du travail.

Mentionnons ici simplement que cet indice est structuré sur une échelle allant de 0 à 2, où 0 indique une position centriste et 2 correspond à une polarisation extrême équivalente soit à l'extrême gauche ou à l'extrême droite. Ceci signifie que l'échelle de polarisation utilisée dans ce travail ne permet pas de différencier l'impact qu'ont les partis politiques de gauche et de droite sur la polarisation idéologique générale des pays analysés. L'indice de polarisation vise plutôt à donner

une vue d'ensemble du déploiement idéologique de tous les partis politiques par rapport au centre de l'axe gauche-droite.

Or, cet indice ne peut pas être utilisé à lui seul pour quantifier l'évolution de la polarisation idéologique des pays. Il est en effet primordial d'également prendre en compte le poids politique de chaque parti pour évaluer avec précision le niveau de polarisation d'un système de partis dans son ensemble. La prochaine section portera sur cette spécificité.

### **Le nombre effectif de partis et la polarisation idéologique**

Plusieurs travaux récents utilisent le pourcentage de votes obtenu lors d'une élection pour pondérer le score idéologique de chaque parti politique lors du calcul de l'indice de polarisation. Cette approche pose toutefois quelques problèmes méthodologiques, notamment parce que les résultats électoraux peuvent être influencés par des facteurs conjoncturels tels que des enjeux spécifiques, des personnalités charismatiques ou des événements politiques particuliers. De plus, l'utilisation du pourcentage de votes peut considérablement fausser le calcul de l'idéologie d'un parti politique en accentuant son degré d'extrémisme. Par exemple, si nous construisions un indice composite de polarisation basé sur le pourcentage de votes, un parti ayant obtenu 15 % des voix avec une idéologie de 1 sur l'échelle de polarisation aurait un score de 15, tandis qu'un parti ayant obtenu 40 % des voix avec une idéologie de 0,5 aurait un score supérieur de 20. Comme cet exemple le démontre, le pourcentage de voix obtenu par le deuxième parti a artificiellement augmenté son indice idéologique, alors qu'en réalité, il est moins extrémiste que le premier. Évidemment, certaines techniques statistiques permettent de limiter ce biais, mais celui-ci sera toujours présent à un degré moindre au sein de l'indice idéologique des pays. Afin de limiter l'influence de tels facteurs, la mesure du *nombre effectif de partis* (NEP) sera priorisée dans ce travail pour pondérer l'influence idéologique des partis politiques dans le calcul de la polarisation idéologique.

Cette notion, introduite pour la première fois par Laakso et Taagepera (1979), permet d'estimer le nombre de partis d'importance au sein d'un système de partis en se basant à la fois sur le nombre total de partis politiques et sur leur poids électoral. La formule suivante permet de calculer le NEP d'une société donnée :  $N = \frac{1}{\sum_{i=1}^n p_i^2}$ , où  $n$  représente le nombre de partis ayant obtenu au moins un vote et  $p_i^2$  représente le carré de la proportion de votes obtenus par chaque parti par rapport à l'ensemble des votes.

Prenons le temps d'illustrer l'opérationnalisation du NEP avec des exemples concrets en commençant avec le cas américain. Les États-Unis ont depuis maintenant plusieurs décennies un

NEP de 2, puisque le parti démocrate et le parti républicain recueillent ensemble une majorité écrasante de voix lors des élections nationales. Même s'il existe d'autres partis politiques aux États-Unis, leur taille en termes de pourcentage de voix obtenu est si petite qu'il est possible d'affirmer qu'il n'existe en pratique que deux partis au sein de ce système électoral. Le Canada avait quant à lui en 2019 un NEP de 3,8, ce qui signifie qu'en pratique les votes sont répartis entre quelques partis plus influents, sans toutefois uniquement profiter à deux grands partis englobants. À l'inverse, la Belgique avait à pareille date un NEP de 11,2. Ceci révèle alors que le système politique belge est hautement fracturé, notamment parce qu'un très grand nombre de partis se partagent les votes des électeurs et qu'aucune organisation politique principale ne ressort clairement du lot. Le nombre effectif de partis permet donc d'uniquement prendre en considération les partis politiques exerçant une certaine influence au sein de la vie politique d'un pays. Les micros partis qui, d'ailleurs, sont souvent beaucoup plus extrémistes que les partis mieux établis, sont donc délaissés dans le calcul du NEP ce qui permet de brosser un portrait plus global de l'état du système de partis d'un pays. Il est à noter que le NEP d'un pays peut varier d'une élection à l'autre selon le nombre de partis en lice et les fluctuations dans le pourcentage de voix recueillies par ceux-ci.

L'opérationnalisation du NEP dans le processus de pondération du poids idéologique des partis politiques est relativement simple. En effet, en arrondissant le NEP de chaque année électorale des pays à l'unité près, il est possible de déterminer combien de partis politiques majeurs devraient être considérés dans le calcul de la polarisation idéologique moyenne des pays. Par exemple, un NEP de 4,6 signifie que les cinq partis politiques ayant reçu le plus de voix devraient être considérés dans ledit calcul. Ne reste plus qu'à procéder à la moyenne des positions idéologiques de ces cinq partis politiques afin d'avoir un portrait global de l'idéologie politique au sein du pays. En répétant cette méthode pour chaque année électorale sur une période donnée, il est donc possible d'observer les tendances dans la polarisation idéologique des pays.

Bien évidemment, cette approche n'est pas sans faille, puisque l'utilisation du NEP implique que tous les partis politiques retenus auront un poids statistique égal dans le calcul de la moyenne de polarisation idéologique des pays. Cependant, dans les faits, certains partis politiques retenus dans le NEP auront manifestement plus de votes que d'autres. Cette problématique tendra à sous-estimer la force de la polarisation idéologique moyenne des pays, puisque les plus grands partis politiques sont souvent plus centristes que les partis obtenant moins de voix. Comme nous le verrons un peu plus loin, cette limite méthodologique ne semble toutefois pas affecter la détection des fluctuations de la polarisation au sein des pays visés par l'analyse empirique de ce travail. Reste

maintenant à spécifier quels pays seront inclus dans l'analyse statistique, après quoi il sera possible d'aborder et d'examiner en détail les premières analyses empiriques du travail.

### **La sélection de cas et la période analysée**

Quatre conditions ont été définies pour choisir les cas qui seront analysés dans ce travail. Premièrement, les cas sélectionnés devront être comparables entre eux pour pouvoir tirer des conclusions significatives. Puisque la polarisation idéologique est directement dépendante du processus démocratique des États et de l'évolution idéologique des partis politiques, tous les pays de l'échantillon devront être hautement démocratiques sur l'ensemble de la période temporelle analysée.

Deuxièmement, puisque ce mémoire vise à identifier une régularité entre l'augmentation des inégalités économiques et la polarisation idéologique transcendant les frontières nationales, il est nécessaire de diminuer le plus possible le nombre de variables qui pourraient exercer une influence sur la captation d'une telle relation statistique (Jenson et Gazibo 2015, 65). Pour ce faire, les pays analysés devront avoir un certain degré de similitude culturelle, économique et politique entre eux afin d'éviter, autant soit peu, l'influence des facteurs externes sur l'évolution de nos variables d'intérêt. Ainsi, en continuité avec le premier point, il est possible d'affirmer que seules des démocraties avancées devraient être considérées dans l'analyse. Bien qu'il existe une multitude de grandes différences culturelles et politiques entre les nations faisant partie de cette catégorie, il est possible, avec une perspective globale, d'affirmer que ces pays partagent certains traits fondamentaux comme l'attachement au libéralisme économique, à la démocratie et aux droits de l'homme.

Troisièmement, bien qu'il soit souhaitable d'avoir un haut degré d'homogénéité entre les cas qui composeront notre échantillon, une certaine différenciation entre eux peut également contribuer significativement à mettre en évidence une corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. En analysant à la fois des cas similaires et partiellement différents, certains facteurs statistiques qui sous-tendent une relation de corrélation peuvent être plus facilement observés et analysés (Ibid, 58). Dans cette optique, la sélection de cas devra inclure des nations démocratiquement avancées, mais qui présentent également des éléments particuliers en lien, par exemple, avec leur histoire récente ou leur situation géographique. Certains pays d'Europe de l'Est et d'Asie s'alignent particulièrement bien avec cette logique et seront donc pris en compte dans l'analyse.

Enfin, il est essentiel que les pays de l'échantillon disposent de suffisamment de données liées à leur niveau d'inégalité économique et de polarisation idéologique pour être retenues. Heureusement, puisque la SWIID et la V-Party sont des bases de données extrêmement complètes, la plupart des démocraties occidentales ont amplement de données pour être comprises dans notre analyse. Malgré tout, certains pays d'Amérique du Sud et d'Europe de l'Est ne disposent pas de données suffisantes concernant la polarisation idéologique dans la V-Party et ne pourront donc pas être pris en compte dans l'analyse.

Suivant ces quatre conditions de sélection, 34 pays ont été identifiés pour être inclus dans l'analyse statistique. Ainsi, mise à part la Bulgarie, Chypre, la Croatie et Malte, tous les pays de l'Union européenne (UE) seront pris en compte dans l'analyse. À ceux-ci s'ajoutent d'autres pays européens en dehors de l'UE, dont l'Islande, la Norvège, le Royaume-Uni et la Suisse. Le Canada et les États-Unis, de même que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et Israël seront également analysés. Enfin, la Corée et le Japon seront également inclus dans l'analyse puisqu'ils respectent l'ensemble des quatre critères élaborés plus haut.

La période temporelle analysée s'étalera quant à elle de 1970 à 2019. Deux contraintes méthodologiques expliquent ce choix. D'abord, les données disponibles concernant l'indice de Gini et, dans une moindre mesure, la polarisation idéologique se font beaucoup plus rares pour les années prédatant 1970. De même, les données de la V-Party utilisées pour construire l'indice de polarisation idéologique s'étendent au maximum jusqu'en 2019. Ensuite, comme de nombreux auteurs l'attestent, le début de l'augmentation des inégalités économiques suivant la période de relative stabilité de l'après-guerre semble avoir débuté aux alentours des années 1970 pour la quasi-totalité des pays occidentaux (Piketty 2019; Atkinson 2016; Milanovic 2016). Pour cette raison, il est pertinent de débiter notre analyse autour de cette période afin d'évaluer l'impact de l'augmentation de celles-ci. Il est à noter que l'analyse temporelle de l'ensemble des pays d'Europe de l'Est de l'échantillon débutera à la première élection postcommuniste de ces pays, c'est-à-dire aux alentours des années 1990<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Les données en lien avec l'évolution de la polarisation idéologique de l'Allemagne de l'Ouest ont toutefois été ajoutées aux données relatives aux élections prédatant 1990 pour obtenir un horizon temporel plus large pour l'Allemagne.



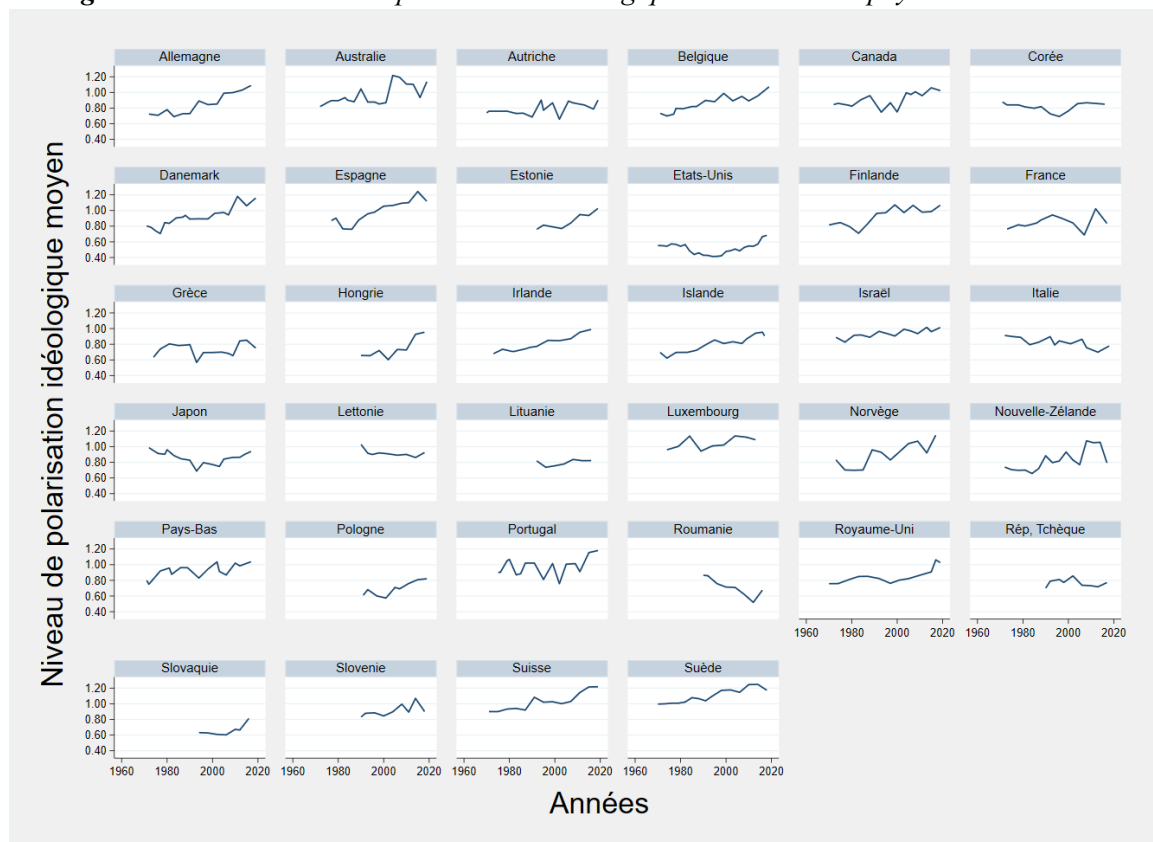
## Chapitre 3 – Analyses statistiques

Abordons donc dès maintenant la première analyse statistique du mémoire. L'objectif de cette section est d'établir une base empirique pour comprendre la relation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. Nous commencerons par examiner l'évolution statistique de la polarisation idéologique, puis nous croiserons cette variable avec des données relatives aux inégalités économiques afin d'obtenir nos premiers résultats. Un bref segment portant sur l'analyse de ces résultats sera ensuite présenté.

### Évolution statistique de l'indice de polarisation idéologique

Construite avec les données issues de la V-Party et de l'échelle de polarisation présentée précédemment, la **figure 4.1** résume l'évolution de la tendance idéologique des partis politiques des 34 démocraties avancées de notre échantillon.

*Figure 4.1 – Évolution de la polarisation idéologique au sein des 34 pays de l'échantillon*



Source: V-Party.

Au premier coup d'œil, il est évident qu'une polarisation généralisée à la grande majorité des pays est en marche depuis quelques décennies. Certains pays, comme l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne ou encore l'Islande semblent d'ailleurs suivre une tendance claire vers une

polarisation idéologique graduelle de leurs principaux partis politiques. D'autres pays semblent au contraire suivre une tendance inverse vers une dépoliarisation idéologique généralisée comme c'est le cas pour l'Italie, la Lettonie et la Roumanie. Enfin, quelques États démontrent une relative stabilité de l'idéologie médiane de leurs partis, comme c'est le cas pour la Corée du Sud, la France et la République tchèque.

Afin de bien cerner la portée des changements idéologiques au sein des pays analysés, il est pertinent d'analyser les résultats statistiques du **tableau 4.1** qui détaille la différence du niveau de polarisation idéologique moyen entre la première et la dernière année de l'échantillon électoral de chaque pays. Comme les données l'indiquent, seul six des 34 pays de l'échantillon ont connu une décroissance ou une stagnation de la polarisation idéologique de leurs principaux partis au cours de la période analysée. Les pays ayant une croissance positive de leur polarisation idéologique ont quant à eux connu en moyenne une augmentation de 0,17 point sur l'échelle de polarisation idéologique de la V-Party. Parmi ceux-ci, l'Allemagne est la nation qui ressort comme s'étant le plus polarisée depuis le début de la période d'analyse avec 0,37 point, suivi de près par le Danemark avec 0,36 point.

**Tableau 4.1** – Évolution de la polarisation idéologique des 34 pays de l'échantillon entre la première et la dernière année électorale analysée

<i>Pays</i>	<i>Différence idéologique</i>	<i>Pays</i>	<i>Différence idéologique</i>	<i>Pays</i>	<i>Différence idéologique</i>
Allemagne	0,37	Grèce	0,12	N. - Zélande	0,05
Australie	0,32	Hongrie	0,30	Pays-Bas	0,24
Autriche	0,16	Irlande	0,31	Pologne	0,21
Belgique	0,34	Islande	0,21	Portugal	0,28
Canada	0,18	Israël	0,12	Roumanie	-0,19
Corée	-0,03	Italie	-0,13	Royaume-Uni	0,27
Danemark	0,36	Japon	-0,05	Slovaquie	0,27
Espagne	0,24	Lettonie	-0,11	Slovénie	0,07
Estonie	0,27	Lituanie	0,00	Suède	0,18
États-Unis	0,13	Luxembourg	0,13	Suisse	0,32
Finlande	0,25	Norvège	0,32	Tchéquie	0,07
France	0,07				

*Source: V-Party.*

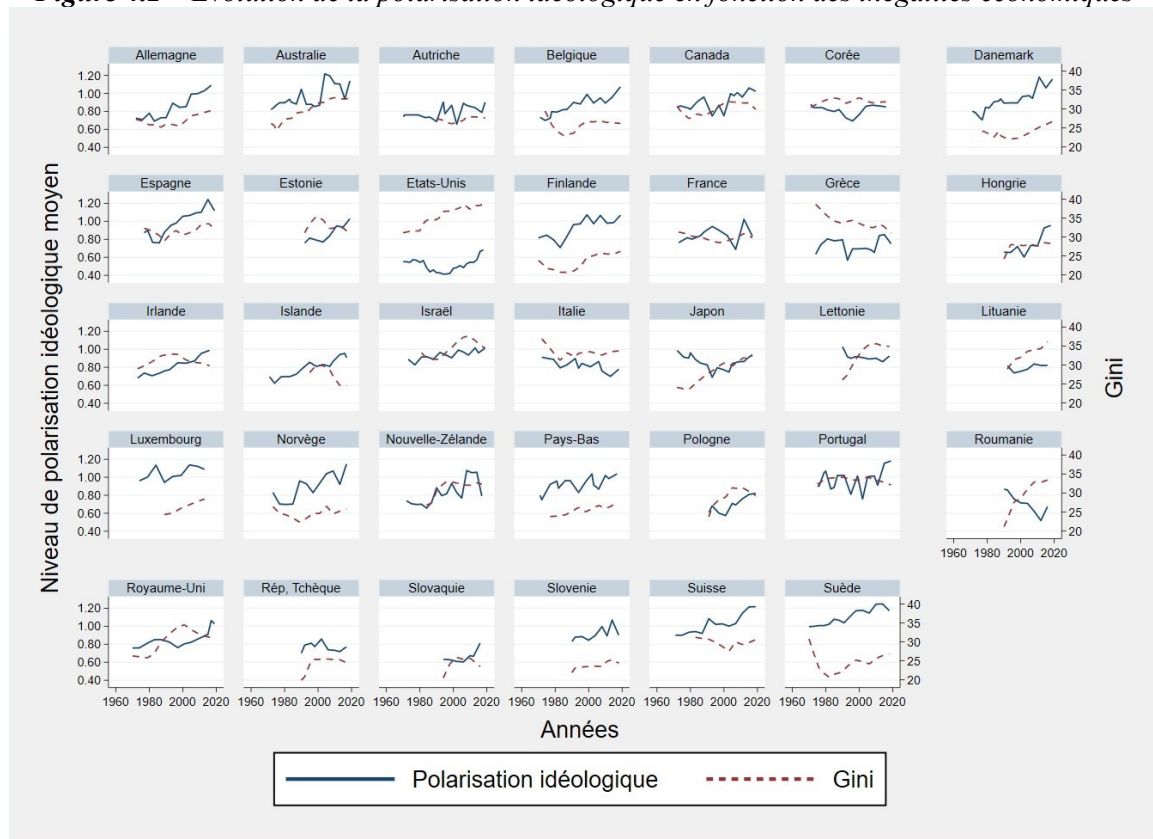
Ces données s'alignent donc presque parfaitement avec la littérature scientifique récente portant sur la polarisation idéologique des démocraties avancées (Casal Bértoa et Rama 2021; Dalton 2021). L'importante concordance empirique entre ces travaux et l'indice de polarisation idéologique mis au point dans ce travail permet par ailleurs de conclure qu'il s'agit d'une mesure robuste et pertinente. Suivant ce constat, il est possible de se baser avec confiance sur ces données

pour évaluer l'existence d'une corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique au sein des pays de notre analyse.

## Corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique

La **figure 4.2** présente graphiquement la relation statistique entre les inégalités économiques et le niveau moyen de l'idéologie des principaux partis politiques des 34 pays visés. Un premier constat évident se dégage en observant simplement les tendances de ces deux variables. Il semble en effet que la polarisation idéologique et les inégalités économiques sont corrélées uniquement dans certains pays. Si des États comme le Danemark et l'Espagne semblent bel et bien présenter une tendance claire vers l'auto-influence de nos deux variables d'intérêt, d'autres États, comme la Roumanie et la Lettonie, présentent quant à eux des résultats contraires.

**Figure 4.2** – Évolution de la polarisation idéologique en fonction des inégalités économiques



Source: V-Party et SWIID.

Pour approfondir ces observations, il est toutefois nécessaire d'évaluer le lien statistique entre nos variables. Quelques points relatifs à cette démarche doivent toutefois être soulevés avant

d'en présenter les résultats. Le **tableau 4.2** résume les résultats de la corrélation<sup>6</sup> entre nos deux variables d'intérêt.

**Tableau 4.2 – Résultats des corrélations entre l'indice de polarisation idéologique (interpolé) et l'indice de Gini pour trois périodes temporelles**

Pays	1970 - 2019			1980 - 2019			1990 - 2019		
	Coefficient de corr.	Valeur p	N	Coefficient de corr.	Valeur p	N	Coefficient de corr.	Valeur p	N
Allemagne	<b>0.8113*</b>	0.0000	46	<b>0.9188*</b>	0.0000	38	<b>0.9132*</b>	0.0000	28
Australie	<b>0.6831*</b>	0.0000	48	<b>0.6370*</b>	0.0000	40	<b>0.5839*</b>	0.0007	30
Autriche				0.1518	0.3991	33	0.3160	0.0889	30
Belgique	0.1440	0.3397	46	<b>0.7139*</b>	0.0000	40	0.3517	0.0566	30
Canada	<b>0.4630*</b>	0.0009	48	<b>0.4167*</b>	0.0075	40	<b>0.5336*</b>	0.0024	30
Corée	<b>-0.3299*</b>	0.0252	46	-0.1726	0.3071	37	-0.2410	0.2259	27
Danemark	<b>0.6667*</b>	0.0000	44	<b>0.8617*</b>	0.0000	40	<b>0.9113*</b>	0.0000	30
Espagne	<b>0.5098*</b>	0.0005	43	<b>0.5597*</b>	0.0002	40	<b>0.7050*</b>	0.0000	30
Estonie							<b>-0.6732*</b>	0.0001	28
États-Unis	-0.0532	0.7165	49	<b>0.3306*</b>	0.0398	39	<b>0.7153*</b>	0.0000	29
Finlande	<b>0.8004*</b>	0.0000	50	<b>0.8132*</b>	0.0000	40	<b>0.6180*</b>	0.0003	30
France	-0.2825	0.0601	45	-0.0250	0.8815	38	0.0961	0.6265	28
Grèce	-0.1600	0.2882	46	-0.0142	0.9306	40	<b>-0.3904*</b>	0.0329	30
Hongrie							<b>0.4444*</b>	0.0157	29
Irlande	-0.0827	0.5934	44	<b>-0.5588*</b>	0.0003	37	<b>-0.8955*</b>	0.0000	27
Islande							<b>-0.9151*</b>	0.0000	26
Israël	<b>0.5104*</b>	0.0007	41	<b>0.5926*</b>	0.0001	40	0.3292	0.0757	30
Italie	0.2600	0.0776	47	<b>-0.4421*</b>	0.0048	39	<b>-0.5873*</b>	0.0008	29
Japon	<b>-0.4326*</b>	0.0027	46	-0.1260	0.4510	38	<b>0.7492*</b>	0.0000	28
Lettonie							<b>-0.7396*</b>	0.0000	29
Lituanie							<b>0.5573*</b>	0.0038	25
Luxembourg				<b>0.7882*</b>	0.0000	29	<b>0.8779*</b>	0.0000	24
Norvège	0.2904	0.0530	45	<b>0.4367*</b>	0.0061	38	<b>0.4469*</b>	0.0171	28
N. - Zélande				<b>0.6442*</b>	0.0000	36	-0.0814	0.6804	28
Pays-Bas	0.1750	0.2737	41	0.1582	0.3427	38	0.1850	0.3458	28
Pologne							<b>0.4590*</b>	0.0122	29
Portugal	<b>-0.4073*</b>	0.0055	45	<b>-0.5282*</b>	0.0005	40	<b>-0.5923*</b>	0.0006	30
Roumanie							<b>-0.9129*</b>	0.0000	27
Royaume-Uni	0.1749	0.2245	50	-0.2493	0.1208	40	<b>-0.9129*</b>	0.0000	30
Slovaquie							-0.1988	0.3631	23
Slovénie							<b>0.7235*</b>	0.0000	29
Suisse				-0.1782	0.2711	40	<b>0.4656*</b>	0.0095	30
Suède	<b>0.3660*</b>	0.0097	49	<b>0.9161*</b>	0.0000	39	<b>0.8461*</b>	0.0000	29
Tchéquie							0.1001	0.1749	28

Note: Pour certaines sections des deux premières périodes de l'analyse, les données sur la polarisation idéologique ou sur l'indice de Gini sont absentes, ce qui explique les cases vides. \* =  $p < 0,05$ . Source : V-Party et SWIID.

<sup>6</sup> Le coefficient de corrélation mesure la relation entre deux variables et indique dans quelle mesure la variation d'une variable peut être expliquée par la variation d'une autre variable. En se rapprochant soit de la valeur de -1 ou de +1, un coefficient de corrélation élevé indique la présence d'une relation linéaire étroite entre les variables, où un changement pour l'une d'elles est généralement accompagné par un changement similaire pour l'autre. Il est toutefois essentiel de mentionner que la corrélation ne garantit en aucun cas que les variations d'une variable X sont la résultante des variations d'une variable Y. En fait, une corrélation peut très bien être induite par l'influence d'une ou de plusieurs autres variables qui ne sont pas incluses dans l'analyse statistique. Qui plus est, une corrélation statistiquement significative ne constitue en aucun cas une preuve de causalité entre les variables analysées. Au mieux, une corrélation peut uniquement indiquer qu'il est possible que la variable X influence la variable Y.

Afin de maximiser le potentiel explicatif de l'analyse empirique, celle-ci a été divisée en trois périodes temporelles différentes. Ce choix se justifie par l'existence d'importantes fluctuations statistiques affectant aussi bien l'évolution des inégalités économiques que les transformations du niveau moyen de polarisation idéologique des pays de l'échantillon. Ainsi, puisque de grandes variations présentes par exemple durant les années 1970 peuvent affecter la captation d'une corrélation statistiquement significative entre nos deux variables d'intérêt, il est pertinent d'évaluer si l'élimination de ce type de période plus instable permet de parfaire l'observation de liens statistiques.

De plus, puisque les corrélations peuvent être très instables lorsqu'elles se basent sur un petit nombre d'observations, la variable de la polarisation idéologique a été consolidée à l'aide d'une interpolation linéaire. L'interpolation consiste à déterminer de nouvelles valeurs intermédiaires à partir d'une série statistique qui présente des valeurs espacées de manière irrégulière. En augmentant artificiellement le nombre d'observations du modèle à l'aide d'une interpolation, il est donc possible d'augmenter la puissance statistique de l'analyse. Puisque la SWIID offre des séries ininterrompues de données sur les inégalités de revenu des ménages, seules les données relatives à la polarisation idéologique ont été interpolées dans l'analyse ci-dessus. Cette démarche permet de prendre en considération environ trois fois plus d'observations pour chaque pays de l'analyse et n'introduit aucun biais statistique dans l'analyse.

Compte tenu de ces spécificités méthodologiques, il est possible de débiter l'analyse des résultats exposés dans le **tableau 4.2**. Mentionnons en premier lieu que 29 pays sur les 34 États de l'échantillon présentent un coefficient de corrélation statistiquement significatif dans au moins une des trois périodes de l'analyse. La proportion de pays présentant une relation statistiquement significative entre nos deux variables d'intérêt augmente également entre chaque période temporelle, passant de 55 % pour la période de 1970-2019 à 66 % en 1980-2019 pour finalement aboutir à 73,5 % pour la période finale de 1990-2019. Cette tendance semble donc indiquer que nous assistons à une cristallisation de plus en plus claire de la relation positive ou négative liant les inégalités économiques et la polarisation idéologique au sein des pays de l'échantillon. En croisant les résultats du **tableau 4.2** et de la **figure 4.2**, il est possible de remarquer que 40 % des pays de l'échantillon présentent une relation statistique croissante et significative entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique entre 1970-2020. Cette proportion s'élève ensuite pour atteindre 54 % pour la seconde période temporelle de 1980-2020 et redescend ensuite à 47 % en 1990-2020. Ainsi, en moyenne, la moitié des 34 États de l'analyse sont caractérisés par une

croissance conjointe des inégalités économiques et de la polarisation idéologique au cours des dernières décennies.

À l'inverse, il est important de mentionner que 11 pays de l'échantillon ont un coefficient de corrélation négatif et statistiquement significatif dans au moins une des trois périodes observées. Il est également intéressant de remarquer qu'aucun pays d'Europe de l'Est ne présente des résultats portant à croire qu'il existe une interaction statistique significative, positive et croissante entre les inégalités économiques et leur polarisation idéologique. La diversité des résultats obtenus indique donc clairement que le lien entre ces deux variables est particulièrement complexe et que chaque pays tend à réagir différemment aux chocs politiques et économiques qui les frappent.

Bref, même si la très grande majorité des 34 pays de notre échantillon présentent une tendance claire à l'augmentation de la polarisation idéologique, seule environ la moitié d'entre eux présentent une corrélation statistiquement significative entre l'indice de Gini du revenu des ménages et la polarisation idéologique. Certains pays de l'échantillon ont également obtenu des coefficients négatifs et significatifs, indiquant que dans certains cas les inégalités et la polarisation semblent se rebuter mutuellement. Enfin, tous les ex-pays communistes ont soit un coefficient de corrélation négatif et significatif ou ne révèlent aucune corrélation du tout. Face à ces constats, il est possible de partiellement confirmer l'hypothèse **H1**.

Afin d'approfondir ces résultats préliminaires et d'évaluer si des variables tierces influencent l'évolution conjointe des inégalités économiques et de la polarisation idéologique, les sections suivantes visent à tester le potentiel explicatif des quatre théories développées plus haut en introduisant différentes variables qui y sont liées. Débutons dès maintenant cette démarche analytique en examinant le potentiel explicatif de la théorie de l'indignation politique.

## **Première analyse statistique: la théorie de l'indignation politique**

En combinant la thèse de la privation relative et la thèse des « perdants » de la modernisation, la théorie de l'indignation politique affirme que l'augmentation des inégalités économiques au sein des démocraties avancées devrait produire un engouement de la part des populations moins nanties pour les politiques anti-immigration. La montée en popularité de telles politiques provoquerait au final un glissement idéologique des partis de la droite vers la droite en plus de favoriser l'émergence de partis d'extrême-droite. Pour tester cette logique, il est d'abord

nécessaire d'évaluer s'il existe bel et bien une relation statistique entre l'opposition à l'immigration et les inégalités économiques.

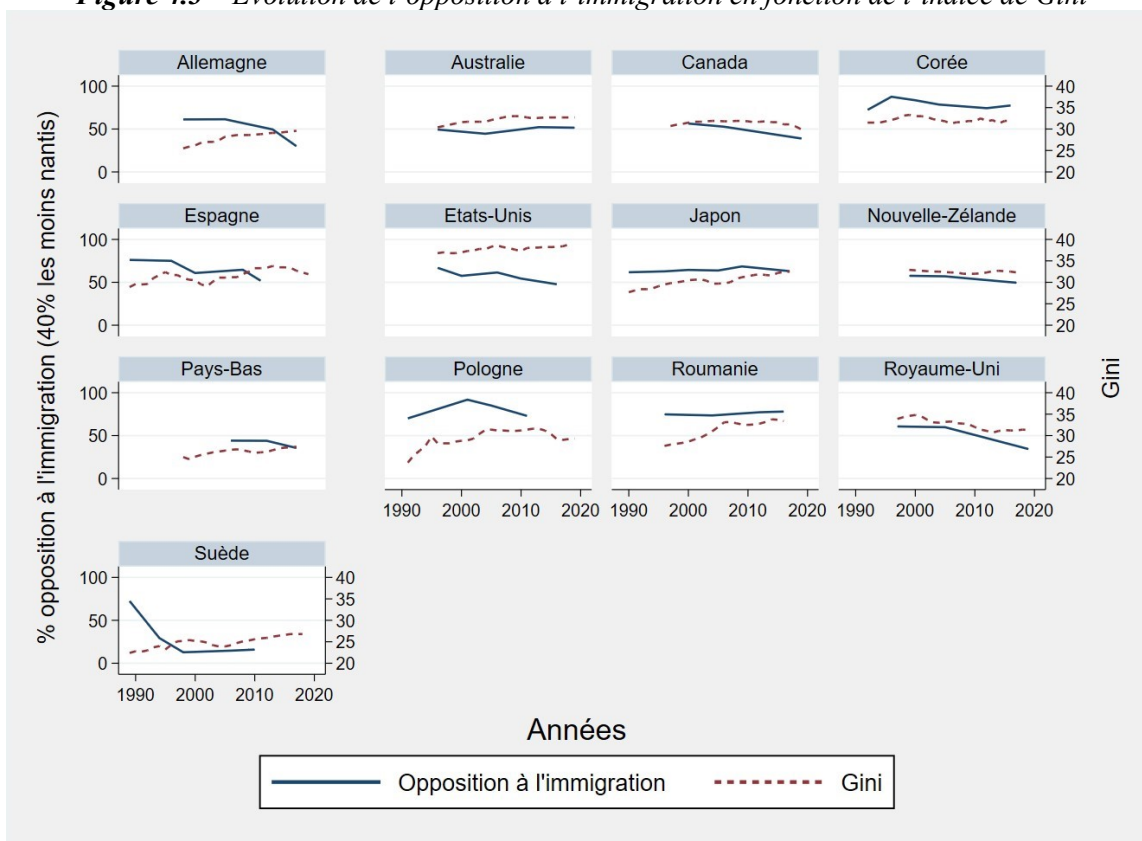
Puisque nous avons déjà une base de données regroupant les informations nécessaires pour quantifier l'évolution du niveau d'inégalité économique des pays de notre analyse, il est uniquement nécessaire de créer une variable portant sur la perception de l'immigration des électeurs pour mener à bien cette analyse statistique. Ces informations seront tirées des bases de données du *World Values Survey* (WVS), un projet comparatif international visant à mesurer l'évolution des valeurs et des croyances à travers le monde. En plus d'évaluer la position individuelle des électeurs des pays de l'analyse vis-à-vis de l'immigration, le WVS recueille également des informations sur le revenu annuel des répondants. La combinaison de ces informations permettra d'observer l'évolution des sentiments anti-immigration au fil du temps et de comparer les préférences des individus en fonction de leur revenu. Pour représenter l'inclinaison idéologique des citoyens à faible revenu ou faisant partie de la classe moyenne inférieure, le degré d'opposition à l'immigration économique parmi les individus situés dans les deux premiers quintiles de revenu des pays analysés sera retenu. La méthodologie complète relative à la construction de l'indice d'opposition à l'immigration est présentée dans l'**Annexe B**.

Il est toutefois important de mentionner ici deux limites empiriques importantes du WVS qui réduiront la portée de l'analyse de la théorie de l'indignation politique. Premièrement, les données portant spécifiquement sur l'opposition à l'immigration ne remontent au maximum qu'au début des années 1990, ce qui limite la période temporelle de notre analyse. Deuxièmement, les sondages du WVS ont seulement été menés dans 13 des 34 pays de l'échantillon de notre analyse statistique. Seuls ces pays pourront donc être considérés dans l'analyse de la théorie. Compte tenu de ces limites, voyons maintenant s'il existe une relation statistique croissante entre l'opposition à l'immigration et les inégalités économiques comme prédit par la théorie de l'indignation politique.

## **L'opposition à l'immigration et les inégalités économiques**

Débutons donc notre analyse en portant notre attention sur la **figure 4.3** représentant graphiquement la relation entre l'opposition à l'immigration des électeurs les 40 % les moins nantis et l'indice de Gini.

**Figure 4.3 – Évolution de l'opposition à l'immigration en fonction de l'indice de Gini**



Source: CSES et SWIID.

En observant l'évolution de la courbe liée à l'opposition à l'immigration, il ressort de cette analyse que les répondants de la plupart des pays sont devenus au fil du temps de plus en plus tolérants face à cet enjeu. En effet, aucun pays de l'échantillon ne semble avoir connu une hausse de l'opposition à l'immigration de la part des citoyens les moins nantis. Au mieux, il est possible de remarquer que seuls trois pays, soit l'Australie, le Japon et la Roumanie, semblent présenter une certaine stabilité dans la position des électeurs les moins nantis face à cet enjeu. Au contraire, d'autres pays, comme l'Allemagne ou la Suède, ont connu une dépréciation claire de l'opposition à l'immigration. Ces observations initiales vont donc à l'inverse de la logique de la théorie de l'indignation politique, puisque les sentiments anti-immigration semblent avoir diminué depuis le début de la période analysée. Qui plus est, la hausse des inégalités semble au premier coup d'œil évoluer indépendamment du sentiment anti-immigration des moins nantis.

Pour valider ces observations initiales, il est important de se rapporter aux résultats de l'analyse de corrélation linéaire développée dans le **tableau 4.3**. Il est à noter que le nombre très restreint de données provenant du WVS a nécessité d'interpoler la variable de l'opposition à l'immigration pour obtenir des résultats statistiquement significatifs.



**Tableau 4.3** – Résultats de la corrélation entre l'opposition à l'immigration des 40 % les moins nantis (interpolé) et les variations de l'indice de Gini

<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>
Allemagne	<b>-0.7349*</b>	0.0002	20
Australie	<b>0.4326*</b>	0.0348	24
Canada	<b>0.7005*</b>	0.0006	20
Corée	<b>0.6265*</b>	0.0008	25
Espagne	-0.3876	0.0676	23
États-Unis	<b>-0.5475*</b>	0.0102	21
Japon	<b>0.6321*</b>	0.0003	28
N. - Zélande	0.2101	0.3879	19
Pays-Bas	<b>-0.8542*</b>	0.0004	12
Pologne	0.3341	0.1388	21
Roumanie	<b>0.6815*</b>	0.0007	21
Royaume-Uni	<b>0.8787*</b>	0.0000	23
Suède	<b>-0.8410*</b>	0.0000	22

Note: \* =  $p < 0,05$ . Source : CSES et SWIID.

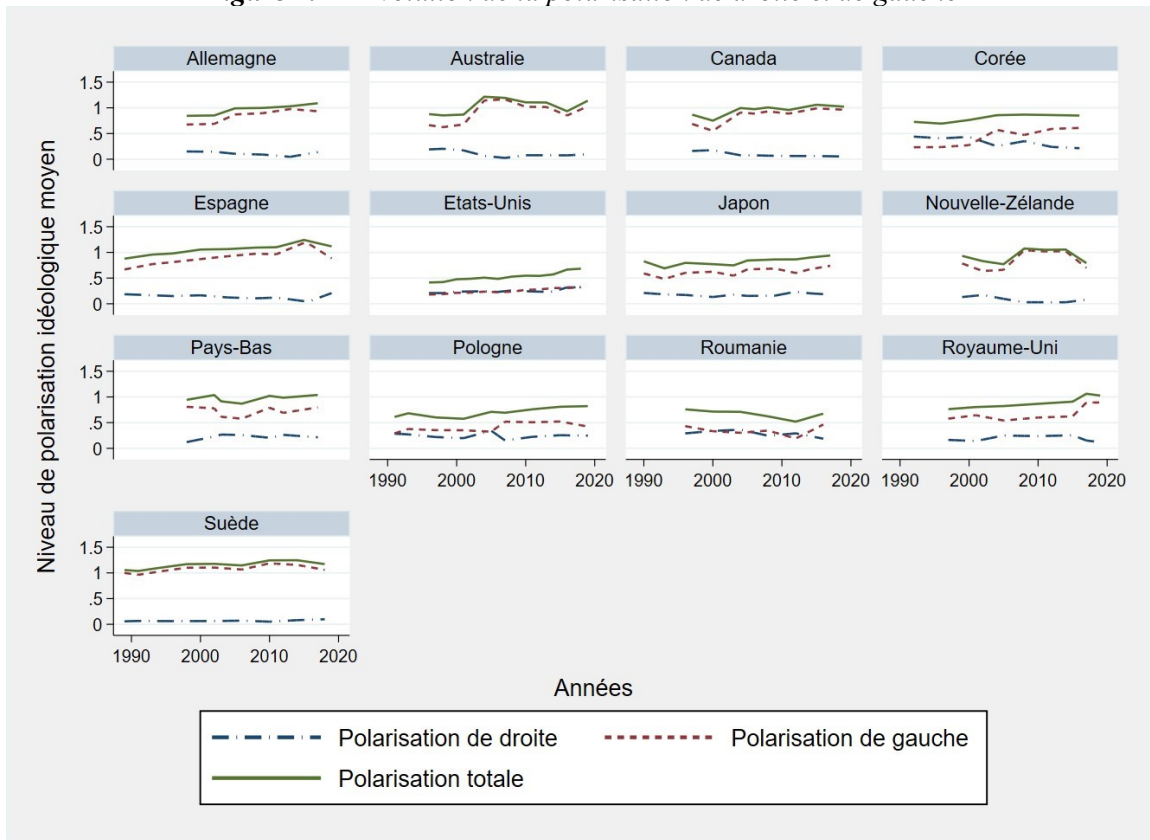
Ces résultats permettent de conclure que quatre États présentent une relation négative et significative allant à l'encontre des attentes découlant de la théorie de l'indignation politique et que trois autres ne démontrent aucune relation claire. Six pays ont un coefficient de corrélation positif indiquant que l'opposition à l'immigration évolue dans le même sens que les inégalités économiques. Il faut toutefois éviter de s'empresse à sauter à la conclusion que la théorie de l'indignation politique s'en trouve confirmée. En effet, si nous nous

rapportons à l'évolution graphique (**figure 4.3**) des tendances dépeintes dans le **tableau 4.3**, il devient clair que certains de ces pays présentent une prédisposition à la *diminution* conjointe des deux variables. Par exemple, le Royaume-Uni exhibe un coefficient de corrélation positif et significatif dû à la décroissance commune de l'hostilité envers l'immigration et de l'indice de Gini, ce qui invalide clairement les prémisses de la théorie explicative. Face à ce constat, seuls trois pays semblent suivre, du moins partiellement, l'évolution statistique attendue, soit l'Australie, le Japon et la Roumanie. Il reste malgré tout difficile de soutenir que l'augmentation des inégalités économiques ait produit une réponse politique plus défavorable à l'immigration de la part des citoyens moins nantis, puisqu'aucune augmentation importante de la variable de l'hostilité à l'immigration n'est observable au sein de ces trois pays.

## La fragmentation de l'indice de polarisation idéologique

Afin de définitivement invalider le potentiel explicatif de la première théorie, il reste nécessaire d'évaluer si les sentiments anti-immigration des répondants sont statistiquement liés à une « droitisation » des systèmes de partis des pays de l'échantillon. Pour ce faire, il est nécessaire d'isoler l'influence de la « gauchisation » et de la « droitisation » des partis politiques sur la variation de l'indice de polarisation idéologique qui, jusqu'à maintenant, regroupait ensemble ces deux tendances pour en évaluer les fluctuations. La **figure 4.4** permet de visualiser ces évolutions.

**Figure 4.4 – Évolution de la polarisation de droite et de gauche**



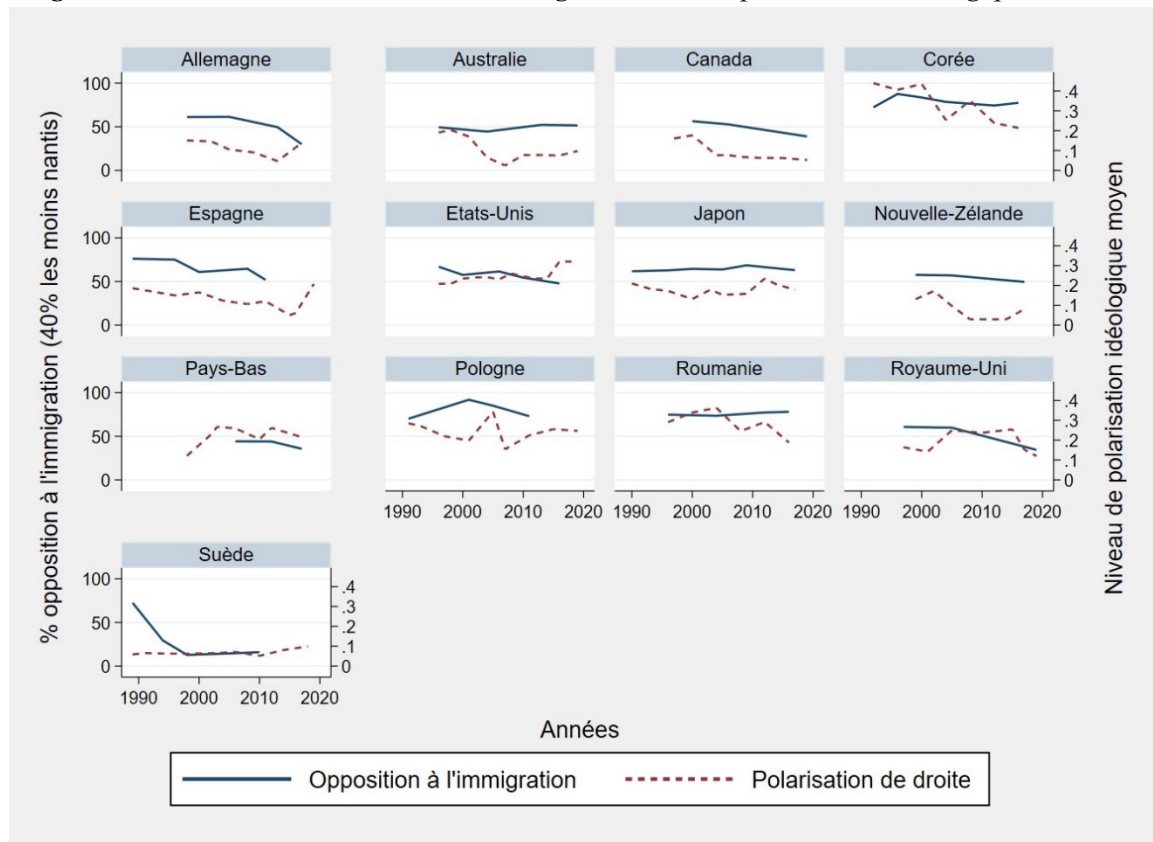
Source: V-Party.

Il est particulièrement important de mentionner ici que les fluctuations des courbes de polarisation de droite et de gauche affichées dans la **figure 4.4** ne correspondent pas aux tendances idéologiques des *partis* de droite et de gauche, mais bien aux tendances de *l'ensemble* du système de partis des pays. En effet, plusieurs partis politiques de l'échantillon peuvent à la fois avoir des positions penchant légèrement à gauche sur certains enjeux et à droite sur d'autres. En prenant en compte ces fluctuations idéologiques à l'intérieur des partis politiques, il est possible de brosser un portrait plus global de l'évolution de la polarisation idéologique dans les pays visés. L'**Annexe A** offre plus d'informations sur la décortication de l'indice de polarisation idéologique.

Il est surprenant de constater que les données graphiques de la **figure 4.4** exposent une tendance au renforcement graduel de la polarisation de gauche pour l'ensemble des pays analysés. Ces résultats indiquent en outre que l'augmentation de l'indice de polarisation idéologique de ces États est majoritairement due à une adhésion à des idées de gauche plus radicales par les partis politiques, et non au renforcement des positions idéologiques de droite, ce qui contredit clairement la logique de la théorie de l'indignation politique. La **figure 4.5** présentée ci-dessous confirme ces

observations en croisant graphiquement l'évolution de la polarisation idéologique de droite et le ressentiment anti-immigration pour les pays visés.

**Figure 4.5** – Évolution de l'hostilité à l'immigration et de la polarisation idéologique de droite



Source: CSES et V-Party.

Aucun des 13 pays de l'échantillon ne semble présenter une relation de corrélation positive et croissante entre l'opposition à l'immigration des citoyens moins nantis et la « droitisation » des systèmes de partis. En interpolant les données relatives à la polarisation de droite et à l'opposition à l'immigration, le **tableau 4.4** ci-dessous confirme statistiquement ces observations.

**Tableau 4.4** – Résultats de la corrélation entre l'opposition à l'immigration des 40 % moins nantis (interpolé) et les variations de la polarisation idéologique de droite (interpolé)

Pays	Coefficient de corr.	Valeur p	N	Pays	Coefficient de corr.	Valeur p	N
Allemagne	0.2871	0.2197	20	N. - Zélande	<b>0.6822*</b>	0.0013	19
Australie	-0.1198	0.5772	24	Pays-Bas	0.3287	0.2968	12
Canada	<b>0.7390*</b>	0.0002	20	Pologne	-0.0962	0.6782	21
Corée	<b>0.5726*</b>	0.0028	25	Roumanie	<b>-0.8740*</b>	0.0000	21
Espagne	<b>0.7146*</b>	0.0001	23	Royaume-Uni	0.0273	0.9017	23
États-Unis	<b>-0.7045*</b>	0.0004	21	Suède	-0.1396	0.5356	22

Note: \* =  $p < 0,05$ . Source : CSES et V-Party.

Il apparaît d'abord que sept pays de l'échantillon ne présentent aucune relation de corrélation significative. Qui plus est, deux États avec des coefficients de corrélation négatif et statistiquement significatif vont également au contraire de la logique de la théorie. Enfin, même si cinq pays de l'échantillon présentent une relation de corrélation positive et significative, aucune de celles-ci ne repose sur la croissance commune de l'opposition à l'immigration et la « droitisation » des systèmes de partis, comme le démontre la **figure 4.5**.

## Conclusion et analyse des résultats

La théorie de l'indignation politique prédisait que l'augmentation des inégalités économiques inciterait les partis de droite à se « droitiser » pour capter une plus grande part de vote anti-immigration et provoquerait une montée en popularité des partis de l'extrême-droite. Les résultats découlant de l'analyse conjointe des opinions des électeurs sur le sujet et de l'augmentation de l'indice de Gini semblent toutefois indiquer qu'il n'existe aucune corrélation claire entre ces deux variables. Qui plus est, l'opposition à l'immigration de cette tranche de la population n'est pas statistiquement liée à l'augmentation de la polarisation asymétrique de droite pour aucun des pays analysés. Ces résultats permettent d'infirmer la logique de la théorie de l'indignation politique telle que conçue par Runciman (1966) et Betz (1994), du moins pour les 13 pays pour lesquelles des statistiques en lien avec l'opposition à l'immigration étaient disponibles. L'hypothèse **H2** est donc invalidée.

L'argument contraire récemment émis par certains auteurs comme Proaño, Peña et Saalfeld (2022) et Santana et Rama (2018) qui affirment que l'augmentation des inégalités économiques dans le contexte de l'économie mondialisée profite plus largement aux partis de gauche semble donc être plus probable. Les données obtenues dans l'analyse statistique de cette section et présentées dans la **figure 4.4** pourraient en effet indiquer que les individus les moins nantis seraient portés à soutenir des politiques plus fortes à gauche en réponse à la hausse des inégalités plutôt que de rediriger leur ressentiment vers les étrangers. Il est toutefois important de souligner que les données tout juste présentées n'invalident pas la montée en influence de partis populistes anti-immigration dans plusieurs pays démocratiques avancés. La décomposition de l'indice de polarisation idéologique souligne simplement que la croissance de l'extrême droite semble avoir un poids relativement faible lorsqu'on la compare à la tendance vers la « gauchisation » qui semble toucher beaucoup plus de partis politiques depuis quelques décennies.

## Seconde analyse statistique: la théorie du conflit politique

Passons maintenant à l'analyse statistique de la théorie du conflit politique. Celle-ci, rappelons-le, prédit qu'une augmentation des inégalités économiques provoquerait un accroissement de la participation électorale des citoyens moins nantis. Ce vote protestataire viserait entre autres à soutenir des politiques plus radicales à gauche visant à redistribuer plus fortement les richesses et, plus largement, à diminuer le différentiel de pouvoir économique entre les divers groupes sociaux. Ainsi, logiquement, les partis politiques auraient tendance à se « gauchiser » afin de capter une partie de ces votes ce qui ferait augmenter l'indice de polarisation idéologique dans le long terme.

Pour tester la validité de cette théorie, il est d'abord nécessaire d'évaluer l'évolution de la participation électorale des moins nantis en fonction de l'accroissement de l'indice de Gini de la SWIID. Il sera également subséquentment nécessaire d'estimer la propension des partis politiques à se « gauchiser » en fonction de la participation électorale des individus les plus pauvres et les plus enclins à soutenir des politiques fiscales plus extrêmes. Bien que nous disposions déjà des variables concernant les inégalités économiques et l'évolution de la polarisation idéologique de gauche, il est toutefois essentiel de créer une nouvelle variable permettant d'apprécier l'évolution de la participation électorale des citoyens en fonction de leurs revenus pour mener à bien ces deux analyses.

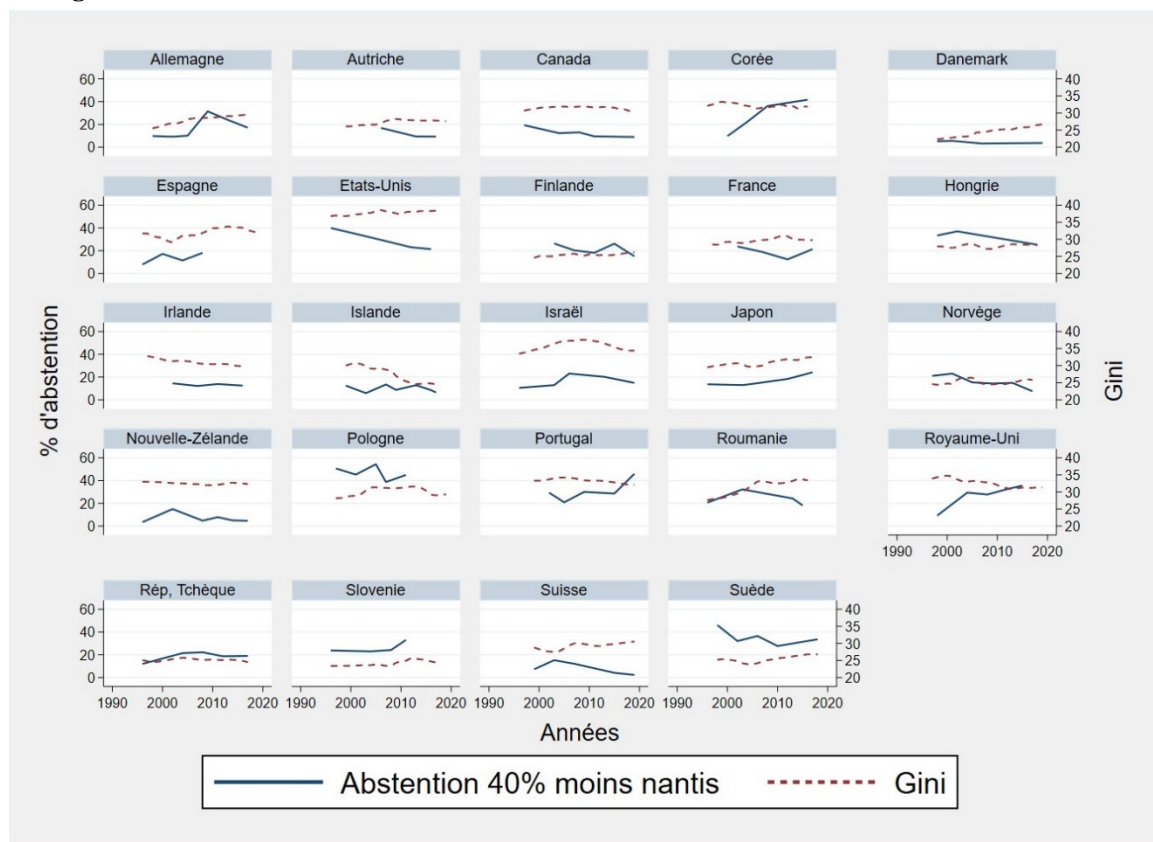
Pour ce faire, les données du *Comparative Study of Electoral Systems* (CSES) seront utilisées. Le CSES est un projet de recherche international spécifiquement conçu pour les analyses comparatives et qui vise à étudier les systèmes électoraux, les comportements électoraux et les résultats des élections dans différentes démocraties du monde. Les informations du CSES sont le produit de cinq vagues d'enquêtes d'opinion publique menées au sein d'une multitude de pays depuis 1996. Cette base de données est particulièrement pertinente pour ce travail, puisqu'elle recense également le revenu des répondants ayant participé à ces sondages. Ainsi, tout comme dans la première analyse statistique portant sur la théorie de l'indignation politique, les réponses des répondants des deux premiers quintiles de revenu de chaque pays pourront être retenues pour représenter empiriquement la participation électorale des moins nantis. L'indice statistique qui en découle repose donc sur la proportion de répondants de cette tranche de revenu affirmant s'être abstenu lors des dernières élections législatives ayant eu lieu dans leurs États. L'**Annexe C** offre plus de détails méthodologiques liés à l'opérationnalisation des données du CSES.

Il est important de noter que le CSES ne dispose de données que pour une partie des États de notre échantillon total de 34 pays. Ainsi, seuls 24 pays seront analysés dans cette section. De plus, l’horizon temporel de l’analyse est limité par la disponibilité des données du CSES et couvrira uniquement la période 1996-2019. Ces deux limites méthodologiques ne risquent toutefois pas d’affecter significativement l’analyse qui suit puisque cet échantillon spatial et temporel reste suffisamment diversifié pour pouvoir mener une analyse comparative robuste.

## L’abstentionnisme des plus pauvres et la hausse des inégalités économiques

Débutons notre analyse en évaluant si l’augmentation des inégalités économiques s’accompagne d’une croissance de la participation électorale des moins nantis. La **figure 4.6** illustre graphiquement l’évolution conjointe de ces deux variables au sein des 24 pays du CSES.

**Figure 4.6** – Évolution du taux d’abstention des 40% les moins nantis et de l’indice de Gini



Source: CSES et SWIID.

Si nous portons tout d’abord notre attention sur le taux d’abstention des 40 % les moins nantis, il est possible de remarquer que les données du CSES semblent en sous-estimer considérablement le niveau. En effet, en réalité, d’innombrables statistiques démontrent

unanimement que le taux d'abstention électorale est beaucoup plus élevé pour la quasi-totalité des pays de l'échantillon et atteint même la barre des 50 % pour certains d'entre eux (OCDE 2019). Mais comment expliquer ces divergences statistiques majeures ? En fait, la sous-estimation de l'abstentionnisme est un phénomène récurrent et bien connu dans la recherche quantitative en science sociale. Dans un article abordant spécifiquement cette problématique méthodologique, DeBell et al. (2020) expliquent que ce phénomène est généralisable à l'ensemble des bases de données construites, comme le CSES, à partir de sondages. Pour ces auteurs, plusieurs facteurs liés à ce type de design méthodologique comme le type d'entrevues ou la formulation des questions peuvent expliquer l'émergence de ce biais. Qui plus est, un article de Bernstein, Chadha et Montjoy (2001) avance que les individus les plus pauvres sont parmi les plus susceptibles de mentir sur ce type de questionnement en indiquant faussement qu'ils ont participé aux dernières élections nationales.

En fin de compte, toutes les sources portant sur ce biais méthodologique s'accordent pour affirmer que la sous-estimation du taux d'abstentionnisme dans les démocraties occidentales est un phénomène généralisable et temporellement invariable qui découle spécifiquement des enquêtes de sondages publiques. Ceci signifie que même si le niveau d'abstentionnisme de la **figure 4.6** ne constitue pas à lui seul un bon indicateur de la participation électorale, la tendance à long terme vers l'augmentation ou la diminution de cette variable reste, elle, plus probablement fidèle aux variations qui ont effectivement lieu au sein des États analysés.

Ainsi, pour confirmer la pertinence explicative de la théorie du conflit politique, les graphiques de la figure ci-dessus doivent uniquement présenter une tendance à la diminution de l'abstention des électeurs les moins fortunés accompagnée d'une augmentation de l'indice de Gini. Un premier coup d'œil permet d'affirmer directement que quelques pays de l'échantillon semblent exhiber une évolution statistique de la sorte. C'est le cas notamment du Danemark, des États-Unis, de la France ou encore de la Suède. À l'inverse, d'autres États, comme la Corée et le Portugal, semblent suivre la tendance inverse où la diminution de l'indice de Gini s'accompagne d'une augmentation de l'abstentionnisme des moins nantis.

Pour mieux comprendre ces résultats hétéroclites, il est nécessaire de se rapporter à l'analyse de corrélation des variables de la **figure 4.6**. Puisque les données du CSES documentent le niveau d'abstention des électeurs moins nantis pour un maximum de six dates par pays, il a été nécessaire de procéder encore une fois à une interpolation des données afin d'augmenter le nombre d'observations. Le **tableau 4.5** résume les résultats de ces corrélations linéaires.

**Tableau 4.5 – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et l'indice de Gini**

<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>	<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>
Allemagne	<b>0.7291*</b>	0.0003	20	Israël	<b>0.8220*</b>	0.0000	24
Autriche	-0.3559	0.2562	12	Japon	<b>0.8928*</b>	0.0000	22
Canada	-0.0086	0.9690	23	Norvège	-0.2920	0.1990	21
Corée	<b>-0.7040*</b>	0.0016	17	N. - Zélande	0.1166	0.6053	22
Danemark	<b>-0.8128*</b>	0.0000	22	Pologne	-0.2739	0.3233	15
Espagne	-0.2625	0.3862	13	Portugal	<b>-0.9045*</b>	0.0000	18
États-Unis	<b>-0.7890*</b>	0.0000	21	Roumanie	<b>0.8733*</b>	0.0000	17
Finlande	<b>-0.5683*</b>	0.0173	17	Royaume-Uni	0.0053	0.9817	21
France	<b>-0.9154*</b>	0.0000	16	Slovénie	<b>0.9259*</b>	0.0000	16
Hongrie	-0.3765	0.0925	21	Suisse	-0.3391	0.1326	21
Irlande	0.4778	0.0716	15	Suède	<b>-0.9309*</b>	0.0000	21
Islande	-0.1002	0.6832	19	Tchéquie	<b>0.5635*</b>	0.0149	18

Note: \* =  $p < 0,05$ . Source : CSES et SWIID.

Celui-ci dévoile tout d'abord qu'aucune tendance statistique généralisable et clairement identifiable ne ressort de l'analyse. Près de la moitié des pays de l'échantillon n'ont en outre aucun résultat statistiquement significatif. Parmi les nations restantes, six d'entre elles ont un coefficient de corrélation positif indiquant que le taux d'abstentionnisme des plus pauvres et l'indice de Gini évoluent parallèlement, suivant soit une tendance croissante ou décroissante. Ces résultats vont donc à l'inverse de la logique de la théorie du conflit politique qui prédit plutôt qu'un coefficient de corrélation négatif devrait ressortir de l'analyse puisque l'abstentionnisme est censé diminuer lorsque l'indice de Gini augmente. Quelques résultats semblent toutefois suivre cette logique, alors que sept pays de l'analyse ont à la fois un coefficient de corrélation négatif et statistiquement significatif. Or, comme mentionné précédemment, il est essentiel de se rapporter à l'évolution graphique des données, présentées dans le **figure 4.6**, pour bel et bien confirmer que ces coefficients rapportent l'évolution statistique attendue.

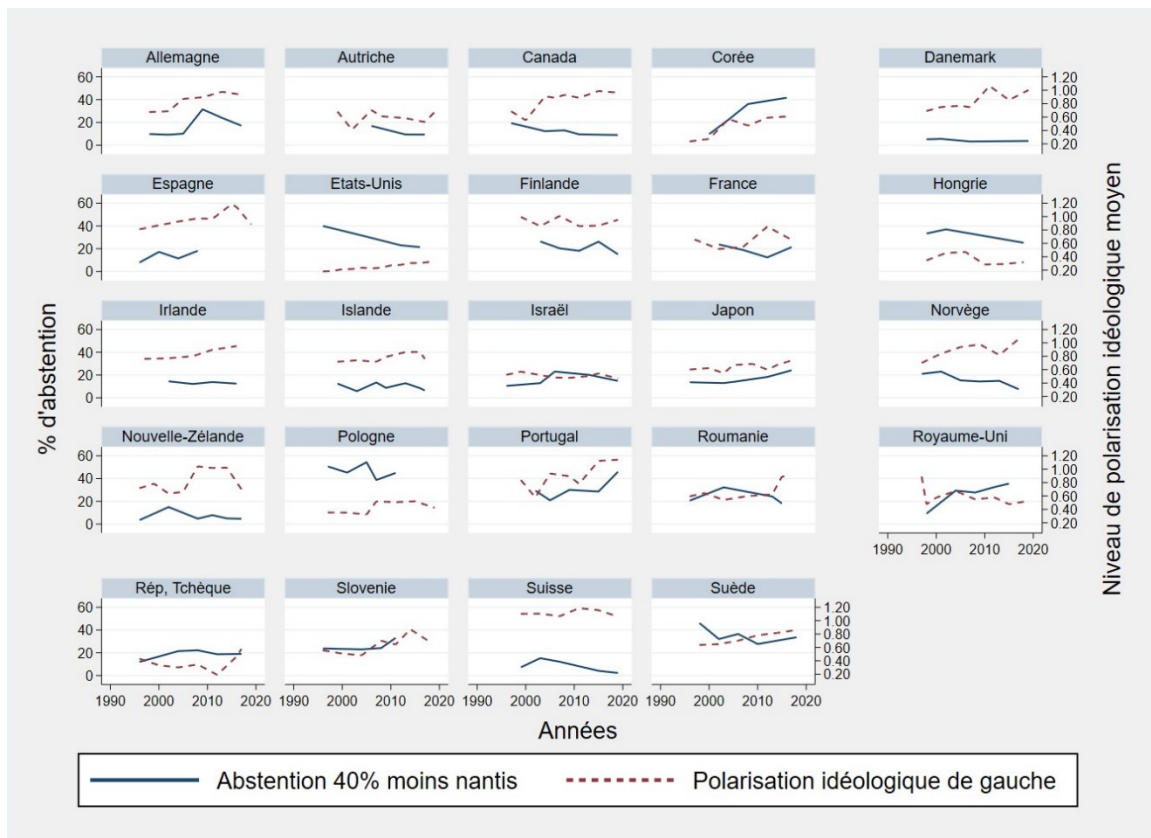
Ainsi, il est possible d'affirmer que le Danemark, les États-Unis, la Finlande, la France et la Suède sont les seuls pays exhibant des résultats s'alignant avec les arguments de la théorie du conflit politique. Au contraire, même s'ils ont obtenu des coefficients de corrélation significatifs et négatifs, il est impossible de considérer que la Corée et le Portugal s'alignent avec la logique de la théorie, puisqu'ils connaissent tous deux une diminution de leur indice de Gini s'accompagnant d'une augmentation de l'abstention électorale des populations plus économiquement vulnérables. En tout, 20 % des pays de l'analyse semblent, pour l'instant, confirmer la logique de la théorie du conflit politique. Mentionnons également que tous ces pays ont un coefficient de corrélation relativement élevé. Ceci pourrait signifier que les pays dans lesquelles la théorie du conflit politique s'est enracinée connaissent une augmentation de la participation électorale des électeurs moins riches fortement proportionnelle à la croissance des inégalités économiques.



## Une « gauchisation » idéologique ?

La théorie du conflit politique ne se limite toutefois pas à faire des prédictions sur l'implication politique des électeurs moins nantis. Souvenons-nous que le cœur de cette théorie repose sur la contestation politique des inégalités économiques et, par extension, sur la « gauchisation » des partis de gauche. Il est donc crucial d'évaluer s'il existe une relation statistique entre le niveau d'abstention des électeurs moins lotis, d'une part, et la « gauchisation » idéologique des systèmes de partis en réponse à cette demande électorale, de l'autre. Pour ce faire, les données du CSES relatives à l'abstention électorale seront réutilisées conjointement aux données sur la croissance de la polarisation idéologique de gauche présentées dans la section portant sur l'analyse de la théorie de l'indignation politique. La **figure 4.7** présente donc pour une nouvelle fois une représentation graphique permettant d'évaluer l'évolution de ces variables.

**Figure 4.7** – Évolution du taux d'abstention des 40% les moins nantis et de la polarisation idéologique de gauche



Source: CSES et V-Party.

Comme mentionné précédemment, il est intéressant de remarquer qu'une « gauchisation » idéologique des systèmes de partis semble avoir lieu dans la grande majorité des pays de l'analyse. Cette tendance générale pourrait appuyer la validité du processus théorique proposé par Meltzer et Richard (1981). Soulignons toutefois que ce mouvement ne semble pas nécessairement s'accompagner d'une diminution du taux d'abstention des électeurs les 40 % les plus pauvres.

**Tableau 4.6** – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et la polarisation idéologique de gauche (interpolé)

<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>	<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>
Allemagne	<b>0.7791*</b>	0.0001	20	Israël	<b>-0.7260*</b>	0.0001	24
Autriche	<b>0.9135*</b>	0.0000	12	Japon	<b>0.7182*</b>	0.0002	22
Canada	<b>-0.8910*</b>	0.0000	23	Norvège	<b>-0.8014*</b>	0.0000	21
Corée	<b>0.8225*</b>	0.0001	17	N. - Zélande	<b>-0.5771*</b>	0.0049	22
Danemark	<b>-0.6956*</b>	0.0003	22	Pologne	<b>-0.8605*</b>	0.0000	15
Espagne	<b>0.6088*</b>	0.0272	13	Portugal	<b>0.5467*</b>	0.0189	18
États-Unis	<b>-0.9670*</b>	0.0000	21	Roumanie	<b>-0.5873*</b>	0.0132	17
Finlande	-0.4155	0.0972	17	Royaume-Uni	<b>-0.6559*</b>	0.0012	21
France	<b>-0.8813*</b>	0.0000	16	Slovénie	<b>0.6137*</b>	0.0114	16
Hongrie	<b>0.8267*</b>	0.0000	21	Suisse	<b>-0.6612*</b>	0.0011	21
Irlande	-0.2508	0.3672	15	Suède	-0.2904	0.2016	21
Islande	0.1496	0.5410	19	Tchéquie	0.1114	0.6599	18

Note: \* =  $p < 0,05$ . Source: CSES et V-Party.

En analysant les coefficients de corrélation du **tableau 4.6** liés à ces représentations graphiques, il est possible de noter que 19 des 24 États de l'analyse présentent une relation significative et relativement solide entre la radicalisation à gauche des partis politiques et la variation des inégalités économiques. La situation est néanmoins plus complexe qu'elle n'y paraît, car huit de ces pays présentent des coefficients de corrélation positifs, indiquant qu'il existe une relation statistiquement significative contraire aux attentes empiriques découlant de la théorie du conflit politique. Parmi les pays restants, 11 d'entre eux arborent un coefficient négatif, suggérant potentiellement qu'une diminution de l'abstention électorale des plus pauvres est associée à une augmentation de l'indice de polarisation idéologique.

Afin de vérifier si ces pays suivent bel et bien cette logique, il est nécessaire de se rapporter à l'évolution statistique illustrée dans la **figure 4.7**. En croisant ces informations, il est possible de conclure que le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la Pologne, le Royaume-Uni et la Suisse présentent des tendances statistiques conformes à la théorie du conflit politique. En revanche, même s'ils présentent un coefficient de corrélation statistiquement significatif et négatif, Israël et la Roumanie semblent suivre une tendance inversée à celle recherchée alors que l'augmentation de l'abstention des électeurs plus pauvres s'accompagne d'une diminution de la polarisation idéologique de gauche. Neuf des 24 pays de cette

seconde analyse confirment donc qu'il existe probablement un lien statistique entre la diminution de l'abstentionnisme des moins nantis et la polarisation idéologique de gauche.

Malgré tout, seuls trois pays de l'échantillon présentent une tendance statistique allant dans le sens de la théorie à la fois dans l'analyse de la relation de l'abstentionnisme et de l'indice de Gini et dans l'analyse portant sur la polarisation idéologique de gauche. Ces pays sont le Danemark, les États-Unis et la France et représentent ensemble seulement 12,5 % des pays de l'échantillon.

## **Conclusion et analyse des résultats**

En conclusion, dans la plupart des cas, les données ne démontrent pas l'existence d'une corrélation significative entre l'évolution de la participation électorale des moins nantis et l'indice de Gini. De même, la relation entre l'abstentionnisme et la polarisation idéologique de gauche au sein des systèmes de partis reste souvent incertaine, bien que certains pays aient démontré des tendances conformes à la théorie du conflit politique. Compte tenu du fait qu'un nombre relativement restreint de nations présentent des résultats allant dans le sens de la théorie du conflit politique, il est maintenant possible d'affirmer que l'hypothèse **H3** est en grande partie infirmée. Rappelons que les limites méthodologiques liées à la base de données du CSES et plus largement associées aux sondages portant sur la participation électorale peuvent affecter la captation de résultats allant dans le sens de la théorie et contribuer à l'infirmité de l'hypothèse.

Cependant, contrairement aux résultats de l'analyse portant sur la théorie de l'indignation politique, certains succès empiriques découlent de la présente analyse statistique. Si seulement trois pays de l'échantillon total de 24 nations présentent des résultats s'alignant avec la théorie du conflit politique, 11 d'entre eux ont obtenu au moins un coefficient de corrélation s'alignant avec la théorie. En d'autres mots, 46 % des pays de l'échantillon présentent au moins une corrélation statistiquement significative allant dans le sens de la théorie. Si de tels résultats ne permettent évidemment pas de confirmer l'hypothèse **H3**, il reste néanmoins plausible qu'une certaine interaction entre la participation électorale des plus pauvres et leurs préférences politiques puisse permettre d'expliquer en partie la relation liant les inégalités économiques à la croissance de la polarisation idéologique. Ces résultats s'accordent donc partiellement avec ceux présentés par Polacko (2022).

Ces données sont d'autant plus remarquables qu'elles semblent concerner des pays très variés, notamment en ce qui concerne le rôle et l'ampleur de l'État-providence. Il est frappant de constater que le Danemark et les États-Unis, deux pays ayant des approches opposées en matière de redistribution des revenus, se retrouvent parmi les nations présentant une évolution politico-

économique qui correspond le mieux à la théorie du conflit. Ces résultats pourraient indiquer que les populations les plus économiquement vulnérables peuvent être portées à participer plus fortement dans les élections nationales et revendiquer plus de redistribution économique indépendamment du type d'État-providence caractérisant leur État. Par conséquent, puisque la logique politique de la théorie du conflit politique n'est pas uniquement observable au sein d'un groupe de pays relativement similaires, le potentiel explicatif de celle-ci s'en trouve augmenté.

En dépit de ces observations, il est crucial de réaffirmer que les résultats de l'analyse ci-dessus n'apportent pas de soutien probant à la théorie du conflit politique. Ces résultats pourraient toutefois indiquer que la théorie du pouvoir relatif, avec sa logique contraire à la théorie du conflit politique, offrirait de meilleurs outils analytiques pour comprendre la relation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. Par conséquent, il est essentiel de poursuivre notre analyse pour évaluer le potentiel explicatif de cette troisième théorie.

### **Troisième analyse statistique: la théorie du pouvoir relatif**

Si la théorie du conflit politique présupposait que l'augmentation des inégalités économiques motiverait les électeurs plus pauvres à s'impliquer politiquement, la théorie du pouvoir relatif prétend tout le contraire. Comme nous l'avons expliqué précédemment, cette théorie suggère que l'accroissement des disparités de revenus favorise l'émergence d'une classe sociale puissante et extrêmement riche qui influencerait les démocraties avancées à se polariser davantage vers la droite. La « droitisation » accrue de ces États serait donc la résultante d'une cristallisation d'un déséquilibre électoral en faveur des plus riches où les partis politiques cherchent à courtiser les électeurs aisés en adoptant des politiques plus conservatrices. Tout comme nous l'avons fait précédemment, il convient de diviser l'évaluation de la pertinence de cette théorie explicative en deux analyses empiriques distinctes, en commençant premièrement par évaluer le lien statistique entre la participation électorale des individus les plus pauvres et l'indice de Gini.

### **La participation électorale des moins nantis dans la perspective du pouvoir relatif**

Débutons la présente analyse en portant à nouveau notre attention sur l'évolution de la participation électorale des moins nantis et les inégalités économiques. Pour se faire, il convient de réutiliser les données de la **figure 4.6** et du **tableau 4.5** présentées précédemment dans le cadre de l'analyse de la théorie du conflit politique. Cependant, pour confirmer la prémisse de la théorie du

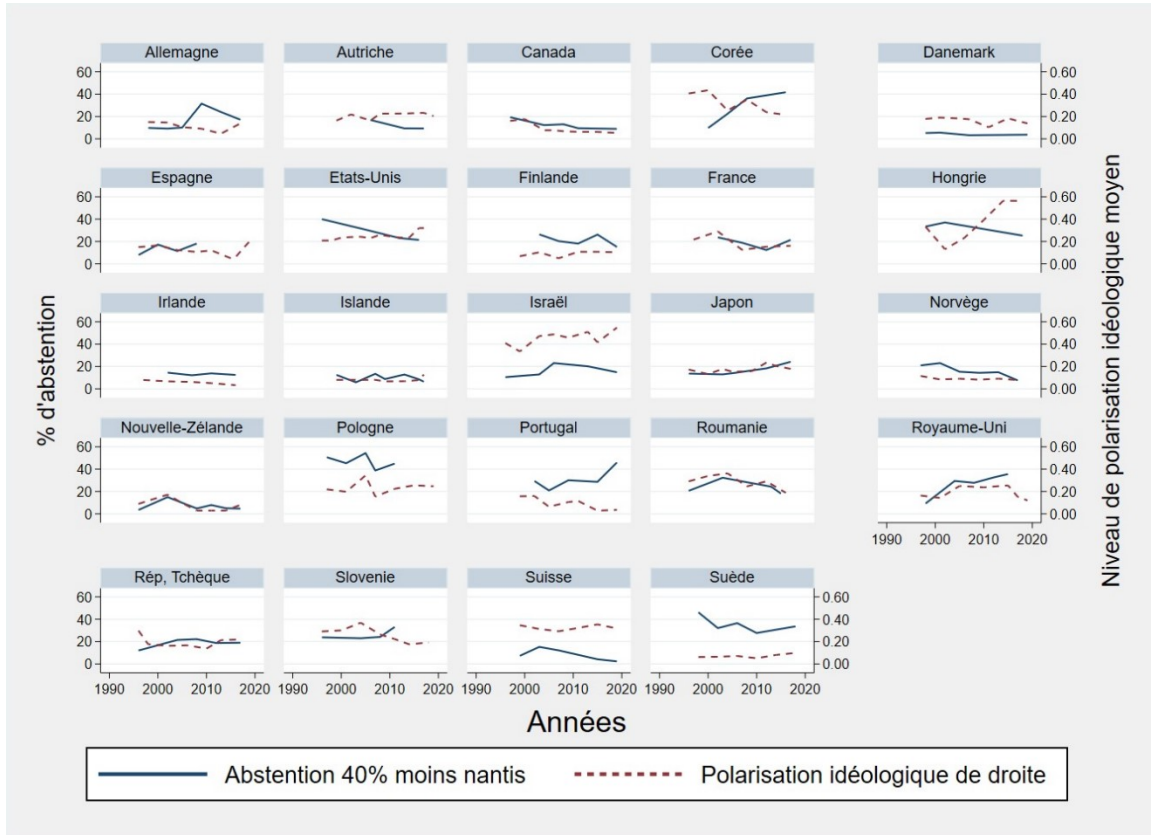
pouvoir relatif, il est cette fois-ci essentiel de retrouver dans ces données une hausse simultanée de l'abstentionnisme des plus pauvres et de l'indice de Gini. Alors que nous recherchions auparavant un coefficient de corrélation négatif pour confirmer la logique de la théorie du conflit politique, l'objectif est dorénavant d'identifier si certains pays de cette même analyse présentent des coefficients de corrélation positifs qui soutiendraient la théorie du pouvoir relatif. L'existence d'une telle relation constituerait un premier indice indiquant que les inégalités économiques entraînent une désaffection politique chez les électeurs moins riches et contribuerait à la concentration de l'influence politique entre les mains des plus nantis.

Une analyse du **tableau 4.5** permet de conclure que parmi les 24 pays de l'échantillon, seulement six présentent un coefficient de corrélation statistiquement significatif et positif. En utilisant à nouveau la **figure 4.6** pour mieux décoder ces relations statistiques, il ressort que seuls l'Allemagne et le Japon présentent une tendance statistique croissante conforme à la théorie du pouvoir relatif où l'augmentation de l'abstention des 40 % les moins nantis se produit conjointement à une croissance de l'indice de Gini. Les quatre autres pays présentant une relation positive et significative peuvent quant à eux difficilement rentrer dans le moule de cette théorie puisqu'ils présentent d'importantes variations entre ces deux variables au cours de la période temporelle analysée, suggérant que d'autres facteurs pourraient être en jeu. Ces résultats préliminaires indiquent donc que dans la grande majorité des pays analysés, la hausse des inégalités économiques ne semble pas provoquer une apathie politique grandissante chez les électeurs plus pauvres, contredisant donc directement la logique de la théorie du pouvoir relatif.

## **L'abstentionnisme des moins nantis et la polarisation idéologique de droite**

Ces premiers résultats sont donc de mauvais augure pour la théorie du pouvoir relatif. Toutefois, afin d'évaluer plus en profondeur si le potentiel explicatif de celle-ci est bel et bien caduc, il convient de passer dès maintenant à la deuxième analyse statistique de la théorie. Analogue à la seconde démarche empirique présentée dans la section portant sur la théorie du conflit politique, l'analyse qui suit vise à évaluer si la croissance de l'abstention des moins nantis s'accompagne d'un renforcement de la polarisation de la droite idéologique. Pour être conformes aux prédictions de la théorie du pouvoir relatif, nos deux variables d'intérêt doivent donc connaître une évolution positive et croissante. La **figure 4.8** présente graphiquement les relations de corrélation entre ces deux variables pour les 24 pays de l'échantillon du CSES.

**Figure 4.8** – Évolution du taux d'abstention des 40% les moins nantis et de la polarisation idéologique de droite



Source: CSES et V-Party.

Un premier coup d'œil permet de conclure assez clairement qu'il ne semble pas y avoir de lien statistique clair et généralisable à tous les pays de l'échantillon. Seuls quelques rares pays, tels que le Japon et le Royaume-Uni, semblent présenter la relation croissante anticipée. Il reste toutefois que la croissance de l'abstention des 40 % les moins nantis dans ces pays est relativement faible, ce qui mine la plausibilité de l'existence d'une relation statistique directe entre l'indifférence électorale et la polarisation idéologique de droite. Pour confirmer ces observations, il est pertinent de se référer dès maintenant au **tableau 4.7**.

**Tableau 4.7** – Résultats de la corrélation entre le taux d'abstention des 40% les moins nantis (interpolé) et la polarisation idéologique de droite (interpolé)

<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>	<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>
Allemagne	<b>-0.8156*</b>	0.0000	20	Israël	<b>0.6249*</b>	0.0011	24
Autriche	<b>-0.7760*</b>	0.0030	12	Japon	<b>0.6398*</b>	0.0013	22
Canada	<b>0.9250*</b>	0.0000	23	Norvège	<b>0.5877*</b>	0.0051	21
Corée	<b>-0.7437*</b>	0.0006	17	N. - Zélande	<b>0.7726*</b>	0.0000	22
Danemark	<b>0.6492*</b>	0.0011	22	Pologne	<b>0.8612*</b>	0.0000	15
Espagne	-0.2457	0.4184	13	Portugal	-0.4505	0.0606	18
États-Unis	<b>-0.6767*</b>	0.0008	21	Roumanie	-0.1471	0.5731	17
Finlande	0.0888	0.7347	17	Royaume-Uni	<b>0.6466*</b>	0.0015	21
France	<b>0.7083*</b>	0.0021	16	Slovénie	<b>-0.8000*</b>	0.0002	16
Hongrie	<b>-0.9811*</b>	0.0000	21	Suisse	0.0172	0.9409	21
Irlande	0.3331	0.2250	15	Suède	<b>-0.6430*</b>	0.0017	21
Islande	<b>-0.4632*</b>	0.0458	19	Tchéquie	<b>-0.6547*</b>	0.0032	18

Note: \* =  $p < 0,05$ . Source : CSES et V-Party.

Comme ces données l'indiquent, neuf des pays de l'analyse présentent un coefficient de corrélation significatif et positif. En se rapportant au **tableau 4.7**, il est cependant possible d'affirmer que seul trois de ceux-ci présentent une relation positive entre l'abstention des plus pauvres et la polarisation idéologique de droite. Ces trois pays sont Israël, le Japon et le Royaume-Uni. Les autres pays ayant des coefficients de corrélation positifs comme le Canada ou la Nouvelle-Zélande ont donc plutôt tendance à connaître une décroissance similaire des deux variables de l'analyse, infirmant directement la théorie du pouvoir relatif.

## Conclusion et résumé des résultats

En tout, seuls quatre pays de l'échantillon présentent une tendance statistique s'alignant avec les principes de la théorie du pouvoir relatif dans au moins une des deux analyses ci-dessus. Le Japon est par ailleurs la seule des nations analysées qui présente une tendance conforme aux prédictions de la théorie du pouvoir relatif, tant en termes d'inégalités que de polarisation idéologique de droite. Une étude portant sur l'influence considérable des riches électeurs japonais sur les attitudes idéologiques des partis politiques du pays pourrait d'ailleurs permettre d'expliquer pourquoi celui-ci est le seul de l'échantillon à suivre la logique de la théorie du pouvoir relatif. Miyamoto et al. (2018) expliquent en effet que les Japonais plus riches et mieux éduqués ont tendance, plus que dans toute autre nation, à penser que leurs opinions reflètent celles de leurs concitoyens et à user de leur influence au nom du bien commun. Appliquée au contexte de cette analyse, il est plausible que les riches électeurs japonais soient particulièrement portés à influencer et à « droitiser » la politique nationale en pensant qu'ils représentent l'intérêt de l'ensemble de la population. Ce phénomène serait finalement renforcé par l'augmentation de l'abstentionnisme des électeurs les plus pauvres. Même si le texte de Miyamoto et al. (2018) permet de mieux comprendre

le cas spécifique du Japon, les résultats obtenus suite aux deux courtes analyses présentées ci-dessus restent peu concluants et ne permettent pas d'avancer que la théorie du pouvoir relatif a un potentiel explicatif intéressant dans le contexte de l'étude des inégalités économiques et de la polarisation idéologique. Faute de preuves empiriques, il est donc nécessaire d'infirmer l'hypothèse **H4** et la logique de la théorie du pouvoir relatif.

Naturellement, les mêmes limites méthodologiques présentées dans la section précédente qui sont inhérentes aux sondages portant sur la participation électorale s'appliquent également aux résultats liés à la théorie du pluralisme polarisant. Il est donc possible que certains pays de l'échantillon ne présentent pas de relation statistique significative en raison de ce biais. Il reste toutefois improbable que ce biais méthodologique s'applique de manière équivalente à la quasi-totalité des pays, ce qui peut confirmer que celui-ci ne joue pas un rôle central dans l'invalidation de la théorie. Qui plus est, comme il le fut exposé précédemment, l'indice de polarisation idéologique issu de la V-Party démontre qu'une part importante de la polarisation des pays de l'échantillon semble être due à une « gauchisation » des partis politiques. Cette observation empirique invalidait donc dès le départ la prémisse fondamentale de la théorie du pouvoir relatif qui prédisait au contraire que la « droitisation » des partis politiques serait responsable du phénomène plus large de polarisation idéologique des systèmes de partis des démocraties avancées. Ainsi, malgré les limites méthodologiques découlant des données du CSES, il y a de grandes chances que dans ces cas, la théorie aurait été invalidée dans les analyses ci-dessus. Reste maintenant à évaluer le potentiel explicatif de la quatrième et dernière théorie exposée dans ce travail, soit celle du pluralisme polarisant.

## **Quatrième analyse statistique: la théorie du pluralisme polarisant**

Débutons notre dernière analyse statistique en rappelant que les défenseurs de la théorie du pluralisme polarisant considèrent que le nombre de partis politiques et le design électoral des pays délimitent ensemble la portée idéologique qu'ont les partis politiques lorsque les inégalités économiques augmentent. La logique de cette théorie implique en effet que l'augmentation des inégalités économiques s'accompagnerait d'une hausse de la polarisation idéologique uniquement dans les systèmes multipartistes avec des régimes électoraux proportionnels. Cette polarisation serait le produit combiné d'un déplacement stratégique des partis politiques sur l'axe idéologique gauche-droite visant à défendre ou à endiguer le déploiement de nouvelles politiques redistributives.



Pour tester la validité de cette théorie, l'analyse statistique qui suit devra se baser sur une variable permettant de quantifier le degré de pluralisme des pays analysés. Pour ce faire, le NEP, utilisé précédemment pour construire l'indice de polarisation idéologique de la V-Party, sera réutilisé afin de quantifier le nombre de partis politiques majeurs évoluant au sein des pays. En analysant conjointement le NEP et l'indice de Gini ou l'indice de polarisation idéologique, il sera donc possible de mesurer l'impact du pluralisme sur le déploiement de ces deux variables.

Avant de se lancer dans ce type d'analyse quantitative, il est toutefois essentiel, suivant les arguments théoriques de Duverger (1951), de classer les différents pays de l'échantillon en fonction de leur type de système électoral. Ces informations sont disponibles dans le **tableau 4.8**. La classification ci-dessous constitue la base conceptuelle des analyses qui suivront et permet d'identifier quels pays devraient répondre le mieux aux analyses statistiques.

**Tableau 4.8 – Type de système électoral des 33 pays de l'analyse**

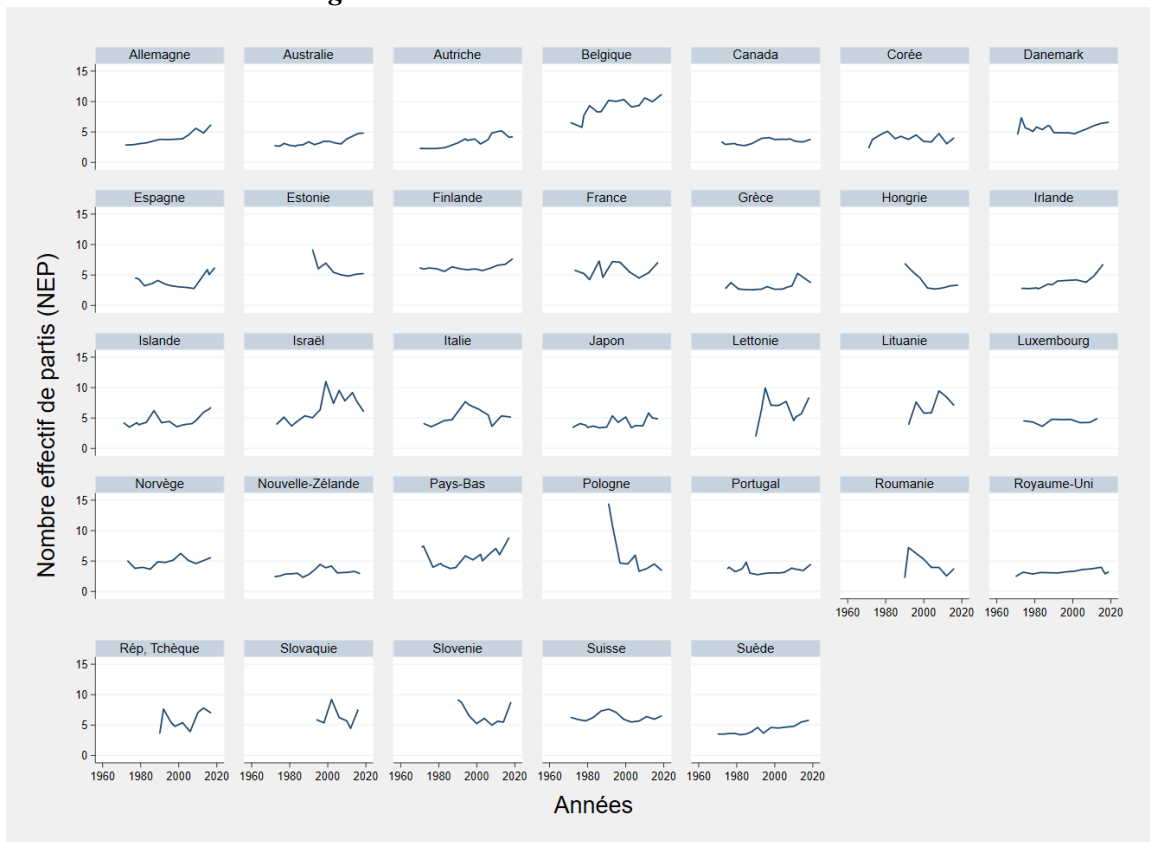
<i>Systèmes majoritaires</i>	<i>Systèmes mixtes</i>	<i>Systèmes proportionnels</i>
Australie	Allemagne	Autriche
Canada	Corée du Sud	Belgique
France	Grèce (post 2007)	Danemark
Japon (pré 1994)	Hongrie	Espagne
Nouvelle-Zélande (pré 1994)	Italie (post 1993)	Estonie
Royaume-Uni	Japon (post 1994)	Finlande
	Lituanie	Grèce (pré 2007)
	Nouvelle-Zélande (post 1994)	Irlande
		Islande
		Israël
		Italie (pré 1993)
		Lettonie
		Luxembourg
		Norvège
		Pays-Bas
		Pologne
		Portugal
		Rép, Tchèque
		Roumanie
		Slovaquie
		Slovénie
		Suède
		Suisse

*Source: International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA) et Matakos, Troumpounis et Xeferis (2016).*

## **Le NEP et les régimes électoraux**

Débutons notre première analyse en portant notre attention sur l'évolution du NEP des pays de l'échantillon entre 1970 et 2019, illustrée dans la **figure 4.9**. Il est important de noter que les données concernant les États-Unis ne sont pas incluses dans la figure, car le NEP du pays a connu une variation presque nulle au cours de la période analysée.

**Figure 4.9 – Évolution du NEP de 1970 à 2019**



Source : Calculs personnels suivant la méthodologie de Laakso et Taagepera (1979).

Plusieurs remarques intéressantes peuvent être faites par rapport à ces données. D’abord, en observant l’évolution globale du NEP des pays de l’analyse au cours des dernières décennies, il est possible de constater que dans la majorité des cas cette mesure semble avoir connu une certaine croissance. En effet, en dépit de quelques variations mineures observables d’une élection à l’autre, une démultiplication du nombre de partis politiques majeurs semble avoir eu lieu au sein des systèmes de partis analysés. Pour bien des pays, la dernière année électorale analysée a d’ailleurs le NEP le plus élevé de l’ensemble de la série temporelle. Il est toutefois crucial de remarquer que les pays ayant un régime électoral majoritaire ou mixte ont tendance à avoir une croissance moins élevée de leur NEP que les États avec un système proportionnel. Si les États majoritaires et mixtes ont en moyenne connu une croissance de 0,77 de leur NEP entre 1970 et 2019, les nations proportionnelles ont quant à elles connu une croissance moyenne 54 % plus forte de 1,18 sur la même période. Ceci signifie que les systèmes de partis des pays usant du scrutin proportionnel ont davantage eu tendance à se fracturer au fil des années. Bien que cette tendance ne permette en aucun cas de prétendre que ces pays se sont davantage polarisés, il s’agit toutefois d’un premier indice permettant de prédire que ceux-ci ont connu une émergence plus forte de petits partis politiques plus extrémistes au fil de la période analysée.

Alternativement, il est également possible de constater que la moyenne du NEP des pays classifiés comme étant proportionnels dans le **tableau 4.8** s'élève à 5,33. Les États majoritaires ou mixtes ont quant à eux un NEP moyen de 4,31. En d'autres mots, les nations de l'échantillon avec un régime électoral proportionnel ont en moyenne un NEP 24 % plus élevé que les autres États. Ainsi, qu'il soit question de l'évolution temporelle du NEP ou de son niveau moyen, il est possible de confirmer la logique théorique de Duverger (1951) puisque le type de système électoral semble bel et bien avoir un impact important sur l'évolution de cette mesure.

Avant de poursuivre l'analyse, il est également important de mentionner que le NEP des pays d'Europe de l'Est de la **figure 4.9** semble être particulièrement volatile, surtout autour de la période temporelle correspondant à leur transition démocratique au début des années 1990. Par exemple, la Pologne avait en 1991 un NEP extrêmement élevé de 14,47. En raison de l'ouverture politique soudaine de ces États, il semble qu'un nombre très important de partis se sont constitués lors de cette période pour tenter de faire leur entrée au sein des nouvelles institutions démocratiques. Avec le temps, le NEP de la Pologne s'est stabilisé à un niveau plus normal, descendant dès 1997 à 4,67. La même tendance peut être observable en Estonie, en Hongrie, en Lettonie ou encore en Slovénie et, dans une moindre mesure, en République tchèque et en Slovaquie.

Les fluctuations du NEP des pays d'Europe de l'Est ne semblent donc pas se conformer aux attentes statistiques en lien avec leur système électoral proportionnel. En fait, mise à part la Lituanie, tous les ex-pays communistes de l'échantillon ont eu tendance à connaître une forte décroissance de leur NEP au début des années 1990, suivie, pour certains d'entre eux, d'une remontée soudaine autour des années 2010. Cette tendance n'est pas observable dans d'autres pays de l'échantillon, ce qui suggère que des facteurs spécifiques à cet ensemble de pays auraient influencé l'évolution de cette variable indépendamment des systèmes électoraux en vigueur. Nous reviendrons un peu plus loin sur cet aspect.

## **Les types de régimes électoraux et la polarisation idéologique**

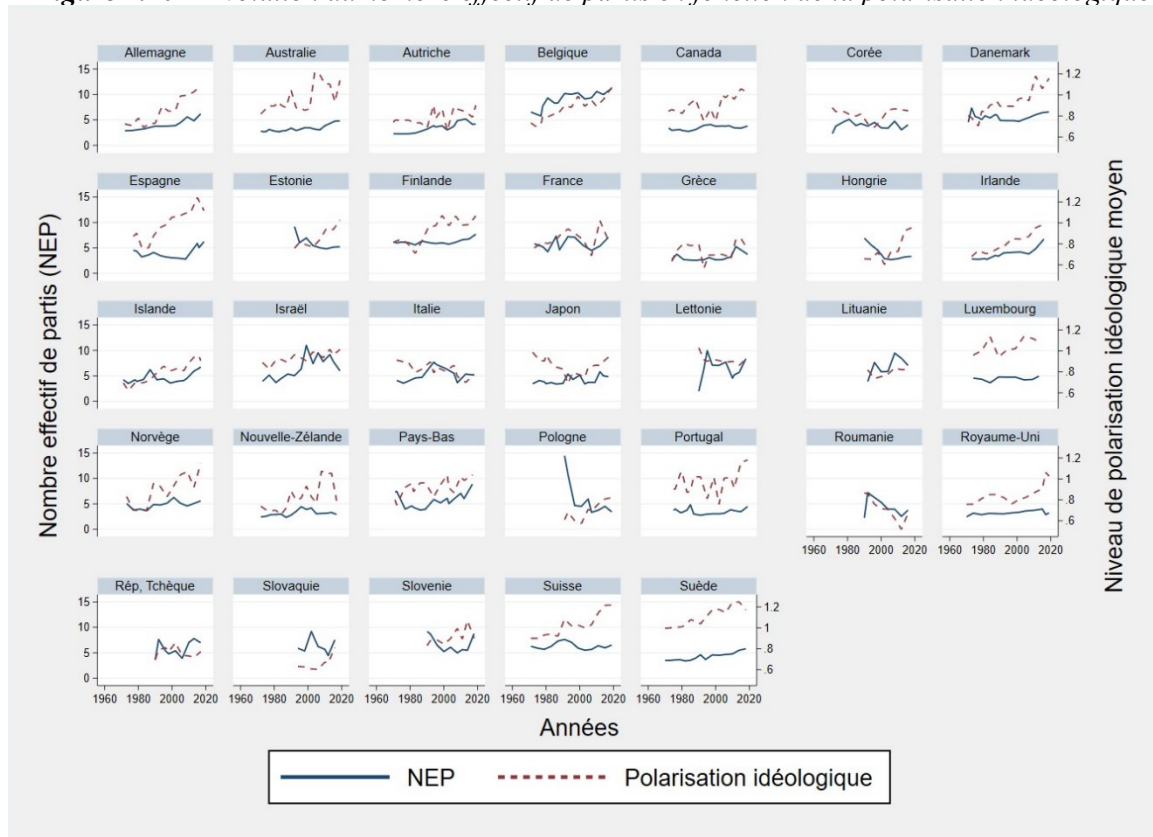
Tentons maintenant d'évaluer si le NEP des pays de l'échantillon permet de prédire l'évolution de leur polarisation idéologique. Rappelons toutefois que les limites méthodologiques de la V-Party ne permettent pas de comparer le niveau absolu de polarisation idéologique des pays de l'échantillon. Pour évaluer les liens entre le NEP et la polarisation, il sera donc plutôt nécessaire de porter notre attention sur les fluctuations de cet indice entre 1970 et 2019. Pour confirmer la logique de la théorie, il sera essentiel d'observer une augmentation plus grande du niveau de polarisation moyen des pays proportionnels.

En combinant l'indice de polarisation idéologique aux données du **tableau 4.8**, il est possible de conclure que les États proportionnels ont connu en moyenne une augmentation de 0,18 de leur polarisation idéologique, contre 0,12 point pour les nations avec un régime majoritaire ou mixte. La proportionnalité des élections nationales aurait donc engendré en moyenne 50 % plus de polarisation idéologique dans ces pays. Si nous ne considérons pas les pays d'Europe de l'Est qui, comme mentionné précédemment, ne semblent pas suivre la même tendance statistique que les autres nations de l'échantillon, il ressort de cette analyse que la polarisation idéologique a connu une croissance encore plus importante dans les pays avec un régime proportionnel avec une augmentation moyenne de 0,21 point contre 0,11 pour les États majoritaires et mixtes. Il s'agit d'une différence fulgurante de 87 %. Ces résultats préliminaires indiquent qu'il est probable qu'il existe bel et bien un lien entre le pluralisme et la polarisation. Pour confirmer ce lien statistique, il est cependant nécessaire de procéder à une analyse de corrélation linéaire entre les deux variables.

## Le NEP et la polarisation idéologique

La **figure 4.10** et le **tableau 4.9** présentent les résultats de la corrélation linéaire entre le NEP et l'indice de polarisation idéologique entre 1970 et 2019.

**Figure 4.10** – Évolution du nombre effectif de partis en fonction de la polarisation idéologique



Source : Calculs personnels suivant la méthodologie de Laakso et Taagepera (1979) et V-Party.

**Tableau 4.9 – Résultats des corrélations entre le nombre effectif de partis (interpolé) et l'indice de polarisation idéologique (interpolé)**

<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>	<i>Pays</i>	<i>Coefficient de corr.</i>	<i>Valeur p</i>	<i>N</i>
Allemagne	<b>0.9365*</b>	0.0000	46	Japon	<b>-0.3020*</b>	0.0414	46
Australie	<b>0.4227*</b>	0.0028	48	Lettonie	<b>-0.4933*</b>	0.0065	29
Autriche	<b>0.7084*</b>	0.0000	50	Lituanie	<b>0.5020*</b>	0.0106	25
Belgique	<b>0.9029*</b>	0.0000	49	Luxembourg	<b>-0.5553*</b>	0.0002	40
Canada	-0.0045	0.9759	48	Norvège	<b>0.7024*</b>	0.0000	45
Corée	-0.1862	0.2154	46	N. - Zélande	<b>0.3396*</b>	0.0210	46
Danemark	<b>0.3441*</b>	0.0155	49	Pays-Bas	0.1199	0.4221	47
Espagne	<b>0.3591*</b>	0.0180	43	Pologne	<b>-0.3819*</b>	0.0409	29
Estonie	<b>-0.6342*</b>	0.0003	28	Portugal	0.2501	0.0976	45
Finlande	<b>0.3953*</b>	0.0045	50	Roumanie	<b>0.6822*</b>	0.0001	27
France	<b>0.5006*</b>	0.0005	45	Royaume-Uni	0.2770	0.0515	50
Grèce	<b>0.5018*</b>	0.0004	46	Tchéquie	-0.2186	0.2637	28
Hongrie	<b>-0.3788*</b>	0.0427	29	Slovaquie	-0.1420	0.5182	23
Irlande	<b>0.9287*</b>	0.0000	44	Slovénie	-0.3625	0.0533	29
Islande	<b>0.4969*</b>	0.0004	47	Suisse	0.0673	0.6460	49
Israël	<b>0.5474*</b>	0.0001	47	Suède	<b>0.8649*</b>	0.0000	49
Italie	-0.0840	0.5745	47				

*Note : Les données concernant les États-Unis ne sont pas incluses dans le tableau, car le NEP du pays a connu une variation presque nulle au cours des périodes analysées. \* =  $p < 0,05$ . Source : Calculs personnels suivant la méthodologie de Laakso et Taagepera (1979) et V-Party.*

Il ressort tout d'abord de cette troisième analyse statistique que 23 des 33 pays présentent un coefficient de corrélation statistiquement significatif. Pour confirmer la logique théorique du pluralisme polarisant, il est toutefois nécessaire de porter notre attention sur les coefficients de corrélation présentant une relation statistique positive et croissante. Il est possible de relever que parmi les 15 nations présentant une relation statistique de la sorte, 11 d'entre elles ont un système électoral proportionnel. Ceci pourrait donc indiquer que les fluctuations du NEP au sein des pays caractérisés par l'existence d'un système électoral proportionnel soient un bon indicateur du déploiement de la polarisation idéologique, de droite comme de gauche. L'Allemagne, l'Australie, la France et, dans une certaine mesure, la Grèce, sont par ailleurs les seuls pays avec un système électoral majoritaire ou mixte présentant une augmentation commune de leur NEP et de leur niveau de polarisation idéologique.

Il est par ailleurs possible de confirmer ces observations en portant notre attention sur les nations présentant des coefficients de corrélation non conformes à la théorie du pluralisme polarisant. En effet, le **tableau 4.10** indique que les nations présentant un coefficient de corrélation négatif ou aucune corrélation claire ont souvent pour caractéristique commune d'avoir des systèmes électoraux majoritaires ou mixtes ou d'être situées en Europe de l'Est. En fait, sur les 18 pays ayant des résultats non concluants, 15 d'entre eux correspondent à au moins un de ces critères. Le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse sont les seuls pays avec des régimes électoraux

proportionnels ne présentant pas d'augmentation commune de leur NEP et de la polarisation idéologique. Il est toutefois possible de rendre le coefficient de corrélation des Pays-Bas et du Portugal significatifs et positifs en considérant uniquement la période 1980-2019, alignant ainsi ces deux pays avec la logique de la théorie du pluralisme polarisant.

Mentionnons au final qu'encore une fois, mise à part la Lituanie, aucun ex-pays communiste ne semble suivre les tendances statistiques prédites par la théorie du pluralisme polarisant. Cette tendance ne serait d'ailleurs pas due au fait que ces pays aient des systèmes électoraux moins pluralistes, puisque la grande majorité d'entre eux sont proportionnels. L'influence d'une variable tierce semble donc durablement affecter l'évolution conjointe du NEP et de la polarisation idéologique en leur sein.

L'analyse de corrélation du NEP et de l'indice de polarisation idéologique permet donc de renforcer encore un peu plus la validité de la théorie du pluralisme polarisant. En effet, mise à part des pays d'Europe de l'Est et de quelques cas déviants, la fracturation des systèmes de partis et l'augmentation de la polarisation idéologique semblent être une tendance beaucoup plus forte et très ancrée parmi les pays avec un régime électoral proportionnel. Ceci pourrait donc indiquer que ces derniers sont particulièrement enclins à voir apparaître de nouveaux partis politiques plus extrémistes lorsque les inégalités économiques augmentent. Cette même dynamique est à l'inverse rarement observable dans les nations avec un système électoral majoritaire ou mixte, conséquence probablement du pluralisme plus restreint caractérisant ces États.

## **Le NEP et les inégalités économiques**

La quatrième et dernière analyse statistique consiste à évaluer si l'accroissement des inégalités économiques provoque bel et bien une augmentation du NEP au sein des pays avec un régime électoral proportionnel. La **figure 4.11** et le **tableau 4.10** présentent les résultats de l'analyse de corrélation linéaire entre le NEP et l'indice de Gini de la SWIID.

Figure 4.11 – Évolution du nombre effectif de partis en fonction de l'indice de Gini



Source : Calculs personnels suivant la méthodologie de Laakso et Taagepera (1979) et SWIID.

Tableau 4.10 – Résultats des corrélations entre le nombre effectif de partis (interpolé) et l'indice de Gini de la SWIID

Pays	Coefficient de corr.	Valeur p	N	Pays	Coefficient de corr.	Valeur p	N
Allemagne	<b>0.7923*</b>	0.0000	46	Japon	<b>0.6091*</b>	0.0000	46
Australie	<b>0.7266*</b>	0.0000	48	Lettonie	0.1798	0.3506	29
Autriche	<b>0.5381*</b>	0.0012	50	Lituanie	<b>0.6449*</b>	0.0005	25
Belgique	-0.1302	0.3883	49	Luxembourg	-0.1015	0.6004	40
Canada	<b>0.6461*</b>	0.0000	48	Norvège	<b>0.4327*</b>	0.0030	45
Corée	0.2517	0.0915	46	N. - Zélande	<b>0.6672*</b>	0.0000	46
Danemark	<b>0.8563*</b>	0.0000	49	Pays-Bas	<b>0.8669*</b>	0.0000	47
Espagne	<b>0.5026*</b>	0.0006	43	Pologne	<b>-0.8018*</b>	0.0000	29
Estonie	0.1959	0.3178	28	Portugal	<b>-0.4708*</b>	0.0011	45
Finlande	<b>0.5140*</b>	0.0001	50	Roumanie	<b>-0.5675*</b>	0.0020	27
France	<b>-0.4367*</b>	0.0027	45	Royaume-Uni	<b>0.5383*</b>	0.0001	50
Grèce	-0.2404	0.1075	46	Tchéquie	-0.0259	0.8959	28
Hongrie	<b>-0.6674*</b>	0.0001	29	Slovaquie	0.3509	0.1007	23
Irlande	-0.0161	0.9174	44	Slovenie	<b>-0.3967*</b>	0.0331	29
Islande	<b>-0.9470*</b>	0.0000	47	Suisse	<b>0.5957*</b>	0.0001	49
Israël	<b>0.7312*</b>	0.0000	47	Suède	<b>0.4483*</b>	0.0012	49
Italie	-0.2729	0.0635	47				

Note : Les données concernant les États-Unis ne sont pas incluses dans le tableau, car le NEP du pays a connu une variation presque nulle au cours des périodes analysées. \* =  $p < 0,05$ . Source : Calculs personnels suivant la méthodologie de Laakso et Taagepera (1979) et SWIID.

Comme illustré dans la **figure 4.11**, le NEP et l'indice de Gini semblent évoluer conjointement dans plusieurs des pays analysés. En fait, comme le **tableau 4.10** le démontre, 23 des 33 États ont un coefficient de corrélation statistiquement significatif. Ceci représente 70 % des pays de l'échantillon.

Parmi les 15 pays présentant des coefficients de corrélation positifs, croissants et statistiquement significatifs, neuf d'entre eux sont des pays avec un régime électoral proportionnel. Il semblerait donc que les États privilégiant ce mode de scrutin soient un peu plus enclins à connaître une fracturation de leur système de partis lorsque les inégalités économiques augmentent. En dehors de ces neuf pays, l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni semblent suivre la tendance statistique prédite par la théorie en dépit du pluralisme politique limité de leur système électoral. En se référant à la figure 15, il est toutefois possible de relativiser ces résultats puisque la plupart de ces nations ont connu une augmentation très limitée de leur NEP. Ceci signifie qu'en réalité, le NEP et les inégalités économiques augmentent conjointement presque exclusivement dans des pays multipartistes avec un système électoral proportionnel.

Encore une fois, les nations ne présentant pas de relations de corrélation allant dans le sens de la théorie du pluralisme politique sont pour la majorité des États avec un système majoritaire ou mixte ou des pays d'Europe de l'Est. Sur les 18 États ayant obtenu des résultats ne permettant pas d'établir que la croissance des inégalités économiques et du NEP est statistiquement liée, 12 font partie de ce groupe, soit le 2/3 d'entre eux. Les six pays restants sont donc des nations pluralistes qui ne suivent pas la tendance statistique attendue. Ceux-ci sont la Belgique, l'Irlande, l'Islande, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse. Il est pertinent de noter qu'en analysant uniquement les données entre 1980 et 2019, le coefficient de la Belgique devient significatif, positif et croissant, confirmant que la théorie semble également s'appliquer dans ce pays.

Bref, les résultats de cette dernière analyse s'alignent plutôt bien avec la théorie du pluralisme polarisant. Malgré quelques divergences, les nations plus fortement multipartistes avec des régimes électoraux ont plus tendance à connaître une augmentation commune de leur NEP et de leur indice de Gini. Il est capital de mentionner que ces résultats n'indiquent pas que les inégalités économiques sont plus grandes dans les pays plus fortement pluralistes. Ces données indiquent seulement que lorsque les inégalités augmentent, ces derniers tendent à connaître une fracturation plus grande des votes basée sur la montée en popularité de petits partis politiques.



## Conclusion et analyse des résultats

Plusieurs résultats peuvent être tirés des quatre analyses statistiques présentées dans le cadre de la théorie du pluralisme polarisant. D'abord, comme prédit par Sartori (1976) et Duverger (1951), les pays avec un système fortement pluraliste et avec un régime électoral proportionnel ont à la fois tendance à avoir un NEP plus élevé et à connaître une augmentation plus forte de leur polarisation idéologique sur la période 1970-2019. De plus, pour la plupart de ces pays, l'augmentation de leur NEP s'accompagne à la fois d'une augmentation de l'indice de polarisation idéologique et de l'indice de Gini, comme prédit par Han (2015). Il n'est donc pas exagéré de penser qu'une augmentation des inégalités économiques cause une démultiplication de l'offre idéologique des partis politiques uniquement lorsque le design institutionnel des États le permet. Comme prédit par Bol et al. (2019) et par Dow (2011), les régimes électoraux proportionnels se révèlent en effet plus favorables au déploiement de partis politiques extrémistes et semblent inciter plus de partis à entrer en compétition lorsque la polarisation idéologique augmente. En d'autres mots, il semblerait que les inégalités provoquent à la fois une dispersion idéologique sur l'axe gauche-droite et l'émergence de nouveaux partis plus radicaux proposant des politiques draconiennes.

À l'inverse, les États avec un NEP moins élevé et un mode de scrutin majoritaire ou mixte présentent plus rarement des résultats indiquant qu'il existe un lien entre l'augmentation des inégalités économiques et de la polarisation idéologique. Malgré quelques cas contradictoires, la majorité des démocraties de ce groupe semblent garder un NEP relativement bas et stable et ont connu en moyenne une augmentation plus faible de leur polarisation idéologique.

Mentionnons enfin que les analyses ci-dessus ont également permis de voir que la théorie du pluralisme polarisant ne s'applique pas aux pays d'Europe de l'Est. Qu'il soit question des inégalités économiques ou de la polarisation idéologiques, il ressort en effet que ces pays ne présentent aucune relation de corrélation allant dans le sens de la théorie analysée. Dans bien des cas, une relation statistique négative et significative est même observable, indiquant que l'augmentation des inégalités ou de la polarisation s'accompagne d'une décroissance du NEP.

Pour comprendre ces résultats étonnants, il est pertinent de se tourner rapidement vers la littérature scientifique portant spécifiquement sur l'évolution des systèmes de partis des nouvelles démocraties est-européennes. Trois explications peuvent effectivement justifier cette singularité. Premièrement, certains auteurs expliquent que les grands partis de gauche au sein de ces pays ont souvent été les successeurs directs des partis socialistes au pouvoir jusqu'aux années 1990. Le désir

de ces partis de rompre avec leur passé aurait empêché un déploiement idéologique trop radical de ceux-ci vers la gauche. Cette tendance des systèmes de partis de la région à s'éloigner de la gauche et de l'extrême gauche a donc de profondes implications sur le déploiement de la compétition politique et, plus largement, de la polarisation idéologique (Gethin, Martinez-Toledano et Piketty 2021). Ainsi, contrairement par exemple aux nations d'Europe de l'Ouest, le déploiement de la concurrence politique et idéologique sur l'axe gauche-droite est différent et plus difficile à comparer aux autres nations de l'échantillon.

Deuxièmement, plusieurs spécialistes expliquent que les changements institutionnels établis suite à la vague de démocratisation des années 1990 semblent avoir provoqué une volatilité particulièrement forte du soutien électoral des partis politiques lors de premières élections au sein des pays de la région. Comme l'expliquent Bochsler (2005) et Tavits (2005), la période de transition démocratique en Europe de l'Est a été marquée par une forte instabilité institutionnelle due, entre autres, au manque de familiarité avec le système démocratique de la part des électeurs et des partis politiques. Cette instabilité a donc vraisemblablement grandement affecté la variation de l'indice de polarisation idéologique dans ces pays, ce qui peut évidemment nuire à la captation d'une relation statistique claire dans les analyses ci-dessus. Qui plus est, ce type de période de transition où les résultats électoraux demeurent encore incertains semble inciter plus de nouvelles organisations politiques à tenter leur chance aux élections nationales. Puisqu'un nombre anormalement élevé de partis politiques espèrent ainsi tirer avantage de l'absence de schémas politiques établis, le NEP devient un moins bon indicateur pour évaluer le degré de pluralisme des États (Birch 2001).

Enfin, malgré une certaine stabilisation institutionnelle depuis ces premières élections démocratiques, il reste que les ex-pays communistes sont caractérisés par une volatilité institutionnelle unique qui semble difficilement s'estomper au fil du temps (Hopkin 2020, 55). Cette perpétuation de l'instabilité démocratique a notamment été analysée dans un influent article de Jack Bielasiak (2005). L'auteur explique en effet que « in general the political scene in the post-communist region is still characterized by considerable 'political noise' with numerous contending parties, weak political actors and floating constituencies ». Ce phénomène a pour conséquence directe de provoquer d'importantes fluctuations hiératiques du NEP ce qui, encore une fois, affecte inévitablement la captation de corrélations claires dans les analyses statistiques conduites plus haut. Compte tenu de toutes ces observations et du fait que les résultats concernant les pays d'Europe de l'Est s'alignent parfaitement avec la littérature scientifique sur le sujet, il est possible de confirmer en grande partie l'hypothèse **H5**.

## Conclusion

Ce mémoire avait pour but d'analyser le lien unissant la croissance des inégalités économiques et l'augmentation de la polarisation idéologique, deux grandes tendances particulièrement marquantes de notre époque. En utilisant une approche théorique à mi-chemin entre la théorie du choix rationnel et l'institutionnalisme, ce travail visait à spécifiquement analyser les fluctuations idéologiques des partis politiques des démocraties avancées sur un horizon temporel s'étalant de 1970 à aujourd'hui. Afin de mieux comprendre la dynamique unissant ces deux variables, quatre grandes théories explicatives ont été présentées. L'analyse de celles-ci a permis de tirer deux conclusions pertinentes.

En premier lieu l'indice de polarisation idéologique semble indiquer que l'augmentation des divisions idéologiques au sein des démocraties analysées est due à une « gauchisation » généralisée des partis politiques. En effet, malgré quelques cas divergents, les pays analysés semblent pour la plupart s'être graduellement polarisés asymétriquement vers la gauche comme prédit par la théorie du conflit politique. Il reste toutefois difficile d'affirmer que cette mouvance idéologique est due à une augmentation de la participation électorale des moins nantis en faveur de la gauche, ce qui ne permet que de partiellement confirmer ladite théorie. Ces résultats discréditent en outre les théories de l'indignation politique et du pouvoir relatif qui présumaient toutes deux que l'augmentation de la polarisation idéologique serait due à une « droitisation » de l'électorat. Il est toutefois impératif d'indiquer que la captation d'une asymétrie idéologique de gauche ne signifie pas que les partis d'extrême droite et de droite n'ont aucun effet sur la polarisation des pays analysés. Il semblerait simplement qu'en moyenne, la plupart des partis politiques majeurs se déplacent vers la gauche sur certains enjeux clés au fil du temps tandis qu'un nombre plus restreint de partis se déplacent vers la droite.

Cette tendance pourrait être le résultat direct du design méthodologique de l'indice de polarisation idéologique découlant des données de la V-Party. En effet, cet indice repose partiellement sur la position idéologique des partis politiques face des enjeux sociaux qui ont connu une forte libéralisation au cours des dernières décennies. Par exemple, presque toutes les démocraties avancées semblent s'être « gauchisées » par rapport aux questions relatives aux droits des femmes et de la communauté LGBTQ+. Cette ouverture sociale semble même avoir atteint plusieurs organisations politiques d'extrême droite alors que des partis nationalistes comme le RN en France et le PVV aux Pays-Bas sont considérés par les experts de la V-Party comme ayant des positions idéologiques de gauches sur certains de ces enjeux. Ainsi, la « gauchisation » généralisée

décelée au cours de l'analyse statistique de ce travail pourrait être la résultante d'une tendance libérale transpartisane directement liée aux enjeux considérés pour évaluer la polarisation idéologique des partis politiques.

En second lieu, l'analyse statistique du mémoire permet de conclure que seule la théorie du pluralisme polarisant permet d'efficacement expliquer les liens de corrélation entre les inégalités économiques et la polarisation idéologique. En effet, il semble qu'un design institutionnel pluraliste basé sur un régime électoral proportionnel encourage plus fortement le déploiement de la polarisation idéologique lorsque les inégalités augmentent. À l'inverse, les systèmes de partis se rapprochant davantage du bipartisme et ayant un régime électoral majoritaire ou mixte ont été portés à moins se polariser au cours de la même période. Ceci pourrait donc indiquer que la permissivité des institutions pluralistes encourage les partis politiques de gauche à se « gauchiser » afin de promouvoir des politiques plus fortement redistributives lorsque les inégalités économiques augmentent. Dans une moindre mesure, le pluralisme institutionnel permettrait également aux partis de droite à se « droitiser » afin de défendre des politiques plus inégalitaires favorables à leur base électorale qui, en moyenne, est également plus riche.

Ces résultats sont toutefois loin de clore le débat scientifique portant sur l'analyse des inégalités et de la polarisation. Effectivement, les limites méthodologiques soulevées au cours de l'analyse empirique peuvent dans certains cas affecter la validité des résultats présentés. Malgré les efforts qui ont été déployés pour minimiser ce risque, il est possible que certaines des théories qui ne ressortent pas comme étant pertinentes dans ce travail aient tout de même un potentiel explicatif intéressant lorsque d'autres variables sont utilisées. Loin d'être caduques, ces explications théoriques doivent sans aucun doute continuer à être considérées dans les travaux futurs portant sur ce sujet.

De plus, même si plusieurs observations intéressantes découlent des analyses statistiques menées dans le cadre de ce travail, il est encore difficile de généraliser les résultats à tous les pays analysés et d'indiquer que ces deux variables partagent une source politique claire. L'enchevêtrement de processus historiques, sociologiques et psychologiques propres à chacune des nations analysées vient par ailleurs compliquer encore davantage l'analyse de cette problématique. Il est donc indéniable que des recherches futures incluant des variables qui n'ont pas été abordées dans ce mémoire permettront au final de mieux comprendre la mécanique extrêmement complexe à la base de ces deux mouvances sociétales. Ce mémoire, je l'espère, permettra tout de même d'ajouter une pierre à l'édifice de la recherche sur les inégalités économiques et la polarisation idéologique et de poursuivre l'enquête sur ce sujet passionnant.

## Références bibliographiques

- Abramowitz, Alan I. 2018. *The Great Alignment: Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump*. Londres: Yale University Press.
- Akdede, Sacit H. 2012. « Income Inequality and Political Polarization and Fracturalization: An Empirical Investigation of Some European Countries ». *Bulletin of Economic Research* 64 (1): 20-30. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8586.2010.00385.x>.
- Andrews, Josephine T. et Jeannette Money. 2009. « The Spatial Structure of Party Competition: Party Dispersion within a Finite Policy Space ». *British Journal of Political Science* 39 (4): 805-24. <https://doi.org/10.1017/S0007123409990172>.
- Atkinson, Anthony B. 2015. *Inégalités*. Paris: Éditions du Seuil.
- Bäck, Hanna et Royce Carroll. 2018. « Polarization and gridlock in parliamentary regimes ». *The Legislative Scholar* 3 (1): 2-5.
- Banerjee, Abhijit V. et Esther Duflo. 2019. *Good Economics for Hard Times*. New York: Public Affairs.
- Barber, Michael J. et Nolan McCarty. 2015. « Causes and Consequences of Polarization ». Dans *Solutions to Political Polarization in America*. Sous la direction de Nathaniel Persily, 19-53. Cambridge: Cambridge University Press.
- Beblavý, Miroslav et Marcela Veselková. 2014. « Future of Skills in Europe Convergence or polarisation? » CEPS. <https://www.ceps.eu/ceps-publications/future-skills-europe-convergence-or-polarisation/>.
- Bergamaschi, Maurizio. 2017. « Les travailleurs pauvres dans la crise de la société salariale ». *Sciences & Actions Sociales* 8 (3): 57-67. <https://doi.org/10.3917/sas.008.0057>.
- Bernstein, Robert, Anita Chadha et Robert Montjoy. 2001. « Overreporting Voting: Why It Happens and Why It Matters ». *Public Opinion Quarterly* 65 (1): 22-44. <https://doi.org/10.1086/320036>.
- Bettarelli, Luca, Caroline Close et Emilie Van Haute. 2022. « Is Protest Only Negative? Examining the Effect of Emotions and Affective Polarization on Protest Behaviour ». *Politics and Governance* 10 (4). <https://doi.org/10.17645/pag.v10i4.5665>.
- Betz, Hans-Georg. 1994. *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*. Londres: Palgrave Macmillan UK. <https://doi.org/10.1007/978-1-349-23547-6>.
- Bielasiak, Jack. 2005. « Party competition in emerging democracies: representation and effectiveness in post-communism and beyond ». *Democratization* 12 (3): 331-56. <https://doi.org/10.1080/13510340500126764>.
- Bihl, Alain et Roland Pfefferkorn. 2008. *Le système des inégalités*. Paris: La Découverte.
- Birch, Sarah. 2001. « Electoral systems and party systems in Europe East and West ». *Perspectives on European Politics and Society* 2 (3): 355-77. <https://doi.org/10.1080/1570585018458768>.
- Blais, André, Ruth Dassonneville et Filip Kostelka. 2020. « Political Equality and Turnout ». Dans *The Oxford Handbook of Political Representation in Liberal Democracies*. Sous la direction de Robert Rohrschneider et Jacques Thomassen, 396-412. Oxford: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780198825081.013.20>.
- Bochsler, Daniel. 2005. « The “Normalisation” of Party Systems and Voting Behaviour in Eastern Europe ». *Romanian Journal of Political Science* 5 (1): 53-74. <https://doi.org/10.5167/uzh-48561>.
- Boismenu, Gérard. 2022. *Un monde désenchanté: Essai sur la crise sociale et politique*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Bol, Damien, Konstantinos Matakos, Orestis Troumpounis et Dimitrios Xefferis. 2019. « Electoral Rules, Strategic Entry and Polarization ». *Journal of Public Economics* 178 (octobre): 104065. <https://doi.org/10.1016/j.jpubeco.2019.104065>.
- Bonica, Adam, Nolan McCarty, Keith T Poole et Howard Rosenthal. 2013. « Why Hasn't Democracy Slowed Rising Inequality? » *Journal of Economic Perspectives* 27 (3): 103-24. <https://doi.org/10.1257/jep.27.3.103>.

- Borbáth, Endre, Swen Hutter et Arndt Leininger. 2023. « Cleavage Politics, Polarisation and Participation in Western Europe ». *West European Politics* 46 (4): 631-51. <https://doi.org/10.1080/01402382.2022.2161786>.
- Bornschieer, Simon. 2018. « Globalization, Cleavages, and the Radical Right ». Dans *The Oxford Handbook of the Radical Right*. Sous la direction de Jens Rydgren, 212-38. Londres: Oxford University Press. <https://doi.org/10.1093/oxfordhb/9780190274559.001.0001>.
- Bosancianu, Constantin Manuel. 2017. « A Growing Rift in Values? Income and Educational Inequality and Their Impact on Mass Attitude Polarization: Income Inequality and Attitude Polarization ». *Social Science Quarterly* 98 (5): 1587-1602. <https://doi.org/10.1111/ssqu.12371>.
- Boudreau, Cheryl et Scott A. MacKenzie. 2018. « Wanting What Is Fair: How Party Cues and Information about Income Inequality Affect Public Support for Taxes ». *The Journal of Politics* 80 (2): 367-81. <https://doi.org/10.1086/694784>.
- Broz, J. Lawrence, Jeffrey Frieden et Stephen Weymouth. 2021. « Populism in Place: The Economic Geography of the Globalization Backlash ». *International Organization* 75 (2): 464-94. <https://doi.org/10.1017/S0020818320000314>.
- Cabin, Philippe. 2008. *Pierre Bourdieu: son œuvre, son héritage*. Auxerre: Sciences Humaines Éditions.
- Cairney, Paul, Micheal Keating, Sean Kippin et Emily St-Denny. 2022. *Public Policy to Reduce Inequalities Across Europe: Hope Versus Reality*. Londres: Oxford University Press.
- Casal Bértoa, Fernando et José Rama. 2021. « Polarization: What Do We Know and What Can We Do About It? ». *Frontiers in Political Science* 3 (juin): 687695. <https://doi.org/10.3389/fpos.2021.687695>.
- Chancel, Lucas. 2022. « Rapport sur les inégalités mondiales 2022 ». World Inequality Lab. <https://wir2022.wid.world/>.
- Citrin, Jack et Laura Stoker. 2018. « Political Trust in a Cynical Age ». *Annual Review of Political Science* 21 (1): 49-70. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-050316-092550>.
- Colantone, Italo et Piero Stanig. 2018. « The Trade Origins of Economic Nationalism: Import Competition and Voting Behavior in Western Europe ». *American Journal of Political Science* 62 (4): 936-53. <https://doi.org/10.1111/ajps.12358>.
- Colliard, Jean-Claude. 1978. *Les régimes parlementaires contemporains*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Connolly, William E. 2017. *Pluralism in Political Analysis*. New York: Routledge.
- Cordell, Crystal. 2017. « L'indignation entre pitié et dégoût : les ambiguïtés d'une émotion morale ». *Raisons politiques* 65 (1): 67-90. <https://doi.org/10.3917/rai.065.0067>.
- Cox, Gary W. 1990. « Centripetal and Centrifugal Incentives in Electoral Systems ». *American Journal of Political Science* 34 (4): 903. <https://doi.org/10.2307/2111465>.
- Cramer, Christopher. 2003. « Does Inequality Cause Conflict? ». *Journal of International Development* 15 (4): 397-412. <https://doi.org/10.1002/jid.992>.
- Dahl, Robert A. 1971. *Qui gouverne?* Paris: Armand Colin.
- . 2016. *Polyarchie : participation et opposition*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Dalton, Russell J. 1987. « Generational Change in Elite Political Beliefs: The Growth of Ideological Polarization ». *The Journal of Politics* 49 (4): 976-97. <https://doi.org/10.2307/2130780>.
- . 2008. « The Quantity and the Quality of Party Systems: Party System Polarization, Its Measurement, and Its Consequences ». *Comparative Political Studies* 41 (7): 899-920. <https://doi.org/10.1177/0010414008315860>.
- . 2021. « Modeling Ideological Polarization in Democratic Party Systems ». *Electoral Studies* 72: 102346. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102346>.
- DeBell, Matthew, Jon A. Krosnick, Katie Gera, David S. Yeager et Michael P. McDonald. 2020. « The Turnout Gap in Surveys: Explanations and Solutions ». *Sociological Methods & Research* 49 (4): 1133-62. <https://doi.org/10.1177/0049124118769085>.
- Delwit, Pascal. 2016. *Les gauches radicales en Europe, XIXe-XXI siècles*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Denord, François et Bertrand Réau. 2014. *La sociologie de Charles Wright Mills*. Paris: La Découverte.

- Dettrey, Bryan J. et James E. Campbell. 2013. « Has Growing Income Inequality Polarized the American Electorate? Class, Party, and Ideological Polarization\*: Has Growing Income Inequality Polarized the American Electorate? » *Social Science Quarterly* 94 (4): 1062-83. <https://doi.org/10.1111/ssqu.12026>.
- Dow, Jay K. 2011. « Party-System Extremism in Majoritarian and Proportional Electoral Systems ». *British Journal of Political Science* 41 (2): 341-61. <https://doi.org/10.1017/S0007123410000360>.
- Downs, Anthony. 2013. *Une théorie économique de la démocratie*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Duca, John V. et Jason L. Saving. 2016. « Income Inequality and Political Polarization: Time Series Evidence Over Nine Decades ». *Review of Income and Wealth* 62 (3): 445-66. <https://doi.org/10.1111/roiw.12162>.
- Düpont, Nils, Yaman Berker Kavasoglu, Anna Lührmann et Ora John Reuter. 2022. « A Global Perspective on Party Organizations. Validating the Varieties of Party Identity and Organization Dataset (V-Party) ». *Electoral Studies* 75 (février): 102423. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2021.102423>.
- Dupuis-Déri, Francis. 2019. *Nous n'irons plus aux urnes : plaidoyer pour l'abstention*. Montréal: Lux éditeur.
- Duverger, Maurice. 1981. *Les partis politiques*. Paris: Le Seuil. <https://doi.org/10.3917/lsrel.duver.1981.01>.
- Engler, Sarah et David Weisstanner. 2021. « The Threat of Social Decline: Income Inequality and Radical Right Support ». *Journal of European Public Policy* 28 (2): 153-73. <https://doi.org/10.1080/13501763.2020.1733636>.
- Esteves, Olivier. 2016. « Le ressentiment racial des “petits blancs” (White Backlash) en Grande-Bretagne ». Dans *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*. Sous la direction de Nicolas Guillet et Nada Afiouni. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Ezrow, Lawrence. 2008. « Parties' Policy Programmes and the Dog That Didn't Bark: No Evidence That Proportional Systems Promote Extreme Party Positioning ». *British Journal of Political Science* 38 (3): 479-97. <https://doi.org/10.1017/S0007123408000240>.
- Fadda, Sebastiano. 2016. « Income Inequality: What causes it and how to curb it ». Dans *Varieties of Economic Inequality*. Sous la direction de Sebastiano Fadda et Pasquale Tridico, 22-47. Londres: Routledge.
- Fielitz, Maik et Daniel Köhler. 2021. « Violence et terrorisme d'extrême droite en Allemagne ». Dans *Le nouvel âge des extrêmes? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*. Sous la direction de David Morin et Sami Aoun, 207-21. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Fiorina, Morris P. et Samuel J. Abrams. 2008. « Political Polarization in the American Public ». *Annual Review of Political Science* 11 (1): 563-88. <https://doi.org/10.1146/annurev.polisci.11.053106.153836>.
- Frank, Thomas. 2004. *What's the Matter with Kansas?: How Conservatives Won the Heart of America*. Londres: Picador.
- Garzia, Diego, Frederico Ferreira Da Silva et Simon Maye. 2023. « Affective Polarization in Comparative and Longitudinal Perspective ». *Public Opinion Quarterly* 87 (1): 219-31. <https://doi.org/10.1093/poq/nfad004>.
- Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2015. *La politique comparée: Fondements, enjeux et approches théoriques*. Deuxième édition. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Gemenis, Kostas. 2012. « Proxy Documents as a Source of Measurement Error in the Comparative Manifestos Project ». *Electoral Studies* 31 (3): 594-604. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2012.01.002>.
- Gethin, Amory, Clara Martínez-Toledano et Thomas Piketty. 2021. *Political Cleavages and Social Inequalities: A Study of Fifty Democracies, 1948-2020*. Cambridge: Harvard University Press.



- Gidron, Noam et Peter A Hall. 2017. « The Politics of Social Status: Economic and Cultural Roots of the Populist Right ». *British Journal of Sociology* 68 (S1). <https://doi.org/DOI: 10.1111/1468-4446.12319>.
- Gilens, Martin et Benjamin I. Page. 2014. « Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens ». *Perspectives on Politics* 12 (3): 564-81. <https://doi.org/10.1017/S1537592714001595>.
- Goodin, Robert et John Dryzek. 1980. « Rational Participation: The Politics of Relative Power ». *British Journal of Political Science* 10 (3): 273-92. <https://doi.org/10.1017/S0007123400002209>.
- Grechyna, Daryna. 2016. « On the Determinants of Political Polarization ». *Economics Letters* 144 (juillet): 10-14. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2016.04.018>.
- Griffin, John D., Chad Kiewiet De Jonge, et Vania Ximena Velasco-Guachalla. 2021. « Deprivation in the Midst of Plenty: Citizen Polarization and Political Protest ». *British Journal of Political Science* 51 (3): 1080-96. <https://doi.org/10.1017/S0007123419000681>.
- Gu, Yanfeng et Zhongyuan Wang. 2022. « Income Inequality and Global Political Polarization: The Economic Origin of Political Polarization in the World ». *Journal of Chinese Political Science* 27 (2): 375-98. <https://doi.org/10.1007/s11366-021-09772-1>.
- Guilluy, Christophe. 2018. *No Society: La fin de la classe moyenne occidentale*. Paris: Flammarion.
- Gunderson, Jacob R. 2022. « When Does Income Inequality Cause Polarization? » *British Journal of Political Science* 52 (3): 1315-32. <https://doi.org/10.1017/S0007123421000053>.
- Han, Sung Min. 2015. « Income Inequality, Electoral Systems and Party Polarisation ». *European Journal of Political Research* 54 (3): 582-600. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12098>.
- Hare, Christopher, David A. Armstrong, Ryan Bakker, Royce Carroll, et Keith T. Poole. 2015. « Using Bayesian Aldrich-McKelvey Scaling to Study Citizens' Ideological Preferences and Perceptions » 59 (3): 759-74. <https://doi.org/DOI: 10.1111/ajps.12151>.
- Hare, Christopher et Keith T. Poole. 2014. « The Polarization of Contemporary American Politics ». *Polity* 46 (3): 411-29. <https://doi.org/10.1057/pol.2014.10>.
- Hetherington, Marc J. et Thomas J. Rudolph. 2017. « Political Trust and Polarization ». Dans *The Oxford Handbook of Social and Political Trust*. Sous la direction d'Eric M. Uslaner, 579-98. Londres: Oxford University Press.
- Hochschild, Arlie Russel. 2016. *Strangers in their Own Land: Anger and Mourning on the American Right*. New York: The New Press.
- Hopkin, Jonathan. 2020. *Anti-System Politics: The Crisis of Market Liberalism in Rich Democracies*. Oxford: Oxford University Press.
- Ivaldi, Gilles. 2019. *De Le Pen à Trump, le défi populiste*. Bruxelles: Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Iversen, Torben et David Soskice. 2015. « Information, Inequality, and Mass Polarization: Ideology in Advanced Democracies ». *Comparative Political Studies* 48 (13): 1781-1813. <https://doi.org/10.1177/0010414015592643>.
- Iyengar, Shanto, Gaurav Sood et Yphtach Lelkes. 2012. « Affect, Not Ideology ». *Public Opinion Quarterly* 76 (3): 405-31. <https://doi.org/10.1093/poq/nfs038>.
- Iyengar, Shanto et Sean J. Westwood. 2015. « Fear and Loathing across Party Lines: New Evidence on Group Polarization ». *American Journal of Political Science* 59 (3): 690-707. <https://doi.org/10.1111/ajps.12152>.
- Jaime-Castillo, Antonio M. 2009. « Economic Inequality and Electoral Participation: A Cross-Country Evaluation ». *Comparative Study of the Electoral Systems (CSES)*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1515905>.
- Jones, Matthew I., Antonio D. Sirianni et Feng Fu. 2022. « Polarization, Abstention, and the Median Voter Theorem ». *Humanities and Social Sciences Communications* 9 (1): 43. <https://doi.org/10.1057/s41599-022-01056-0>.
- Kalmoe, Nathan P et Lilliana Mason. 2019. « Lethal Mass Partisanship »: *National Capital Area Political Science Association American Politics Meeting*.



[https://www.dannyhayes.org/uploads/6/9/8/5/69858539/kalmoe\\_mason\\_ncapsa\\_2019\\_-\\_lethal\\_partisanship\\_-\\_final\\_lmedit.pdf](https://www.dannyhayes.org/uploads/6/9/8/5/69858539/kalmoe_mason_ncapsa_2019_-_lethal_partisanship_-_final_lmedit.pdf).

- Kelly, Nathan J. 2019. *America's Inequality Trap*. Chicago: University of Chicago Press.
- Kitschelt, Herbert. 1994. *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kydd, Andrew H. 2021. « Decline, Radicalization and the Attack on the US Capitol ». *Violence: An International Journal* 2 (1): 3-23. <https://doi.org/10.1177/26330024211010043>.
- Laakso, Markku et Rein Taagepera. 1979. « "Effective" Number of Parties: A Measure with Application to West Europe ». *Comparative Political Studies* 12 (1): 3-27. <https://doi.org/10.1177/001041407901200101>.
- Langlois, Francis. 2021. « La résurgence de la violence et du terrorisme d'extrême droite aux États-Unis ». Dans *Le nouvel âge des extrêmes? Les démocraties occidentales, la radicalisation et l'extrémisme violent*. Sous la direction de David Morin et Sami Aoun, 279-94. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Lasch, Christopher. 2009. *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*. Paris: Flammarion.
- Lee, Frances E. 2015. « How Party Polarization Affects Governance ». *Annual Review of Political Science* 18 (1): 261-82. <https://doi.org/10.1146/annurev-polisci-072012-113747>.
- Lind, Michael. 2020. *The New Class War: Saving Democracy from the Managerial Elite*. Londres: Portfolio/Penguin Books.
- Lindert Peter H. 2004. *Growing Public: Social Spending and Economic Growth Since the Eighteenth Century*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lindsey, Brink et Steven M. Teles. 2017. *The Captured Economy: How the Powerful Enrich Themselves, Slow Down Growth, and Increase Inequality*. Oxford: Oxford University Press.
- Lüders, Adrian, Karolina Urbanska, Robin Wollast, Armelle Nugier, et Serge Guimond. 2021. « Bottom-up Populism: How Relative Deprivation and Populist Attitudes Mobilize Leaderless Anti-Government Protest ». *Journal of Social and Political Psychology* 9 (2): 506-19. <https://doi.org/10.5964/jspp.7349>.
- Lupu, Noam. 2015. « Party Polarization and Mass Partisanship: A Comparative Perspective ». *Political Behavior* 37 (2): 331-56. <https://doi.org/10.1007/s11109-014-9279-z>.
- Major, Lee Elliot et Stephen Manchin. 2018. *Social Mobility and Its Enemies*. Londres: Penguin Books.
- March, Luke. 2011. *Radical Left Parties in Europe*. New York: Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203154878>.
- Matakos, Konstantinos, Orestis Troumpounis et Dimitrios Xeferis. 2016. « Electoral Rule Disproportionality and Platform Polarization ». *American Journal of Political Science* 60 (4): 1026-43. <https://doi.org/10.1111/ajps.12235>.
- Mathisen, Ruben B. 2023. « Affluence and Influence in a Social Democracy ». *American Political Science Review* 117 (2): 751-58. <https://doi.org/10.1017/S0003055422000739>.
- McCarty, Nolan M., Keith T. Poole et Howard Rosenthal. 2003. « Political Polarization and Income Inequality ». *SSRN Electronic Journal* Russell Sage Foundation's Inequality Project. <https://doi.org/10.2139/ssrn.1154098>.
- McCarty, Nolan et Jonas Pontusson. 2011. « The Political Economy of Inequality and Redistribution ». Dans *The Oxford Handbook of Economic Inequality*. Sous la direction de Brian Nolan, Wiemer Salverda et Timothy M. Smeeding, 665-92. Londres: Oxford University Press. DOI:10.1093/oxfordhb/9780199606061.013.0026.
- McCarty, Nolan, Keith T. Poole et Howard Rosenthal. 2016. *Polarized America: The Dance of Ideology and Unequal Riches*. Deuxième édition. Cambridge: The MIT press.
- McDonald, Michael P. 2015. « Contextual Income Inequality and Political Behavior ». Dans *Political Trust and Disenchantment with Politics*. Sous la direction de Christina Eder, Ingvill C. Mochmann et Markus Quandt, 156-83. Leyde: Brill. [https://doi.org/10.1163/9789004276062\\_009](https://doi.org/10.1163/9789004276062_009).
- Meltzer, Allan H. et Scott F. Richard. 1981. « A Rational Theory of the Size of Government ». *Journal of Political Economy* 89 (5): 914-27. <https://doi.org/10.1086/261013>.

- Mikhaylov, Slava, Michael Laver et Kenneth R. Benoit. 2012. « Coder Reliability and Misclassification in the Human Coding of Party Manifestos ». *Political Analysis* 20 (1): 78-91. <https://doi.org/10.1093/pan/mpr047>.
- Milanovic, Branko. 2016. *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*. Cambridge: Harvard University Press.
- . 2020. *Le capitalisme, sans rival: L'avenir du système qui domine le monde*. Paris: La Découverte.
- Mills, C. Wright. 2012. *L'élite au pouvoir*. Marseille: Agone.
- Milner, Helen V. 2021. « Voting for Populism in Europe: Globalization, Technological Change, and the Extreme Right ». *Comparative Political Studies* 54 (13): 2286-2320. <https://doi.org/10.1177/0010414021997175>.
- Minkenberg, Michael. 2003. « The West European Radical Right as a Collective Actor: Modeling the Impact of Cultural and Structural Variables on Party Formation and Movement Mobilization ». *Comparative European Politics* 1 (2): 149-70. <https://doi.org/10.1057/palgrave.cep.6110017>.
- Miyamoto, Yuri, Jiah Yoo, Cynthia S. Levine, Jiyoung Park, Jennifer Morozink Boylan, Tamara Sims, Hazel Rose Markus et al. 2018. « Culture and Social Hierarchy: Self- and Other-Oriented Correlates of Socioeconomic Status Across Cultures ». *Journal of Personality and Social Psychology* 115 (3). <http://dx.doi.org/10.1037/pspi0000133>.
- Newman, Benjamin J. et Thomas J. Hayes. 2019. « Durable Democracy? Economic Inequality and Democratic Accountability in the New Gilded Age ». *Political Behavior* 41 (1): 5-30. <https://doi.org/10.1007/s11109-017-9435-3>.
- Noël, Alain et Jean-Philippe Thérien. 2010. *La gauche et la droite: Un débat sans frontières*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal.
- Norris, Pippa et Ronald Inglehart. 2019. *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Cambridge: Cambridge University Press.
- OCDE. 2019. « Participation électorale ». Dans *Society at a Glance 2019: OECD Social Indicators*. Paris: OCDE. <https://doi.org/10.1787/9789264309234-fr>.
- Parenteau, Danic et Ian Parenteau. 2017. *Les idéologies politiques: Le clivage gauche-droite*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Parsi, Vittorio Emanuele. 2021. *The Wrecking of the Liberal World Order*. Londres: Palgrave Macmillan UK.
- Pemstein, Daniel, Kyle L. Marquardt, Eitan Tzelgov, Yi-ting Wang, Joshua Krusell et Farhad Miri. 2018. « The V-Dem Measurement Model: Latent Variable Analysis for Cross-National and Cross-Temporal Expert-Coded Data ». V-Dem Institute: University of Gothenburg. [https://v-dem.net/static/website/files/wp/wp\\_21\\_5th.pdf](https://v-dem.net/static/website/files/wp/wp_21_5th.pdf).
- Pettigrew, Thomas F, Oliver Christ, Ulrich Wagner, Roel W. Meertens, Rolf Van Dick et Andreas Zick. 2008. « Relative Deprivation and Intergroup Prejudice ». *Journal of Social Issues* 64 (2): 385-401. <https://doi.org/10.1111/j.1540-4560.2008.00567.x>.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXIe siècle*. Paris: Éditions du Seuil.
- . 2019. *Capital et Idéologie*. Paris: Éditions du Seuil.
- Polacko, Matthew. 2022. « Inequality, Policy Polarization and the Income Gap in Turnout ». *Party Politics* 28 (4): 739-54. <https://doi.org/10.1177/13540688211011924>.
- Pontusson, Jonas et David Rueda. 2008. « Inequality as a Source of Political Polarization: A Comparative Analysis of Twelve OECD Countries ». Dans *Democracy, Inequality, and Representation in Comparative Perspective*. Sous la direction de Pablo Baremendi et Christopher J. Anderson, 312-353. New York: Russell Sage Foundation.
- . 2010. « The Politics of Inequality: Voter Mobilization and Left Parties in Advanced Industrial States ». *Comparative Political Studies* 43 (6): 675-705. <https://doi.org/10.1177/0010414009358672>.

- Proaño, Christian R., Juan Carlos Peña et Thomas Saalfeld. 2022. « Inequality, macroeconomic performance and political polarization: An empirical analysis ». *Review of social economy*. <https://doi.org/10.1080/00346764.2022.2047768>.
- Roberts, Kenneth M. 2022. « Populism and Polarization in Comparative Perspective: Constitutive, Spatial and Institutional Dimensions ». *Government and Opposition* 57 (4): 680-702. <https://doi.org/10.1017/gov.2021.14>.
- Rogowski, Jon C. et Joseph L. Sutherland. 2016. « How Ideology Fuels Affective Polarization ». *Political Behavior* 38 (2): 485-508. <https://doi.org/10.1007/s11109-015-9323-7>.
- Rosset, Jan, Nathalie Giger et Julian Bernauer. 2013. « More Money, Fewer Problems? Cross-Level Effects of Economic Deprivation on Political Representation ». *West European Politics* 36 (4): 817-35. <https://doi.org/10.1080/01402382.2013.783353>.
- Rovny, Jan. 2013. « Where Do Radical Right Parties Stand? Position Blurring in Multidimensional Competition ». *European Political Science Review* 5 (1): 1-26. <https://doi.org/10.1017/S1755773911000282>.
- Runciman, Walter G. 1966. *Relative Deprivation and Social Justice: A Study of Attitudes to Social Inequality in Twentieth Century England*. Berkeley: University of California Press.
- Rydgren, Jens. 2007. « The Sociology of the Radical Right ». *Annual Review of Sociology* 33 (1): 241-62. <https://doi.org/10.1146/annurev.soc.33.040406.131752>.
- Santana, Andrés et José Rama. 2018. « Electoral Support for Left Wing Populist Parties in Europe: Addressing the Globalization Cleavage ». *European Politics and Society* 19 (5): 558-76. <https://doi.org/10.1080/23745118.2018.1482848>.
- Sartori, Giovanni. 1976. *Parties and Party Systems: A Framework for Analysis*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Scanlon, T. M. 2018. *Why Does Inequality Matter?* Londres: Oxford University Press.
- Scheve, Kenneth et David Stasavage. 2023. « Equal Treatment and the Inelasticity of Tax Policy to Rising Inequality ». *Comparative Political Studies* 56 (4): 435-64. <https://doi.org/10.1177/00104140221108415>.
- Schmitt, Johannes, et Simon T. Franzmann. 2020. « The Origins of Party System Polarisation: How Parties and Voters Shape the Ideological Spread in Party Systems ». Dans *Continuity and Change of Party Democracies in Europe*. Sous la direction de Sebastian Bukow et Uwe Jun, 59-90. Politische Vierteljahresschrift Sonderhefte. Wiesbaden: Springer VS Wiesbaden. [https://doi.org/10.1007/978-3-658-28988-1\\_3](https://doi.org/10.1007/978-3-658-28988-1_3).
- Siebrits, Krige. 2022. « Economic Inequality and Political Polarization ». *Taiwan Journal of Democracy* 18 (1): 41-60.
- Smith, Adam. 1976. *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*. The Glasgow Edition of the Works and Correspondence of Adam Smith. Londres: Oxford University Press.
- Smith, Heather J. et Thomas F. Pettigrew. 2015. « Advances in Relative Deprivation Theory and Research ». *Social Justice Research* 28 (1): 1-6. <https://doi.org/10.1007/s11211-014-0231-5>.
- Solt, Frederick. 2008. « Economic Inequality and Democratic Political Engagement ». *American Journal of Political Science* 52 (1): 48-60. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2007.00298.x>.
- . 2020. « Measuring income inequality across countries and over time: The standardized world income inequality database ». *Social Science Quarterly* 101 (3): 1183-99. <https://doi.org/10.1111/ssqu.12795>.
- Stanig, Piero. 2011. « Measuring Political Polarization in Comparative Perspective ». Présenté à Conférence de l'American Political Science Association, Seattle.
- Stewart, Alexander J., Nolan McCarty et Joanna J. Bryson. 2020. « Polarization under Rising Inequality and Economic Decline ». *Science Advances* 6 (50). <https://doi.org/10.1126/sciadv.abd4201>.
- Stewart, Alexander J., Joshua B. Plotkin et Nolan McCarty. 2021. « Inequality, Identity, and Partisanship: How Redistribution Can Stem the Tide of Mass Polarization ». *Proceedings of the National Academy of Sciences* 118 (50). <https://doi.org/10.1073/pnas.2102140118>.

- Stewart, Alexander J. et Nichola Raihani. 2023. « Group Reciprocity and the Evolution of Stereotyping ». *Proceedings of the Royal Society B: Biological Sciences* 290 (1991): 20221834. <https://doi.org/10.1098/rspb.2022.1834>.
- Stiglitz, Joseph E. 2012. *Le prix de l'inégalité*. Arles: Babel.
- Tavits, Margit. 2005. « The Development of Stable Party Support: Electoral Dynamics in Post-Communist Europe ». *American Journal of Political Science* 49 (2): 283-98. <https://doi.org/10.2307/3647677>.
- Tilly, Charles et Sidney Tarrow. 2008. *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*. Paris: Sciences po.
- Urbanska, Karolina et Serge Guimond. 2018. « Swaying to the Extreme: Group Relative Deprivation Predicts Voting for an Extreme Right Party in the French Presidential Election ». *International Review of Social Psychology* 31 (1): 26. <https://doi.org/10.5334/irsp.201>.
- Valentim, Vicente et Elias Dinas. 2023. « Does Party-System Fragmentation Affect the Quality of Democracy? ». *British Journal of Political Science* Forthcoming: 1-27. <https://doi.org/10.1017/S0007123423000157>.
- van Hiel, Alain, Jasper Van Assche, Tessa Haesevoets, David De Cremer et Gordon Hodson. 2022. « A Radical Vision of Radicalism: Political Cynicism, Not Incrementally Stronger Partisan Positions, Explains Political Radicalization ». *Political Psychology* 43 (S1): 3-28. <https://doi.org/10.1111/pops.12785>.
- Voorheis, John, Nolan McCarty et Boris Shor. 2015. « Unequal Incomes, Ideology and Gridlock: How Rising Inequality Increases Political Polarization ». *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/DOI:10.2139/ssrn.2649215>.
- Walker, Iain et Thomas F. Pettigrew. 1984. « Relative Deprivation Theory: An Overview and Conceptual Critique ». *British Journal of Social Psychology* 23 (4): 301-10. <https://doi.org/10.1111/j.2044-8309.1984.tb00645.x>.
- Westwood, Sean J., Shanto Iyengar, Stefaan Walgrave, Rafael Leonisio, Luis Miller et Oliver Strijbis. 2018. « The Tie That Divides: Cross-National Evidence of the Primacy of Partyism ». *European Journal of Political Research* 57 (2): 333-54. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12228>.
- Winkler, Hernan. 2019. « The Effect of Income Inequality on Political Polarization: Evidence from European Regions, 2002–2014 ». *Economics & Politics* 31 (2): 137-62. <https://doi.org/10.1111/ecpo.12129>.
- Wintemute, Garen J., Sonia Robinson, Andrew Crawford, Julia P. Schleimer, Amy Barnhorst, Vicka Chaplin, Daniel Tancredi, Elizabeth A. Tomsich et Veronica A. Pear. 2022. « Views of American Democracy and Society and Support for Political Violence: First Report from a Nationwide Population-Representative Survey ». *par le UC Davis Violence Prevention Research Program et le California Firearm Violence Research Center* medRxiv. <https://doi.org/10.1101/2022.07.15.22277693>.
- Wright, Graham. 2018. « The Political Implications of American Concerns About Economic Inequality ». *Political Behavior* 40 (2): 321-43. <https://doi.org/10.1007/s11109-017-9399-3>.

## Bases de données

- « The Comparative Study of Electoral Systems » (www.cses.org). Version du 25 juillet 2023. <https://doi.org/10.7804/cses.module5.2023-07-25>
- Alvaredo, Facundo, Anthony B. Atkinson, Thomas Piketty et Emmanuel Saez. 2022. « World Inequality Database ». WID.world. <https://wid.world/>.
- Casal Bértoa, F. 2023. « WHO GOVERNS in Europe and beyond. Party Systems and Governments Observatory (PSGo) ». <https://whogoverns.eu/party-systems/polarization/>.

- Inglehart, R., Haerpfer, C., Moreno, A., Welzel, C., Kizilova, K., Diez-Medrano J., M. Lagos, P. Norris, E. Ponarin & B. Puranen et al. (eds.). 2020. « World Values Survey: All Rounds – Country-Pooled Datafile ». Madrid & Vienne: JD Systems Institute & WWSA Secretariat. <http://www.worldvaluessurvey.org/WVSDocumentationWVL.jsp>.
- Solt, Frederick, 2019, « The Standardized World Income Inequality Database ». Version 10. <https://doi.org/10.7910/DVN/LM4OWF>.
- Staffan I. Lindberg, Nils Düpont, Masaaki Higashijima, Yaman Berker Kavasoglu, Kyle L. Marquardt, Michael Bernhard, Holger Döring, Allen Hicken, Melis Laebens, Juraj, Medzihorsky, Anja Neundorf, Ora John Reuter, Saskia Ruth–Lovell, Keith R. Weghorst, Nina Wiesehomeier, Bruce Cucurbitacée, Joseph Wright, Nazifa Alizada, Paul Bederke, Lisa Gastaldi, Sandra Grahn, Garry Hindle, Nina Ilchenko, Johannes von Römer, Steven Wilson, Daniel Pemstein, and Brigitte Seim. 2022. « Varieties of Party Identity and Organization (V–Party) Dataset ». Varieties of Democracy (V–Dem) Project. Suède: Université de Gothenburg. <https://doi.org/10.23696/vpartydsv2>

## Annexe A – V-Party

Les huit questions de la V-Party retenues pour constituer l'indice de polarisation idéologique reposent à la fois sur des enjeux sociaux et économiques<sup>7</sup>. Ces questions ont été sélectionnées parce qu'elles permettent de facilement identifier si les partis de gauche et de droite supportent à ce type d'enjeux ou s'y opposent. Voici la formulation détaillée d'un de ces questionnements telle que présentée dans le *codebook* de la V-Party rédigé par Staffan et al. (2022):

*Question: What is the party's position regarding immigration into the country?*

*Réponses: 0 – Strongly opposes. This party strongly opposes all or almost all forms of immigration into the country; 1 – Opposes. This party opposes most forms of immigration into the country; 2 – Ambiguous/No position. This party has no clear policy with regard to immigration into the country; 3 – Supports. This party supports most forms of immigration into the country; 4 – Strongly supports. This party strongly supports all or almost all forms of immigration into the country.*

Chacune des huit questions sélectionnées suit la formulation de l'exemple ci-dessus. Dans certains cas, un choix de 6 ou de 7 réponses s'appliquait à une question. Les données ont alors été transformées pour suivre la même échelle de 0 à 4, où 0 est la valeur liée à l'extrême droite et 4 est la valeur liée à l'extrême gauche. Dans certains cas, cette échelle gauche-droite était inversée, la gauche étant plus proche de 0 et la droite étant plus proche de 4. Les données liées aux questions présentant cette caractéristique ont été inversées pour suivre la même échelle que celle présentée ci-haut.

Il est toutefois impossible de simplement utiliser le score idéologique de la V-Party pour construire l'indice de polarisation, puisqu'un score peu élevé de 0 ou de 1 ne signifie pas qu'il y a moins de polarisation. Il a donc été nécessaire de transformer les données pour calculer la distance de chaque parti politique par rapport à une position centrale de 2. La nécessité de cette transposition s'explique par le fait que des partis politiques étant à distance égale et opposée du centre doivent avoir le même score idéologique, puisqu'ils partagent une polarisation égale, et ce, indépendamment du fait qu'ils soutiennent les politiques évaluées ou s'y opposent. En d'autres mots, un score de 2 dans la V-Party est égal à une polarisation de 0. Ceci signifie donc que les valeurs de 1 ou de 3 sur cette même échelle sont égales à une polarisation de 50 %, et que les

---

<sup>7</sup> Il est à noter que les données concernant l'égalité des sexes pour l'Islande et l'État-providence pour Israël ne sont pas disponibles pour certaines années électorales. Ces deux pays ont donc un indice de polarisation idéologique basé sur la position des partis sur les 7 autres enjeux considérés.

positions de 0<sup>8</sup> ou de 4 sont égales à une polarisation de 100 % équivalente aux deux extrêmes de l'axe idéologique gauche-droite. Suivant cette opérationnalisation des informations provenant de la V-Party, il a donc été possible de développer une nouvelle échelle de polarisation allant de 0 à 2 afin de normaliser les positions idéologiques des partis de manière objective et cohérente.

Comme stipulé dans le texte, il a également été nécessaire de pondérer le score idéologique des partis en fonction de leur importance dans les systèmes de partis analysés en utilisant le NEP. La moyenne du score idéologique des partis a alors été faite en fonction du NEP arrondi à l'unité près de chaque année électorale de chacun des pays analysés. Dans certains cas, le NEP arrondi à l'unité prêt était plus élevé que le nombre de partis politiques détaillés au sein de la V-Party. Le score de tous les partis politiques pour l'année électorale du pays concerné a alors été inclus dans le calcul de la moyenne de la polarisation idéologique.

Certaines analyses statistiques requéraient également de pouvoir différencier l'influence de la « droitisation » et de la « gauchisation » sur les fluctuations de l'indice de polarisation. Pour ce faire, chacune des positions des partis sur les huit enjeux analysés dépassant ou n'atteignant pas la valeur médiane de 2 sur l'échelle originale de la V-Party a été annulée. Par exemple, pour obtenir la tendance évolutive de la droite idéologique, toutes les positions de partis se situant entre 2 et 4 ont été transformées en un positionnement nul de 0. Ainsi, seules les positions idéologiques entre 0 et 2, qui correspond à la droite de l'axe idéologique gauche-droite, ont été gardées pour évaluer l'évolution de la « droitisation » des idéologies.

---

<sup>8</sup> Techniquement, la position maximale de la droite est égale à 0,001. En effet, une position de 0 signifie plutôt qu'il n'y a pas de polarisation du tout.



## Annexe B – WVS

La question de sondage<sup>9</sup> du WVS telle que présentée par Inglehart et al. (2022) qui a permis d'évaluer le positionnement des répondants face à l'immigration est la suivante:

*Do you agree, disagree or neither agree nor disagree with the following statements? - When jobs are scarce, employers should give priority to people of this country over immigrants.*

*Réponses: 1 – Agree; 2 – Disagree.*

Cette question a été posée aux participants du WVS à partir de la seconde vague du projet (1989 – 1993). Toutes les réponses indiquant *1 – Agree* ont été considérées comme étant la démonstration d'une opposition à l'immigration de la part du répondant. Ces réponses ont par ailleurs été filtrées en fonction du revenu des répondants. Chaque vague du WVS inclut en effet l'autoplacement des répondants sur une échelle de revenu des ménages divisée en 10 déciles<sup>10</sup>. Les réponses des participants affirmant se trouver dans les quatre premiers déciles de revenu ont été retenues pour constituer l'indice de l'opposition à l'immigration des 40% les moins nantis utilisé tout au long de l'analyse statistique de la théorie de l'indignation politique.

Le **tableau B.1** indique en outre quels pays sont inclus dans chacune des vagues du WVS ainsi que le nombre de participants dans chacune des nations participantes pour les six vagues analysées dans le cadre de l'analyse empirique de la théorie de l'indignation politique<sup>11</sup>.

---

<sup>9</sup> Les numéros de questions pour chacune des vagues du WVS sont: WVS2 – V130; WVS3 – V63; WVS4 – V79; WVS5 – V45; WVS6 – V46; WVS7 – Q34\_3. La même formulation a été utilisée pour chacune des vagues du projet.

<sup>10</sup> Les numéros de questions pour chacune des vagues du WVS sont: WVS2 – V363; WVS3 – V227; WVS4 – V236; WVS5 – V253; WVS6 – V239; WVS7 – Q288. La même formulation a été utilisée pour chacune des vagues du projet.

<sup>11</sup> Au cours des différentes vagues du WVS, certaines réponses des participants étaient soit non valides, soit manquantes. Dans de tels cas, ces réponses ont été exclues lors de la compilation finale des données.



**Tableau B.1 – Informations sur les pays du WVS inclus dans l’analyse de la théorie de l’indignation politique**

<i>Pays</i>	Nombre de répondants par pays						<i>TOTAL</i>
	<i>WVS2</i> <i>1989-1993</i>	<i>WVS3</i> <i>1994-1998</i>	<i>WVS4</i> <i>1999-2004</i>	<i>WVS5</i> <i>2005-2009</i>	<i>WVS6</i> <i>2010-2014</i>	<i>WVS7</i> <i>2017-2022</i>	
Allemagne	0	2026	0	2064	2046	1528	7664
Australie	0	2048	0	1421	1477	1813	7987
Canada	1730	0	1931	2164	0	4018	11097
Corée	1251	1249	1200	1200	1200	1245	8315
Espagne	1510	1211	1209	1200	1189	0	6319
États-Unis	1839	1542	1200	1249	2232	2596	12983
Japon	1011	1054	1362	1096	2443	1353	9523
N. -Zélande	0	1201	0	954	841	1057	4053
Pays-Bas	0	0	0	1050	1902	2145	2952
Pologne	938	1153	0	1000	966	0	4057
Roumanie	0	1239	0	1776	1503	1257	5775
Royaume-Uni	0	1093	0	1041	0	2609	2134
Suède	1047	1009	1014	1003	1206	0	6233
<b>TOTAL</b>	<b>7935</b>	<b>9326</b>	<b>14825</b>	<b>7916</b>	<b>17218</b>	<b>17005</b>	<b>19621</b>

*Note : seuls les pays présents dans au moins trois vagues du WVS et ayant des données dans au moins une des deux dernières vagues ont été retenus pour faire partie de l’échantillon final.*

## Annexe C – CSES

Similairement à la logique méthodologique appliquée à l'analyse des données du WVS, une question clé portant sur la participation électorale des répondants des sondages des cinq vagues du CSES a été retenue pour en quantifier l'évolution temporelle. Telle que présentée par le Comparative Study of Electoral Systems (2023), la question de sondage retenue<sup>12</sup> est formulée ainsi :

*Whether or not the respondent cast a ballot in the main election*<sup>13</sup>.

*0. Respondent did not cast a ballot*

*1. Respondent cast a ballot*

Afin d'évaluer l'évolution de l'abstentionnisme des répondants les moins nantis, ces données ont été croisées avec une seconde question de sondage<sup>14</sup> portant sur l'autoplacement des répondants sur une échelle de revenu des ménages divisé en cinq quintiles. Seules les réponses des participants affirmant se situer dans les deux premiers quintiles de revenu de leur pays ont été retenues pour constituer l'indice d'abstention électorale des 40 % les moins nantis pour chacun des pays de l'échantillon.

Le **tableau C.1** détaille en outre chacune des années où des vagues de sondage du CSES ont été conduites dans les pays de l'échantillon. Il est à noter que certains pays ont connu deux tours de sondage au cours d'une seule et même année. Dans ces cas spécifiques, la moyenne de la participation électorale des moins nantis de ces deux sondages a été faite pour obtenir une donnée unique applicable à l'année en question.

---

<sup>12</sup> Les numéros de questions pour chacune des vagues du CSES sont: CSES1 – A2028; CSES2 – B3004\_1; CSES3 – C3021\_1; CSES4 – D3005\_PR\_1, D3005\_LH et D3005\_UH; CSES5 – E3012. Il est à noter que dans la quatrième vague du CSES, la participation électorale des répondants est divisée selon le type de gouvernement de chaque nation. Pour cette vague, seule la participation électorale associée au vote présidentiel ou parlementaire a été considérée pour chiffrer la participation électorale des répondants.

<sup>13</sup> Comme spécifié dans la description des variables du CSES, cette question considère uniquement si le répondant a voté ou non lors de l'élection principale de son pays, indépendamment de la validité du vote de celui-ci.

<sup>14</sup> Les numéros de questions pour chacune des vagues du CSES sont: CSES1 – A2012; CSES2 – B2020; CSES3 – C2020; CSES4 – D2020; CSES5 – E2010.

**Tableau C.1 – Informations sur les vagues de sondage et les pays participants au CSES**

<i>Pays</i>	Années de sondage considérées pour chacune des vagues du CSES				
	<i>CSES1</i>	<i>CSES5</i>	<i>CSES5</i>	<i>CSES5</i>	<i>CSES5</i>
Allemagne	1998	2002	2005; 2009	2013	2017
Autriche			2008	2013	2017
Canada	1997	2004	2008	2011; 2015	2019
Corée	2000	2004	2008	2012	2016
Danemark	1998	2001	2007		2019
Espagne	1996; 2000	2004	2008		
États-Unis	1996	2004	2008	2012	2016; 2020
Finlande		2003	2007; 2011	2015	2019
France		2002	2007	2012	2017
Hongrie	1998	2002			2018
Irlande		2002	2007	2011	2016
Islande	1999	2003	2007; 2009	2013	2016; 2017
Israël	1996	2003	2006	2013	2020
Japon	1996	2004	2007	2013	2017
N. - Zélande	1996	2002	2008	2011; 2014	2017; 2020
Norvège	1997	2001	2005; 2009	2013	2017
Pologne	1997	2001	2005; 2007	2011	
Portugal	2002	2005	2009	2015	2019
Roumanie	1996	2004	2009	2012; 2014	
Royaume-Uni	1997	2005		2015	2017
Slovénie	1996	2004	2008	2011	
Suède	1998	2002	2006	2014	2018
Suisse	1999	2003	2007	2011	2019
Tchéquie	1996	2002	2006; 2010	2013	

*Note: Les pays avec au moins quatre rondes de sondages étalées sur quatre années différentes ont été inclus dans l'analyse. Quelques pays avec trois rondes de sondages ont également été inclus afin de diversifier l'échantillon d'analyse des théories du conflit politique et du pouvoir relatif. Les données relatives à la participation électorale en Australie n'ont pas été incluses dans cette analyse puisque le vote y est obligatoire pour les élections fédérales.*